

Le Point.fr - Publié le 23/01/2014 à 17:10

Sur la Syrie, de récentes déclarations de François Hollande viennent rappeler crûment que la France n'a plus les moyens de ses ambitions. 98,1



Dans cette affaire syrienne, François Hollande a été lâché par Obama en rase campagne.

© Ludovic/Sipa

"Nous étions en capacité de frapper la Syrie. Peu de pays peuvent avoir cette souveraineté, cette liberté, cette capacité." Cette déclaration de François Hollande sur la Syrie, passée presque inaperçue lors de sa conférence de presse du 14 janvier, est pourtant surprenante à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle révèle l'amertume et la déception qu'éprouve encore le président français cinq mois après un épisode militaro-diplomatique dans lequel Paris a été carrément lâché par les États-Unis, quelques heures seulement avant une opération militaire soigneusement préparée.

On se souviendra que, le 31 août, Hollande attendait vers 18 heures un coup de téléphone de Barack Obama lui annonçant que les missiles de croisière américains allaient être tirés dans la nuit. Le président des États-Unis avait alors douché de quelques mots l'ardeur guerrière du président français : il n'ordonnerait pas les frappes sans avoir obtenu un blanc-seing du Congrès. Dont il savait parfaitement qu'il le lui refuserait.

La grenouille française et le boeuf américain

Mais au-delà de la rancœur qu'a dû éprouver Hollande en ces moments-là, lui qui depuis des semaines affirmait qu'il fallait se débarrasser d'Assad, ce qui paraît étonnant, c'est la rodomontade qui a suivi dans sa conférence de presse : "C'est parce qu'il y avait cette menace, a déclaré le président, que nous avons pu obtenir que les armes chimiques soient détruites."

Que la France ait été "en capacité" de frapper la Syrie, sans doute. Qu'elle en ait eu "la souveraineté et la liberté", sous-entendu d'y aller seule s'il le fallait, c'est déjà beaucoup plus douteux. Que la menace brandie par la France ait contribué à ce que les armes chimiques détenues par l'armée syrienne soient détruites, c'est carrément donner une magnifique justification à la fable de La Fontaine "La grenouille et le boeuf". En effet, la France était bien le seul pays prêt à lancer des frappes aux côtés des États-Unis, mais sa participation n'était pas à elle seule de nature à modifier le cours de la guerre.

Dix Rafale, cent missiles

Dix Rafale devaient participer à l'opération. Ils étaient équipés de missiles Scalp d'une portée de 250 kilomètres. Les appareils français devaient donc s'approcher dangereusement de la côte syrienne et envoyer leurs missiles sur les centres de commandement de l'arme chimique, en bordure de mer, voire jusqu'à Damas. La mission était d'autant plus risquée que le rayon d'action des Rafale impliquait des ravitaillements en vol au-dessus de la Méditerranée. Avec le risque de voir l'aviation syrienne, qui est loin d'être la plus mauvaise de la région, intervenir.

L'opération programmée par les États-Unis était d'une autre ampleur. Depuis des sous-marins et des bâtiments de surface, la marine américaine avait prévu de tirer une bonne centaine de missiles de croisière, semblables à ceux qui ont été utilisés au début de la guerre en Afghanistan ou contre l'Irak. Leur portée leur permet de lancer leurs charges mortelles sans courir aucun risque immédiat de représailles de l'aviation syrienne.

Dix appareils d'un côté, cent missiles de l'autre. Si la dissuasion a pu jouer pour convaincre Bachar el-Assad de détruire son arsenal chimique et d'accepter la négociation de Genève, ce n'est malheureusement pas, quoi qu'en dise le président, celle de la menace française.

Bundeswehr

Linkspartei streitet um Auslandseinsätze 98,3

24.01.2014 · Auslandseinsätze der Bundeswehr sind für die Linkspartei bislang tabu. Nun rüttelt der neue Obmann im Auswärtigen Ausschuss, Stefan Liebich, an der pazifistischen Grundfeste seiner Partei.

[Artikel](#) [Bilder](#) (0) [Video](#) (1) [Lesermeinungen](#) (0)



© DPA  Bundeswehr: Großeinsatz in Afrika?

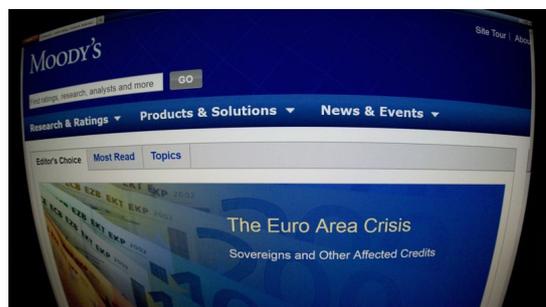
Auf die Linke war in Bundestagsdebatten über Auslandseinsätze bislang stets Verlass: Egal, ob Kampfeinsatz, Stabilisierungsmission oder Pirateriepatrouille - stets waren die Abgeordneten gegen jedwedes Bundeswehr-Engagement außerhalb der Landesgrenzen. Den radikalpazifistischen und von manchen Mitgliedern der Partei schon länger hinter vorgehaltener Hand als „weltfremd“ titulierten Kurs hat nun erstmals ein prominentes Mitglied der Partei öffentlich infrage gestellt.

Der neue Obmann der Linken im Auswärtigen Ausschuss des Bundestages, Stefan Liebich, hält eine Zustimmung seiner Fraktion zu bestimmten Auslandseinsätzen der Bundeswehr für möglich. Man müsse sich Entscheidungen über Auslandseinsätze „in jedem Fall ganz genau anschauen“, sagte er der „[Berliner Zeitung](#)“ (Freitag). Liebich sagte, das Grundsatzprogramm seiner Partei sehe im Falle eines Regierungseintritts Kriegseinsätze der Bundeswehr als rote Linie an. Luftbrücken bei Hungersnöten hingegen seien ebenso denkbar wie die Sicherung eines Waffenstillstandes im Rahmen einer Blauhelm-Mission der Vereinten Nationen. „Ich selbst sage, dass ein Einsatz auch nach Kapitel VII UN-Charta nötig sein kann, wenn es Völkermorde gibt, bei denen wir nicht zuschauen dürfen“, so Liebich. Das ist nicht in unserem Grundsatzprogramm festgeschrieben. Aber ich sehe es trotzdem so.“

Widerstand gegen den Vorstoß des als Pragmatiker geltenden 41 Jahre alten Politikers folgte auf dem Fuß. Der Linke-Fraktionsvize Wolfgang Gehrcke erklärte gegenüber der Berliner Zeitung, es werde keine Korrektur der linken Außenpolitik geben. „Wenn es einer versucht, wird er jämmerlich scheitern.“ Auch die Linke-Abgeordnete Sevim Dagdelen sagte der Zeitung: „Ich hoffe, dass wir weiter eine friedliche Außenpolitik verfolgen.“

Dettes : nouvelle menace sur la note souveraine de la France 98,4

Publiée le 24/01/2014 à 08:42



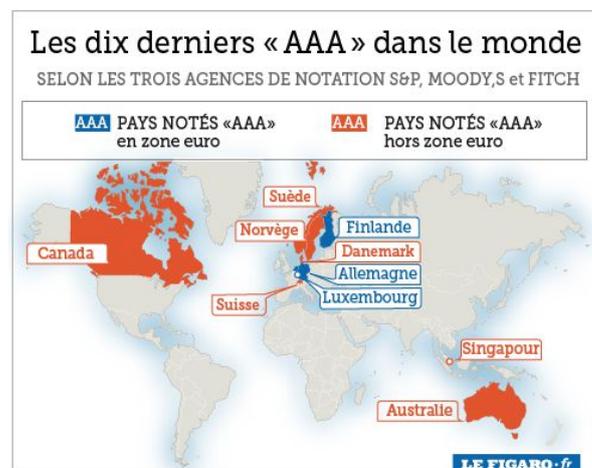
INFOGRAPHIE - L'agence de notation américaine Moody's, qui doit se prononcer ce vendredi sur la note de la France, pourrait la dégrader pour la deuxième fois en un peu plus d'un an.

La France va-t-elle de nouveau être sanctionnée par les agences de notation? Réponse a priori ce soir peu. Un peu plus d'un an après avoir retiré son triple A à l'Hexagone, [Moody's](#) pourrait décider de dégrader sa note pour la deuxième fois. Comme sa rivale américaine, [Standard & Poor's](#). Une possibilité qui n'inquiète pas le ministre de l'Économie et des Finances, [Pierre Moscovici](#). «Quelle que soit la décision de Moody's demain, la France reste crédible aux yeux des investisseurs», a-t-il déclaré ce jeudi lors de ses vœux à la presse.

La note souveraine française est considérée comme vulnérable par les agences de notation, mais c'est sans lourd impact sur la capacité de la France à emprunter sur les marchés financiers. Ce dont aime à se féliciter le gouvernement actuel, comme son prédécesseur.

Fitch maintient le «AAA» de la note de l'Allemagne

Pourtant, les observateurs ne manqueront pas de souligner que cette possible dégradation de la note interviendrait une semaine après que le président de la République a annoncé ses mesures pour relancer la compétitivité des entreprises et donc la croissance de la France. Et surtout un jour après la [première réunion du Conseil stratégique de la dépense publique](#), présidé par [François Hollande](#) et chargé de trouver «au moins 50 milliards d'économies» d'ici la fin de son quinquennat. Car la question épineuse de la baisse des dépenses publiques intéresse au plus haut point les agences de notation.



L'agence de notation américaine doit également se prononcer, ce vendredi, sur la note de la Grande-Bretagne [pour qui le FMI est plus optimiste que pour la France](#). De son côté, [la dette allemande, qui s'est vue confirmer ce vendredi son triple A par Fitch](#), bénéficie toujours de la meilleure note de la part non seulement de Standard & Poor's mais également de Moody's. En juillet 2012, Moody's avait abaissé la perspective de sa note à «négative», sans que la sanction, pour le moment, tombe.

French Couples 98,5

JAN. 23, 2014



Roger Cohen

BERLIN — From the bland figure of François Hollande, who rose to the pinnacle as Monsieur Normal, have cascaded of late some startling revelations, as if the French president had abruptly decided he was boring even himself.

First there was his love affair with the actress Julie Gayet. No real surprise there, but the images published by the tabloid *Closer* did seem to reduce the lofty presidency — De Gaulle’s seat of French glory — to the level of a motorcycle courier service. A suitable caption for the helmeted gentleman en route to a tryst might have been: “I am more normal than you think.”

When I asked Christine Ockrent, an acute observer of France, what she thought of the “affaire,” her immediate response was: “He’s a man. It’s normal.” It would not damage Hollande for now, his popularity being so low anyway.

In matters of the heart the French shrug holds sway. This is healthy. “Bof, c’est normal,” a ubiquitous phrase, is the shrugging expression of a fierce realism about life in general and sex in particular. As Saul Bellow observes in his novel *Ravelstein*, “The French were genuinely educated — or had been so once. They had taken a bad beating in this century. However, they had a real feeling for beautiful objects still, for leisure, for reading and conversation; they didn’t despise creaturely needs — the human basics.”

The French are indeed at home with creaturely needs. They do not squirm. They do not preach. It is safe enough to predict that Valérie Trierweiler, the first lady spurned, will not be at the White House with Hollande next month. She has been badly treated. Beyond that it is likely that the only consequence of Monsieur Normal’s late-night forays will be the further demystification of the Fifth Republic’s highest office, a process underway since François Mitterrand’s death in 1996.

Bof, c’est normal.

The second revelation about Hollande may be of greater consequence. It came at a recent press conference but, because of the affair, was scarcely noted. In the midst of a performance that was a tour de force he let drop a confession that was brave. “Am I a Social Democrat?” Hollande said. “Yes.”

This may not seem a radical statement in the second decade of the 21st century, but it still is in France. Hollande, adhering to French socialist principle, had never previously ventured this far. To do so was to concede that his goal is to soften the harsh edges of capitalism rather than overturn it; to pursue social cohesion through compromise between capital and labor rather than class struggle; to suggest (heresy of heresies) that wealth must first be accumulated before it can be distributed; and to abandon the heady glory of the Popular Front for staid old German social democracy.

But, you may say, all this happened long ago — and you would be right. That, however, is not the point. The lexicon of political ideology is more important in France than anywhere. Hollande crossed a doctrinal line. This, in Paris, constitutes an event.

Hollande went further, proposing big business tax and budget cuts, even suggesting he was a supply-sider. A name doing the rounds in Paris is suddenly that of the last Social Democrat to lead Germany, Gerhard Schröder. During his time in office, a decade ago, reforms were passed that cut social benefits and changed the rules for receiving them in ways that meant it no longer made economic sense to remain unemployed rather than take a low-paying job. The German left partially dismantled the welfare state built by the German left. Unemployment fell, the economy boomed. Germany today is Germany and France is France.

This brings us to another troubled couple that once held hands, did big things and had big dreams — only to fall into a sulk. That would be France and Germany.

Because the war generation is gone, because the balance in the relationship was lost to German dominance, and because ever-closer union in Europe has withered as a political idea, the nations have been looking past each other. But there are stirrings. The return of the Social Democrats in a German grand coalition and Hollande's ideological pivot has led to talk of what Laurent Fabius, the French foreign minister, recently called “a new impulse to Franco-German cooperation.”

With Britain consumed by anti-European rumblings, nothing is more important for the future of Europe than a reinvigorated French-German couple focused on political and budgetary integration, reignited growth, renewed democratic legitimacy and a revived European idea. Social democracy may be old but, as Germany shows, it is needed.

A German car rental company, Sixt, has been mocking Hollande with an ad that says: “Mr. President, next time avoid the scooter. Sixt rents cars with tinted windows.” Bof. Who cares? Step into the light, Monsieur le Président, and lead an old couple back.

Deciphering the Quenelle 98,7

By SYLVAIN CYPELJAN. 23, 2014

PARIS — Seventeen years ago, the leader of the far-right National Front, Jean-Marie Le Pen, deemed the Holocaust a “mere detail in the history of the Second World War.” Today, a popular comic known as Dieudonné M’Bala M’Bala (his stage name is simply Dieudonné) claims “not to know, between the Jews and Germans,” who’s telling the truth — “but I have my own little ideas on the subject.” We know what those ideas are: Dieudonné invited onstage at one of his shows Robert Faurisson, a “theorist” of Holocaust denial, who argues that the extermination of the European Jews is a Jewish invention.

Dieudonné, who revels in stoking controversy while hiding behind ambiguity, recently came up with a rallying gesture for his supporters. He calls it the “quenelle” (literally, a dumpling, a French version of gefilte fish). The move consists of the right arm pointed straight down, which the left hand keeps from lifting — very like the repressed Nazi salute of Peter Sellers in “Dr. Strangelove.” Mr. M’Bala M’Bala claims this is not anti-Semitic but “antisystem,” a defiance of authority, but his true disciples have caught on, pulling quenelles in front of synagogues.

On grounds that “inciting racial hatred” is illegal in [France](#), the interior minister, Manuel Valls, decided to ban the comic’s shows, creating a furor. Canceling Mr. M’Bala M’Bala’s tour not only gave him free publicity, but it has also risked making him a victim of censorship.

At first glance, the Dieudonné affair seems a new form of anti-Jewish expression. Of course, it is. But it would be wrong to say that’s all that it is.

French society has suffered from an economic and social crisis for three decades. Whichever party has been in power, the unemployment rate has hardly dipped below 8 percent since the 1980s; more than one in four young people are out of work.

I recently returned to France, after six years working in the United States, to discover some unpleasant surprises. In “la France profonde,” a diffuse populism is stirring. Reminiscent of America’s Tea Party, this movement combines a nostalgic mind-set that everything “was better before” with a radical aversion to taxes and a hostility toward the detested European bureaucracy.

According to a recent study, only 8 percent of French people espouse racial inequality, yet there is a palpable conviction that everything bad comes from outside: Brussels, globalization, immigration. Whatever the law says, the “freedom” to express racist, xenophobic and anti-immigrant views has reached new levels. Mr. Le Pen used to claim to “say out loud what the people think in private.” Lately, many have begun thinking out loud.

The Dieudonné affair is symptomatic of an insidious slide toward intolerance, but anti-Semitism is the least of it; racism and xenophobia manifest themselves more often as anti-Arab, anti-Muslim or anti-black. Last year, in Carpentras, a town notorious in 1990 for the desecration of Jewish graves there, swastikas were spray-painted on the headstones of French Muslim soldiers. Late in 2013, the minister of justice, Christiane Taubira, a black woman originally from French Guiana, was called a “monkey” by a National Front candidate in municipal elections; the same slur was repeated by a representative of the conservative Union for a Popular Movement, the mainstream opposition party.

Urban neighborhoods where poor African, Asian or Caribbean populations live have become increasingly ghettoized. In French political parlance, this is called a “failure to integrate,” or a “rise in communitarianism.” France has become a hotbed of tensions that has seen a steep rise in “ethnicist” views of society. It is not just Mr. M’Bala M’Bala who has flourished in this atmosphere; other comedians trot out the most hackneyed racial clichés.

The phenomenon cuts across social class. Take Alain Finkielkraut, a professor of philosophy at the elite École Polytechnique: He recently published “L’identité malheureuse,” a book bemoaning the dilution of an eternal France about to be defiled by swarthy barbarians threatening to plunge “European civilization” into a multicultural bouillabaisse. Among the objects of his disgust: “Halal butcher shops and fast food.”

Mr. Finkielkraut’s sentiments echo those of Renaud Camus, a writer (not related to Albert Camus) who has denounced the “great replacement” of populations, which imposes on “the true rooted French” those who are not. Mr. Camus makes no secret of his admiration for Marine Le Pen, daughter of Jean-Marie and current leader of the National Front. Such ideas have even found resonance in the media, thanks to commentators like the political journalist Éric Zemmour, who laments the fate of the “white proletariat,” helpless before the “ostentatious virility of their black and Arab competitors seducing numerous young white women.”

The worst came last fall with a campaign against France’s Roma people. The previous president, Nicolas Sarkozy, had already singled out this vulnerable population of 20,000 as a dangerous nuisance — despite the fact that the Roma constitute just 0.03 percent of the population. The interior minister, Mr. Valls, has now called for their expulsion. Well might we wonder about the integrity of a politician who defends Jews from Dieudonné’s quenelle while deporting Gypsies.

The son of a white mother and a black father, Mr. M’Bala M’Bala will continue to surf a wave created by the “competition of victims” in a country that is historically “guilty” twice over: toward the Jews, for its participation in the collaborationist Vichy regime, and toward its black and Arab citizens, for its colonial past. By calling Jews “slave traders,” Mr. M’Bala M’Bala plays a game of provoking the authorities’ squeamishness about anti-Semitism, even as other expressions of racism get a pass. When Dieudonné described Ms. Taubira as a “cheetah,” there was scarcely a stir.

Unless things change, this deplorable clown has a bright future.

Sylvain Cypel, a former correspondent for Le Monde, is the author of “Walled: Israeli Society at an Impasse.” This essay was translated by Edward Gauvin from the French.

VIDEO: DEBATTE UM ZUWANDERER SENDUNG VOM 16.01.2014 [ARCHIV]

Armut auf Wanderschaft 98,9

Wie viel Freizügigkeit können wir uns leisten?

Wird Zuwanderung ein Gewinn für die wirtschaftliche Entwicklung sein oder zu einer Belastung der Sozialsysteme führen? Wie dramatisch ist die Situation wirklich? Wer kommt da zu uns? Führt diese neue Freizügigkeit in Europa wirklich automatisch zu Ansprüchen auf Sozialleistungen - zum Beispiel Hartz IV?

Bayerns Innenminister Joachim Herrmann (CSU) hat "wasserdichte" Regelungen für den Bezug von Sozialleistungen durch Zuwanderer angemahnt. Die Freizügigkeit in der Europäischen Union "bezieht sich auf Arbeitnehmer, nicht auf Faulpelze, nicht auf solche Schlawiner", sagte Herrmann in der ZDF-Sendung "maybrit illner". Die EU garantiere Arbeitnehmerfreizügigkeit. Sie garantiere nicht, "dass jeder in jedes Land Europas gehen kann, um dort entsprechend Sozialleistungen zu beanspruchen", betonte der Minister. Jetzt gehe es darum, "dieses zu vollziehen".

"Wasserdichte Regelungen für den Bezug von Sozialleistungen"

Herrmann verwies darauf, dass Zuwanderer nach derzeit in Deutschland geltendem Sozialrecht für die ersten drei Monate ihres Aufenthaltes im Land keinen Anspruch auf Sozialleistungen hätten. Jetzt gebe es erste Gerichtsverfahren, bei denen das in Frage gestellt werden solle. "Ich halte es für absolut wichtig, dass wir dieses wasserdicht machen." Es dürfe nicht sein, dass jemand am Ankunftstag in Deutschland schon einen Antrag auf Sozialhilfe stellen könne. "Wenn wir in Deutschland zum Sozialamt ganz Europas werden sollen – das werden wir nicht verkraften", sagte Herrmann.

Grünen-Chef Cem Özdemir warnte davor, in der Debatte um möglichen Sozialleistungsmisbrauch durch Zuwanderer "dumpfe Gefühle" zu bemühen. Antiziganismus sei im Prinzip nichts anderes als Antisemitismus. Es sei richtig, Probleme sachlich zu benennen. Aufgabe der Politik sei es nun, diese zu lösen. Der Deutsche Städtetag habe der Politik dafür "ganz konkrete Vorschläge ins Stammbuch geschrieben". So müssten auch EU-Bürger Zugang zu Sprachkursen bekommen. Für den Gesetzgeber stehe das Thema Scheinselbstständigkeit auf der Tagesordnung und schließlich müsse Lohndumping und Mietwucher Einhalt geboten werden.

"Wir wollen unsere Lebensqualität zurück"

Der Hamburger Sozialpädagoge Dzoni Sichelschmidt verwies auf die nach seiner Auffassung vorbildliche Integration von Roma in Spanien. Es sei "das einzige europäische Land", das in Bezug auf die Roma "eine politische Struktur auf nationaler und regionaler Ebene installiert" habe, sagte Sichelschmidt, der selbst Angehöriger der Volksgruppe ist und aus dem Kosovo nach Deutschland kam. In Spanien gebe es zumindest Regelungen, wie man sich um neu ankommende Roma zu kümmern habe. Dazu gehöre auch, dass Roma-Kinder zur Schule gehen.

Hilfe von der Politik forderte auch Sabine Keßler. Sie lebt in Duisburg-Meiderich und erlebt täglich die Auswirkungen der Armutseinwanderung in ihrer Straße. Sie räumte ein, dass ihr Bürgermeister da grundsätzlich wenig helfen könne. Gefordert sei hier auch der Bund und die EU. Zwar sei durch verstärkte Präsenz des Ordnungsamtes und der Polizei die Situation inzwischen etwas besser. Es bleibe aber dabei, dass die Roma in ihrer Straße keinerlei Signale sendeten, sich selbst integrieren zu wollen. Gegenteil: Wenn sie normales Miteinander einfordere, würde sie als "Scheiß Deutsche" bezeichnet. Dass die rund 40 bis 50 Kinder der Zuwanderer nicht zur Schule gehen, besorgte Keßler besonders.

"Einzelfallprüfung so nicht möglich"

Auch Franziska Giffey (SPD), Bezirksstadträtin in Berlin-Neukölln, muß im Alltag mit der Zuwanderung aus Ost-Europa umgehen. Die von der EU-Kommission geforderte Einzelfallprüfung sei nur schwer umsetzbar, räumte sie ein. Schon heute kämen nicht die Hochqualifizierten nach Berlin-Neukölln, sondern diejenigen, die aus prekären Verhältnissen in prekäre Verhältnisse wanderten. Solange aber das Wohlstandsgefälle zwischen Deutschland und den Herkunftsländern so groß sei, werde sich daran auch nichts ändern. Gute Erfahrungen mache der Bezirk besonders im Bereich der Kinderförderung. Mit sogenannten Willkommensklassen würden die Kinder auf den normalen Unterricht an den Schulen vorbereitet. Derzeit komme jeden Monat fast eine neue Klasse an Schülern hinzu. Giffey befürchtete, dass sich die Ausgaben für die Integrationsarbeit am Ende nur "schwer händeln" ließen.

Für Polizeigewerkschaftschef Rainer Wendt müsste der von der CSU in die Zuwandererdebatte eingeführte Satz "Wer betrügt, fliegt" auf jene deutschen Unternehmer angewendet werden, die Menschen aus Rumänien und Bulgarien von so genannten "Arbeiterstrich" weg zu Hungerlöhnen für sich schufteten lassen. Zuweilen betrügen die Stundenlöhne für diese Arbeiter zwei Euro. "Solche Unternehmer sind für mich mit Sicherheit auch Täter. Nur: Die fliegen nicht raus aus Deutschland, die können in den Urlaub fliegen, weil sie so arbeiten, wie sie arbeiten", kritisierte Wendt.

<http://www.spiegel.de/international/europe/bundesbank-president-weidmann-stands-opposed-to-euro-rescue-measures-a-945348.html>

SPIEGEL ONLINE

01/24/2014 04:40 PM

Herr Nein

The Bull in the Euro Zone's China Shop 98,11

By *Ulrich Fichtner*

German Central Bank head Jens Weidmann has developed a reputation in Europe for saying no to everything. He is skeptical of efforts to save the euro and isn't shy about saying so. But is he right?

In Jens Weidmann's world, the cup is almost always half-empty. As much as he doesn't like hearing about it, he is a man who can even find fault with a rare moment of winter sun shining through his office window in Frankfurt.

"Big windows are nice," Weidmann says, referring to the view, "but the sun heats up the room very quickly." The president of Germany's central bank, the Bundesbank, then shuts the blinds. His office on the building's 12th floor becomes as dark as though it were in the basement.

His large desk is covered with piles of binders and folders containing urgent European Central Bank business, reports produced by his staff and personnel issues. Weidmann points to the stacks when asked how he plans to spend the rest of his day. His facial expressions betray neither displeasure nor pleasure -- just the constant and comfortably friendly vibe he seems to perpetually exude. "That should keep me busy until the evening," he says, offering more of a statement of fact than any kind of hidden message.

A Fierce Advocate

Weidmann is a man of duty. He's Europe's fiercest advocate of price stability and of a rock hard common currency. And who knows? It's possible he may be the last one.

Since the people of Europe began to express doubts about the European project, since their governments began to seem incapable of producing anything more than wishy-washy compromises, the power of the money men -- the heads of central banks in the euro zone and European Central Bank board members -- has increased. Those following press conferences with ECB President Mario Draghi in recent months could be forgiven for believing that the gathered journalists were asking questions of the Continent's true president, the only one who seems to have the power necessary to make decisions for Europe.

Indeed, by merely uttering a single sentence, Draghi can move markets to the tune of billions of euros, drive prices, change interest rates, bring down entire countries, topple governments -- irrespective of whether the statement is erroneous or deliberate. The power of the ECB and its president, a man who doesn't have to answer to parliaments, governments or voters, has increased massively during the euro crisis. That has also put Jens Weidmann, as president of the ECB's largest member bank, in the uncomfortable position of being a constant watchdog.

Skepticism of the ECB's Power

At times when others are proposing solutions, Weidmann seems to be busy sowing doubts. He is the man who says "no" when the majority have already agreed on an issue. To put it mildly, he views the ECB's new role and political power skeptically. Over the course of the last two years, he has also steered himself into the extreme minority. Sometimes, he is the only member of the ECB's Governing Council in the minority. In theory, that

could of course mean that Weidmann is the only one who has been correct about things all along. In truth, though, it often looks like a kamikaze who still believes he's the only one who knows the correct path.

It's a characterization he rejects. Weidmann says he's in no way a know-it-all -- and neither is he a troublemaker. He blames the media for many of what he says are false impressions of him. "As soon as I go anywhere," he says, "I am taken very seriously because of the importance of the Bundesbank. But I'm not some kind of ringleader." That was the commentary he offered in his Frankfurt office after the ECB Governing Council decided to lower the key interest rate from 0.5 to 0.25 percent in November, a move he opposed.

This time he wasn't alone in his decision. It was six against 17 -- and Weidmann had asked that the option of waiting, and delaying the lowering of the interest rate by at least a month, be discussed. ECB President Draghi listened, thanked his colleague Jens for his remarks and then just pushed ahead with the vote. It was 17:6 against Weidmann.

Business papers like the *Financial Times* and the *Wall Street Journal* made a big fuss over the vote, describing it as a major divide on the ECB Governing Council, a showdown between Draghi and Weidmann. Once again, the council's German member had revolted. The idea that, this time, the Italian ECB president may have been responsible for the division, and that Draghi would only have had to wait four weeks for a unanimous decision, didn't occur to any of the editorialists. And that's very dangerous for Weidmann.

Has Weidmann Gone too Far?

He is now living with the risk of being regarded solely as Germany's Herr Nein -- a person who is no longer taken seriously because the only thing he seems to be capable of saying is "no". Finance ministers from Germany's neighboring countries -- who just a few years ago nervously followed Weidmann's every word -- are openly dismissive today. With five years left to go in his term as head of the Bundesbank, it's possible he's already gone too far.

Weidmann openly admits in interviews that he's thought about this question, but he denies there's any truth to it. He says his influence hasn't diminished in any way, that people still listen to his positions. After all, he insists, they're well-founded and argued logically. He describes reports to the contrary as "perturbing and anything but helpful." Besides, he adds, "It would be problematic if we all had the same opinions when it came to difficult decisions taken under a high degree of uncertainty. Europe has to live with the fact that we're struggling to find the right path."

Accompanying Weidmann, observing the way he operates on grand stages in Washington or during appointments in Berlin and Mainz, watching him during longer working sessions in Frankfurt, or even sitting down with him for a cup of coffee in Paris -- none of that really helps to get closer to him as a person. The Weidmann you meet the first time is precisely the same person you encounter the tenth time. He comes across like a man without moods, with a stable temper to match -- the same kind of stability he would like to see for the euro. It would be difficult to imagine him getting angry, much less losing his composure.

One time in October, Weidmann found himself sitting across from German Finance Minister Wolfgang Schäuble in Washington in a basement lounge of the Park Hyatt hotel. The global monetary policy circus had landed in the US capital city for the fall meeting of the World Bank and the International Monetary Fund. The events were largely drowned out by rain and the deafening ruckus surrounding the US budget battle. Weidmann was smack in the middle of everything.

After a long day of meetings, Schäuble and Weidmann hosted a reception for about three dozen financial journalists at which sausages and other German foods were served. They spoke in the enigmatic language of the monetary policy world, with clever insinuations and coded expressions of power. Compared to Schäuble, a veteran of German politics, Weidmann seemed like some kind of brittle assistant professor. A visibly exhausted

Schäuble managed to speak freely and amusingly to the gathered journalists, but the Bundesbank president came with a canned script and stuck to it.

Chewing on a sausage as he spoke, Schäuble grunted that the role of central banks was overrated and advised them to once again remember the "purpose they were intended for." At that point, Weidmann really ought to have responded with some kind of humorous comeback. Instead he just offered an embarrassed smile. It's not always easy being Jens Weidmann. His constant friendliness, his soft voice and his smooth face seem to just beg people to underestimate the man.

One of Berlin's Most Powerful Men

When he first got appointed to head the Bundesbank in 2011 at the age of 43, many observers considered him too young for the job -- claiming he was clinging to Angela Merkel's coattails and was wet behind the ears. It was all a media-fueled illusion. Even then, Weidmann was much more than that. He was no longer just the high school student from the Stuttgart area. He was no longer the MBA graduate who had studied in Aix-en-Provence in France and in Bonn. Rather, he was already one of the most powerful men in Germany.

As a high-ranking member of the highly influential German Council of Economic Experts, he had helped formulate reports that essentially became the blueprints for Germany's famous Agenda 2010 structural reforms that many credit with the country's current economic success. As head of the monetary policy department at the German central bank, he already had considerable involvement with the ECB. And as head of the economics and financial section of the Chancellery starting in 2006, he became a powerful behind the scenes decision-maker and a very close confidant of Chancellor Merkel. Responsibility for dealing with the fallout from the Lehman bankruptcy in 2008 largely landed on his desk, which, like today, was piled high with folders and files. He laid the groundwork as Chancellor Merkel's sherpa at countless summit meetings, a stress-resistant and tireless worker.

It was absurd to underestimate him the way many did when he took over the Bundesbank's leadership. Yet he became the head of an institution that had been led in the past by gruff former central bankers like Karl Otto Pöhl, Helmut Schlesinger and Hans Tietmeyer -- men whose names are often evoked during moments of nostalgia for the greener pastures of the deutsche mark and the halcyon days of West German politics in Bonn. Weidmann even seemed green in comparison with his direct predecessor, Axel Weber. He seemed like an apprentice when he started -- like some student fresh out of college, without any edge or spine. He had to quickly prove just how wrong those prejudices were.

A Stubborn Leader

In the three years he has served thus far, Weidmann has proven himself to be an iron-willed advocate of the European currency and perhaps the most decisive and stubborn leader the German central bank has ever seen. Indeed, he has been so uncompromising that it raises the question as to where his immovable convictions come from.

Ten thousand people work for him: lawyers, economists, mathematicians and statisticians. More than anything, the Bundesbank is a gigantic think tank; it is really much too large for its current role. But its size means that Weidmann's positions are consistently grounded in first-class research, some of which has taken place over the course of several years. And yet monetary policy, the primary task of central banks, is far from an exact science, as Weidmann himself admits. It is, in fact, horrifically complex.

Everything is somehow connected with everything else: Portuguese economic indicators with Hungarian bank rates with US industrial output; German imports with Ukrainian tax rates with Italian energy costs with Austrian wage agreements. That may sound like a caricature, but it isn't. Monetary policy is an arena for mathematic acrobats whose conclusions are unfailingly based on endless equations with myriad variables. They

culminate in models that are supposed to somehow make sense of the wild cacophony of capitalism, and of our own eternal economic volatility.

Creating Money from Nothing

Because of its complexity, monetary policy is often presented as little more than the rising or falling of the interest rate, which is set by the ECB Governing Council to heat up or cool down the economy. But in order to understand Weidmann's world a bit better, one has to understand at least one additional ingredient in monetary alchemy: namely that the ECB and its member banks do not actually have the money that they spend. Rather, they create it out of nothing. The euros that they loan to commercial banks or use to buy up sovereign bonds did not previously exist. They are created in the moment that they are disbursed. When it is said that the ECB has begun printing money, it is this process of money creation that is meant.

In recent years, the ECB has created vast quantities of new money for the purpose of combatting the crisis: hundreds of billions, the trillion-euro line was quickly crossed. The fresh liquidity was injected into the money supply already in circulation in the form of low interest rates for the banks. The ECB also bought huge quantities of bonds from struggling euro-zone member states, an operation which seemed necessary because creditors were demanding interest rates of 6, 8, 10 or even 14 percent. ECB intervention in the summer of 2012 put a stop to such ruinous returns and, as is now widely accepted, saved the euro zone from collapse in the process. Yet it is exactly these policies that Jens Weidmann finds objectionable.

Weidmann has never said publicly that he considers the ECB's bond buying program to be dangerous. Rather, his verbiage, though it often sounds provocative, is ultimately little more than a recapitulation of the applicable laws, European treaties, summit agreements and stability pact provisions. While the entire world is hectically searching for a solution, he argues principles. At the edge of the abyss, Weidmann insists on the letter of the law.

In doing so, he often seems like someone starting a debate about sensible fire protection measures in the flickering light of his neighbor's burning home; as though he would only help extinguish the flames once his neighbor pledges in writing that he will rebuild his house in such a manner that it will never again catch fire.

That, in short, is the Bundesbank's position in this crisis -- and, to a large degree, Germany's. Help will only be provided once it is contractually guaranteed that such aid will never again be needed. It is a position that is not only out of touch with reality, but also raises the question as to why Europe is necessary in the first place when conflagrations and other such crises are not allowed for.

Weidmann says that the currency union cannot become a community of shared liability. He says that national governments are responsible for their own budgets and debt. He says, "those who reap the benefits must also carry the risk."

His speeches are generally greeted with nodding heads and approval; that, at least, is the standard reaction to his public appearances in places like Mainz, Karlsruhe, Munich and Berlin. Those who admonish and warn are generally well received in Germany. When Weidmann wishes to emphasize a certain point, he often tensely presses his fists together in front of his midriff. When a point is particularly important to him, he will quote long passages in the English original from old EU position papers. With him, it's always a seminar and his no-nonsense attitude is popular, even when -- as during one appearance in Düsseldorf -- he strays far from the topic at hand and holds forth on all manner of economic policy issues. In such moments he comes across as a person who enjoys his current position, but who has also planned his career in detail and who is laying the groundwork for future tasks, promotions and political offices.

III-Advised Compromises

At present, however, his desk is covered with bloated towers of files and briefs relating to yet another mammoth project that has been initiated: the creation of a European banking union. Weidmann has already established his position on the issue: He believes that good intentions have been crippled by ill-advised compromises. He has been sermonizing on the matter for months, censuring the muddled way in which Europe arrives at decisions with his unique acerbity and odd inflexibility. Without success. Shortly before Christmas, European finance ministers once again turned to the banking union project and transformed the bad compromises that had already been made into even worse ones. It must be desperately difficult to be Jens Weidmann sometimes, trapped in this agonizing, never-ending effort to save Europe.

Weidmann doesn't want to live in a world in which treaties and laws are worthless, an understandable position. But it often seems as though treaties and laws are everything for him and that Europe is nothing but an entity derived from the legalese. His objections, Weidmann says, "don't exactly increase my popularity among my colleagues, I am aware of that. But if they don't stand up for their convictions, it will be difficult to prevent a red line from being crossed." That is, in one sentence, Weidmann's creed.

Was Weidmann on the Wrong Side of History?

It is the same approach that was driving him the first time he really garnered much attention outside of financial circles. It came during that fateful summer of 2012 when Weidmann became the only member of the ECB Governing Council to vote against Draghi's plan to expand large-scale purchases of sovereign bonds. It is easy to forget just how momentous those weeks were. The markets were testing Europe by toying with the heavily indebted euro-zone member states. The common currency was on the brink of failure. Everyone was betting that the euro zone would disintegrate.

But then ECB head Mario Draghi uttered one of those sentences that moves billions of euros within seconds, changing prices and interest rates in the process. The ECB, he said in London, would defend the euro using all measures at its disposal. "Whatever it takes," he said. It was the "bazooka" that everyone had been waiting for, a direct threat to turn all of the market's pessimistic bets into losers. It was the sentence that saved the euro zone from implosion. That is how it seemed at the time and that is what many believe to this day.

So was Weidmann on the wrong side of history at this pivotal moment? "There are differences of opinion on that," he says. "Would the world have ended without the announcement of additional bond purchases? Or was it a step toward communalized liability which will make our lives difficult in the future?"

In Weidmann's world, Europe is a grim institution because present-day actors do not display sufficient foresight. In the long term, everything is at risk: the currency, the community, the future. The danger could be averted, however, were everyone to finally respect the treaties currently in force: the Greeks, the Spanish, the Irish, the French, the Germans, the Belgians, the Hungarians. If only the many rules established by the various pacts were finally to be followed. If only member states would realign themselves, balance their budgets and reform their structures and governments. That is Weidmann's message. And he is right.

Weidmann's misfortune is merely that the world won't conform to his vision anytime soon. Europe will remain a chaotic construction site; a place where staggering and lurching toward minimal consensus is perhaps the best strategy. But Weidmann would never consider such a thing. His convictions are immovable. And he has the data to back them up. He believes that sacrificing one's convictions will lead to doom down the road. But how long is that road? And what does it really mean in politics, in life, to be right "in the end."

A History that Stands in the Way of European Unity

Weidmann also thinks about questions such as these in his office on the 12th floor of the Bundesbank building, a low structure on the edge of Frankfurt which, with its three-sectioned façade, looks like nothing so much as an oversized winged altar. The edifice has little in common with other famous centers of monetary policy -- not

with the fortress-like Bank of England in the heart of London, not with the labyrinthine Paris city palace which houses the Banque de France, not with the solid sturdiness of the Federal Reserve in downtown New York, which still stores much of the world's gold deep down in the granite bedrock below. The Bundesbank, the building alone, tells a very German story; that of a new beginning and post-war order; that of the economic miracle and the country's return to prominence. It is a history that, ultimately, also stands in the way of European unity.

The current debate as to whether the entire currency union project was misguided from the beginning is one that focuses squarely on Germany. It has to do with the country's fears of inflation and its craving for stability. It is not enough for the Germans that the structures of the ECB were modelled after those of the Bundesbank. They really do want the euro, in accordance with the covenant, to become a kind of European deutsche mark, a global currency that adheres to German criteria -- criteria that all Europeans, regardless of their historical paths and detours, regardless of the current status of their development, regardless of their cultures, must submit to.

But now, at the beginning of 2014, following years of crisis management, it would seem that nobody really wants to anymore. It feels as though doubts about the euro, which seemed for decades to be unjustified, are suddenly -- for the first time -- appropriate. Germany's neighbors, the French first and foremost, are currently living with the unpleasant feeling -- justified or not -- that they have no choice but to ultimately manage their affairs, work and live like the Germans. And the Germans -- justified or not -- have a constant fear that they will ultimately have to pay for the allegedly easygoing lives led by the others.

Europe's Savior or a Threat to It?

Weidmann, in his own way, has contributed to both sentiments. It is not easy to decide whether he represents a danger to Europe or is among its saviors. What is telling, however, is the fact that he doesn't answer when asked if he dreams of a united Europe. At least he doesn't say yes or no, rather he formulates tortuous sentences like this: It is necessary to ensure that European institutions guarantee certain visions of stability and that the euro zone must remain a stability union because its widespread acceptance, primarily that of the Germans, depends on it. He then adds: "That wasn't terribly emotional."

It likely never will be with Weidmann. That is a function of his professionalism, of his business and of monetary policy. But it is also has to do with he himself, his personality, what he gives of himself and how much he keeps hidden. The German newsmagazine *Stern* once wrote that he breeds peonies in his free time. It remains the only detail from his private life that has found its way into the public sphere and is so valuable, that hardly a single portrait of Weidmann written since has left it unmentioned.

But that detail too is only half right. The Bundesbank president is fond of gardening -- to keep him balanced, he says -- and botany has always interested him. And, yes, he does have four or five peonies in his garden, including a couple that he brought home from a trip to Japan with the chancellor. But, Weidmann says, he is certainly not a breeder. "It's good that we could correct that misconception," he adds. There is no hidden message, no irony in his voice. It is just a statement of fact.

Translated from the German by Charles Hawley and Daryl Lindsey

1914

Nun schlittern sie wieder 98,17

Mit Clark gegen Fischer: Deutschlands Konservative sehen Kaiser und Reich in der Kriegsschuldfrage endlich rehabilitiert

VON VOLKER ULLRICH

DIE ZEIT N° 04/2014 Aktualisiert 24. Januar 2014 12:28 Uhr [54 Kommentare](#)



Gut gelaunt ins Stahlbad: Wilhelm II. (vorne links) mit seinen Söhnen am Neujahrstag 1913 in Berlin | © bpk

Er müsse "mal wieder das eigene Nest beschmutzen", mit diesen Worten wandte sich Herausgeber Rudolf Augstein im März 1964, zum 50. Jahrestag des Beginns des Ersten Weltkriegs, an die *Spiegel*-Leser. In der Schule habe man ihnen beigebracht, dass dieser Krieg "einer unglücklichen Verkettung von Umständen entsprungen" sei und alle Mächte – nach dem viel zitierten Wort des britischen Premiers Lloyd George – "in den Krieg hineingeschlittert" seien. Doch davon könne nach den "neuesten Forschungen" nicht die Rede sein. "Beide Weltkriege waren deutsche Kriege um die Hegemonie in Europa, um den ersten Platz in der Welt. Deutschland hat sie bewußt riskiert und erschöpfend verloren."

Bei den "neuesten Forschungen", auf die sich Augstein bezog, handelte es sich um das Buch *Griff nach der Weltmacht* des Hamburger Historikers Fritz Fischer, das im Herbst 1961 erschienen war. Es hatte für Furore gesorgt, weil es mit einer liebevoll gepflegten nationalen Legende brach: der von Deutschlands Unschuld am Ersten Weltkrieg. In der Folge druckte der *Spiegel* im Gedenkjahr 1964 die ersten Kapitel aus der dritten Auflage des Buches nach und machte so Fischers Thesen einem breiten Publikum bekannt.

ANZEIGE

Fünfzig Jahre später, zum 100. Jahrestag des Kriegsbeginns, steht wieder ein Buch im Zentrum der Aufmerksamkeit, Christopher Clarks *Die Schlafwandler*. Doch anders als im Falle Fischers sorgt es nicht für Streit, sondern findet allseits Zustimmung. "Die Deutschen tragen Schuld am Ersten Weltkrieg – aber nicht mehr als andere", verkündete der *Spiegel* in seiner Kritik. Ähnlich tönt es seit Erscheinen der deutschen Übersetzung vor wenigen Monaten auf allen Kanälen und aus (fast) allen Zeitungen: Endlich habe Clark die

längst fällige Revision vollzogen, endlich könne man die einst sakrosankte Fischer-These von Deutschlands Alleinschuld an der Katastrophe ad acta legen.

Fritz Fischer sprach nie von der deutschen Alleinschuld

Was die Lobredner Clarks geflissentlich übersehen, ist, dass Fritz Fischer niemals von der deutschen Alleinschuld gesprochen hat. Allerdings hat das Missverständnis die Rezeption seines Buches von Anfang an begleitet. "Professor Fischers These von der Alleinschuld am Ersten Weltkrieg wird noch viele Diskussionen auslösen", überschrieb die politische Redaktion der ZEIT die erste große Rezension des Buches *Griff nach der Weltmacht* im November 1961 – übrigens sehr zum Ärger des Rezensenten Paul Sethe, der voraussah, dass diese redaktionelle Fehlleistung Fischer noch viel Kummer bereiten würde.

VOLKER ULLRICH

Der Autor leitete bis 2009 das Politische Buch der ZEIT. Mehr zum Thema in seinem Werk *Die nervöse Großmacht 1871–1918. Aufstieg und Untergang des deutschen Kaiserreichs*, das soeben in einer aktualisierten Neuauflage erschienen ist (Fischer Taschenbuch, 766 S., 14,99 €). In den sechziger Jahren war Ullrich Schüler und Assistent des Hamburger Historikers Egmont Zechlin, der in der Kontroverse zu Fischers Gegnern gehörte

Fritz Fischer dementierte denn auch umgehend in der ZEIT. Er habe in seinem Buch lediglich festgestellt, dass die deutsche Reichsleitung "einen erheblichen Teil der historischen Verantwortung für den Ausbruch des allgemeinen Krieges" trage. Doch das Reizwort war nun einmal in der Welt, und es rührte an eine immer noch schwärende Wunde: den Artikel 231 des Versailler Vertrages von 1919, den sogenannten Kriegsschuldparagrafen, der allein dem Deutschen Reich und seinen Verbündeten die Urheberschaft am Ersten Weltkrieg zugesprochen hatte.

Die Reaktionen der Zunft waren harsch bis hitzig. Was Fischer in den ersten Kapiteln seines "dicken Wälzers" vorbringe, entrüstete sich der Freiburger Historiker Gerhard Ritter, seines Zeichens Frontkämpfer von 1915 bis 1918, in einem Brief an seinen Kölner Kollegen Theodor Schieder, sei "doch eine erschütternde Neuauflage von Anklagen einer fernen Vergangenheit". Dieser "Herausforderung an die ganze deutsche Historikerschaft" müsse man entschieden entgegenreten.



Klicken Sie auf das Bild, um den Weg in den Ersten Weltkrieg multimedial nachzuverfolgen.

So begann die "Fischer-Kontroverse" – der aufwühlendste und langfristig folgenreichste Historikerstreit in der Geschichte der Bundesrepublik. Seinen Höhepunkt fand er auf dem Berliner Historikertag 1964, wo die Kontrahenten erstmals vor laufenden Kameras im direkten Schlagabtausch aufeinandertrafen. Gerhard Ritter und seine Mitstreiter, Egmont Zechlin aus Hamburg und Erwin Hölzle aus Konstanz, gerieten dort rasch in die Defensive; die Sympathien des vorwiegend studentischen Publikums wandten sich Fritz Fischer und seinen Schülern Imanuel Geiss und Helmut Böhme zu. Hier deuteten sich Verschiebungen im politischen und intellektuellen Klima der Republik an, die zur Revolte der Studenten von 1967/68 und zur ersten sozialliberalen Koalition ein Jahr darauf führen sollten.

Mit der sich über viele Jahre hinziehenden Fischer-Kontroverse war das bis dahin unangefochtene konservative Deutungsmonopol gebrochen. Deutschlands Hauptverantwortlichkeit für die Auslösung des Krieges im Sommer 1914 war seitdem kaum mehr strittig. Gestritten wurde freilich weiter über die Motive der deutschen Politik in der Julikrise: Waren sie offensiver oder defensiver Natur? Oder vielleicht beides zugleich?

Den Krieg nicht gewollt, aber in Kauf genommen



Der Historiker Fritz Fischer wurde mit dem Buch "Griff nach der Weltmacht" international bekannt. Doch bis heute schmähen ihn viele deutsche Kollegen. | © dpa

Nicht durchgesetzt hat sich Fischer mit seiner in späteren Arbeiten verschärfte These, die Reichsleitung habe seit dem berüchtigten "Kriegsrat" vom Dezember 1912 den großen Krieg geplant und ihn eineinhalb Jahre später zielstrebig herbeigeführt. Mehr Plausibilität erlangte eine konkurrierende Deutung: Danach hatten Reichskanzler Theobald von Bethmann Hollweg und das Auswärtige Amt nach dem Attentat von Sarajevo im Juni 1914 eine hochgefährliche Strategie des "kalkulierten Risikos" eingeschlagen, die den großen Krieg zwar nicht gewollt, ihn aber bewusst als Option in Kauf genommen hatte.

Von derlei Differenzierungen wollen die neuen Apologeten freilich nichts wissen. Nicht nur halten sie unverdrossen am Popanz der angeblichen "Alleinschuld"-These fest; sie unterstellen auch, Fischers Sicht habe die Forschung in der Bundesrepublik lange Zeit einseitig dominiert. Dass Deutschland zwei Weltkriege angezettelt habe, sei bislang "weitgehend Konsens" gewesen, klagt zum Beispiel die Publizistin Cora Stephan in der *Welt*, um gleich darauf triumphierend festzustellen, dass nach Clarks "minutiösen Analysen" von einer deutschen "Schuld" am Ersten Weltkrieg nicht mehr die Rede sein könne, die Verantwortung dafür vielmehr alle beteiligten Nationen gleichermaßen treffe. Das ist die neue alte Lesart: Die Staatsmänner Europas haben gleichsam unwillentlich agiert, wie "Schlafwandler" eben, die sich der gefährlichen Konsequenzen ihres Tuns nicht bewusst sind.

Fritz Fischers Methodik würde heute in keinem Proseminar mehr akzeptiert.

Herfried Münkler, Politologe

Die Begeisterung für diese "neue Sicht" geht einher mit einer Herabsetzung Fritz Fischers, die in manchem an die Kampagne gegen ihn in den sechziger Jahren erinnert. Den Vogel schießt dabei zweifellos der Berliner Politikwissenschaftler Herfried Münkler ab, dessen neues Buch über den Ersten Weltkrieg sich als Fortsetzung des Clarkschen Werkes lesen lässt. Hatte Gerhard Ritter mit Blick auf Fischers Buch noch von "völlig unreifen Thesen" gesprochen, so erklärte Münkler jüngst in einem bemerkenswerten Interview in der *Süddeutschen Zeitung*, "Fritz Fischers Methodik würde heute in keinem Proseminar mehr akzeptiert".

"Politischer Masochismus" oder Kehren vor der eigenen Tür

Gewiss, Fischers Studien waren, anders als die Clarks, nicht international vergleichend angelegt – es war nach den Verbrechen des Nationalsozialismus ja auch angezeigt, zunächst einmal vor der eigenen Haustür zu kehren. Aber darf man deshalb mit Münkler sein gesamtes Werk als "gut gemeinte Psychotherapie, aber keine Wissenschaft" abqualifizieren? Das ist, schon allein angesichts der historischen Leistung und des internationalen Renommées Fischers, ebenso präpotent wie abwegig.



Der australische Historiker Christopher Clark hat zum 100. Jahrestag des ersten Weltkriegs das Buch "Die Schlafwandler" herausgebracht. | © Marc Müller/dpa

"Politischer Masochismus" – so hieß die Formel, mit der Fischers Gegner seinerzeit sein Werk in Misskredit zu bringen suchten. Heute lautet der Vorwurf: "Schuldstolz". Er richtet sich nun auch gegen die Kritiker Clarks, die immer noch nicht von der These der deutschen Hauptverantwortung für den Ersten Weltkrieg ablassen wollen. Sie stünden geradezu unter dem Zwang, immer wieder die deutsche Schuld bekennen zu müssen, ja zögen daraus die höchste Befriedigung.

In solchen Attacken wird deutlich, worauf der teils schrille deutsche Jubel über Clarks *Schlafwandler* letztlich zielt: Es geht um eine geschichtspolitische Weichenstellung. Was den Konservativen im "Historikerstreit" der achtziger Jahre noch missglückte – nämlich die Deutungshoheit über die deutsche Geschichte zurückzugewinnen –, das soll jetzt gelingen. Es fällt auf, wie matt der Widerspruch bislang war. In der Zukunft scheint man des Streites müde geworden zu sein.

Christopher Clarks Buch ist in England sehr viel zurückhaltender aufgenommen worden als in Deutschland. Es überrasche ihn, merkte etwa der Rezensent des *Spectator* ironisch an, dass Clark bei seinen Vorlesungen noch keine Pickelhaube trage. Hierzulande gilt der sympathische Historiker aus Cambridge, nicht zuletzt wegen seiner australischen Herkunft, als unvoreingenommen; von ihm lässt man sich gern Versöhnliches über die preußisch-deutsche Geschichte sagen. So kann man von konservativer Seite denn auch problemlos anknüpfen an die nationale "Meistererzählung" zum Ersten Weltkrieg, wie sie vor der Fischer-Kontroverse kanonische Geltung besaß.

Es gibt offensichtlich Entlastungsbedürfnisse

Keine Frage: Der Blick über den nationalen Tellerrand ist notwendig, ist selbstverständlich. Auch die anderen europäischen Nationen tragen Verantwortung für den Beginn des Weltkriegs. Deutschland war vor 1914 wahrlich nicht der einzige Störenfried im Mächtekonkordat – das haben viele wissenschaftliche Studien der vergangenen Jahre gezeigt, und hier liegen auch die Stärken von Christopher Clarks Buch. Aber es waren eben die Regierungen in Wien und Berlin, welche die Julikrise zur Machtprobe nutzten, es war vor allem die deutsche Reichsleitung, die mit ihrem "Blankoscheck" an den österreichisch-ungarischen Bundesgenossen vom 5./6. Juli 1914 für die entscheidende Eskalation sorgte. Dieser Wille zur Zuspitzung unterscheidet die Julikrise von den vielen anderen, die in den Jahren zuvor immer noch entschärft werden konnten. Bislang sind keine Quellen bekannt geworden – und auch Clark führt sie nicht an –, die diese Erkenntnis erschüttern könnten.

Aber geht es überhaupt noch um historische Tatsachen? Die Schuldfrage spiele keine wichtige Rolle mehr, haben zuletzt Dominik Geppert, Sönke Neitzel, Cora Stephan und Thomas Weber in einem gemeinsam gezeichneten Manifest in der *Welt* behauptet. Und doch ist ihr Artikel überschrieben: *Warum Deutschland nicht allein schuld ist*. Die Schuldfrage besser nicht mehr stellen zu wollen, weil einem womöglich die Antwort nicht

passt: Das ist ein sehr durchsichtiges Manöver. Und so lässt sich der über alle Erwartungen große Erfolg von Clarks Buch wohl nicht allein auf den guten Stil des Autors zurückführen. Offenkundig spielen hier auch tief sitzende Entlastungsbedürfnisse eine Rolle: Wenn schon die deutsche Alleinschuld an der Entfesselung des Zweiten Weltkriegs außer Zweifel steht, so will man doch wenigstens nicht am Ersten Weltkrieg schuld gewesen sein, jedenfalls nicht schuldiger als die anderen Mächte.

Dieser Wunsch scheint umso übermächtiger zu werden, je mehr Deutschland aufgrund seiner ökonomischen Stärke eine führende Rolle in Europa spielt. Wieder sind hier die wunderlichen Interview-Äußerungen von Herfried Münkler in der *SZ* von erfrischender Deutlichkeit: "Es lässt sich kaum eine verantwortliche Politik in Europa betreiben, wenn man die Vorstellung hat: Wir sind an allem schuld gewesen."

Wer war schuld? – Der Weg in den Ersten Weltkrieg 98,22

History LIVE - Mo. 06.01.14, 00.00 - 01.00 Uhr

Moderation: Guido Knopp

2014 jährt sich der Beginn des 1. Weltkrieges zum 100. Mal. Er gilt als die Urkatastrophe des 20. Jahrhunderts. Von ihm ausgehend lassen sich alle anderen Kriege und Katastrophen des 20. Jahrhunderts erklären.



History LIVE mit Guido Knopp (Quelle: phoenix)

65 Millionen Soldaten wurden für diesen Krieg mobilisiert, 20 Millionen Menschen getötet und 21 Millionen verletzt. Durch seine Organisation und die Entwicklung der Waffentechnologie erreichte der Erste Weltkrieg eine bis dahin ungekannte Brutalität und Härte. Schon deshalb weckt er immer wieder das Interesse der Forschung.

Unzählige Quellen, aus jedem am Krieg beteiligten Staat, stellen Historiker aus aller Welt immer wieder vor großen Herausforderungen und Schwierigkeiten, denn jede Seite hat ihre eigene Sicht auf die Geschehnisse. Immer wieder werden neue Thesen, insbesondere in Bezug auf die Ursachen des Ersten Weltkriegs, aufgestellt. Lange Zeit galt es als unstrittig, dass das Deutsche Reich die Hauptschuld am Ausbruch des Ersten Weltkriegs trug. Aktuelle Forschungen relativieren diese Aussage. Nicht ein einzelner Staat wird als Hauptschuldiger identifiziert, sondern ein Geflecht aus Ursachen und Ereignissen soll die erste internationale Katastrophe des 20. Jahrhunderts ausgelöst haben.

SENDETERMIN

Mo. 06.01.14, 00.00 Uhr

Guido Knopp diskutiert mit den Historikern

- **Christopher Clark** (University of Cambridge)
- **Prof. Sönke Neitzel** (London School of Economics and Political Science)
- **Wolfram Wette** (Albert-Ludwigs-Universität Freiburg)

über den Ausbruch des Ersten Weltkrieges.

4.11.2013

Kriegsschuldfrage 1914: Historiker fordern das Umschreiben von Schulbüchern 98,23

Michael Grandt

Es ist schon eine kleine Sensation, dass renommierte Forscher jetzt von der Alleinschuld-These des Deutschen Reiches abweichen. Sie fordern sogar öffentlich, dass unsere Schulbücher umgeschrieben werden müssen, und betreiben somit politisch unkorrekten Geschichtsrevisionismus.



Der 100. Jahrestag des Beginns des Ersten Weltkrieges nähert sich in großen Schritten. Politisch korrekte Historiker werden natürlich nicht müde, darauf hinzuweisen, dass das Deutsche Reich, respektive der deutsche Kaiser Wilhelm II. und sein Generalstab diesen Krieg vom Zaun

gebrochen hätten. Kurz: Deutschland sei schuld und hauptverantwortlich am Ersten Weltkrieg.

Genauso sahen es auch die alliierten Sieger im Vertrag von Versailles, wo dies festgeschrieben und seither zur unumstößlichen Diktion geworden ist. Seit 1946 lernen das die Kinder in unseren Schulen – und seither mussten wir bezahlen.

96 Jahre lang umsonst bezahlt?

Am Sonntag, den 3. Oktober 2010 war es dann soweit: Der Erste Weltkrieg war, 96 Jahre nach seinem Ausbruch, auch für Deutschland zu Ende. Bis zu diesem Zeitpunkt musste der deutsche Steuerzahler als »Verursacher« des Ersten Weltkrieges Reparationen sprich Wiedergutmachung an die Alliierten bezahlen.

Die letzte Rate betrug 69,9 Millionen Euro. Im Bundeshaushalt 2010 wurde dieser Betrag unter Punkt 2.1.1.6 als »Bereinigte Auslandsschulden (Londoner Schuldenabkommen)« verklausuliert.



Die Reparationszahlungen nach dem Ersten Weltkrieg wurden im Versailler Vertrag im Jahr 1919 festgelegt. Adolf Hitler hatte die Zahlungen einst gestoppt, doch nach 1945 übernahm die Bundesrepublik Deutschland dann die »Schulden« und zahlte bis zum Jahr 1983.

Die Restzahlung von 125 Millionen Euro für Zinsen auf Auslandsanleihen war erst nach der deutschen Wiedervereinigung fällig. Seit 1996 stotterte der deutsche Steuerzahler die Schuld aus dem vor knapp 100 Jahren ausgebrochenen Krieg ab. Die letzte Rate war 20 Jahre nach der Wiedervereinigung fällig.

Keine Alleinschuld Deutschlands

Umso erstaunlicher ist es, dass jetzt renommierte Historiker sogar öffentlich fordern, die Schulbücher umzuschreiben, da das Deutsche Reich *nicht* die Alleinschuld an der »Urkatastrophe« des 20. Jahrhunderts mit 20 Millionen Toten trage.

In der Sendung [Wer war schuld? – Der Weg in den Ersten Weltkrieg](#) (History LIVE/Phoenix) diskutierten unter anderem Prof. Christopher Clark (University of Cambridge), Prof. Sönke Neitzel (London School of Economics and Political Science) und Prof. Wolfram Wetze über den Ausbruch des Ersten Weltkrieges.

Fazit: Die Alleinschuld Deutschlands ist historisch nicht zu belegen.

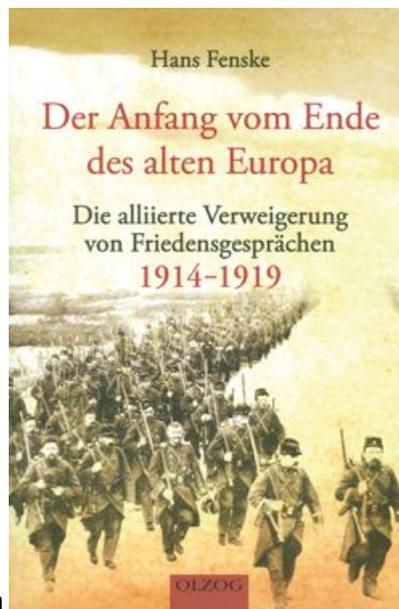
Schulbücher umschreiben

Während mir Prof. Wetze nach wie vor besessen von der deutschen Kriegsschuld zu sein scheint, argumentierten Prof. Clark und Prof. Neitzel in der Diskussion, dass nicht ein einzelner Staat als Hauptschuldiger identifiziert werden könne, sondern ein Geflecht aus verschiedenen Ursachen und Ereignissen zum Ersten Weltkrieg führte. Darin eingebunden waren viele europäische Staats- und Regierungschefs und deren Militärführungen.

Auf die Frage des – für mich erstaunlich – neutralen Guido Knopp, ob denn aufgrund der neuen Erkenntnisse die Schulbücher umgeschrieben werden müssten, antworteten Prof. Clark und Prof. Neitzel mit einem klaren »Ja«.

Nichts Neues – und doch neu?

Das alles ist nichts Neues, denn schon einige Jahre nach dem Ersten Weltkrieg veröffentlichte die deutsche Reichsregierung die Akten des deutschen Auswärtigen Amtes von 1870 bis 1914. Mit diesen 40 Bänden konnte sie überzeugend die Alleinschuld Deutschlands am Kriegsausbruch widerlegen. 1950 erklärten führende französische und deutsche Historiker bei einer Tagung: »Die Dokumente erlauben es nicht, einer Regierung



oder einem Volk im Jahre 1914 einen vorsätzlichen europäischen Krieg zuzuschreiben.«

Wunsch nach einem

Dennoch lautete Artikel 231, der so genannte »Kriegsschuldartikel« im Versailler Vertrag: »Die alliierten und assoziierten Regierungen erklären und Deutschland erkennt an, dass Deutschland und seine Verbündeten als Urheber für alle Verluste und Schäden verantwortlich sind, die die alliierten und assoziierten Regierungen und ihre Staatsangehörigen infolge des Krieges, der ihnen durch den Angriff Deutschlands und seiner Verbündeten aufgezwungen wurde, erlitten haben.«

Genau das Gegenteil belegt Hans Fenske, der bis 2001 als Professor für Neue und Neueste Geschichte in Freiburg lehrte, in seiner Studie [Der Anfang vom Ende des alten Europa](#). Auch seinen fundierten Recherchen nach kann weder von einer Alleinschuld Deutschlands am Kriegsausbruch 1914 die Rede sein, noch von Kriegstreiberei auf deutscher Seite.

Aber gerade das Gegenteil war fast 100 Jahre der offizielle und politisch korrekte Standpunkt, gerade hier in Deutschland. Doch für die Menschen im Jahr 1919 war die moralische Demütigung noch viel schlimmer als die beträchtlichen, historisch bis dahin einzigartigen wirtschaftlichen und finanziellen Forderungen. Die – in ihren Augen – himmelschreiende Ungerechtigkeit brachte die Massen gewaltig auf, was auch Adolf Hitler und allen Gegnern des Versailler Vertrages Jahre später in die Hände spielen sollte.

Bleibt zu hoffen, dass auch die politisch korrekten deutschen Historiker in Zukunft einen gesamteuropäischen Blick auf die Handlungen der verschiedenen Akteure am Vorabend des Ersten Weltkrieges werfen, statt immer noch an der widerlegten Alleinschuld-These aus dem Versailler Vertrag festzuhalten.

Auch sollten wir endlich den Mut haben, unsere Schulbücher dahingehend zu ändern, anstatt unseren Kindern auch nach einem Jahrhundert noch beizubringen, ihre Urgroßväter seien die Orks aus dem Land Mordor gewesen, von denen alles Schlechte dieser Welt ausging.

Historiker zur Kriegsschuldfrage 98,26

Der Historiker Fritz Fischer (1961)

Bei der angespannten Weltlage des Jahres 1914, nicht zuletzt als Folge der deutschen Weltpolitik - die 1905/06, 1908/09 und 1911/12 bereits drei gefährliche Krisen ausgelöst hatte -, mußte jeder begrenzte (lokale) Krieg in Europa, an dem eine Großmacht unmittelbar beteiligt war, die Gefahr eines allgemeinen Krieges unvermeidbar nahe heranrücken. Da Deutschland den österreich-serbischen Krieg gewollt, gewünscht und gedeckt hat und, im Vertrauen auf die deutsche militärische Überlegenheit, es im Jahre 1914 bewußt auf einen Konflikt mit Rußland und Frankreich ankommen ließ, trägt die deutsche Reichsführung einen erheblichen Teil der historischen Verantwortung für den Ausbruch eines allgemeinen Krieges. Diese verringert sich auch nicht dadurch, daß Deutschland im letzten Augenblick versuchte, das Verhängnis aufzuhalten: denn die Einwirkung auf Wien geschah ausschließlich wegen der drohenden Intervention Englands, und auch dann wurde sie nur mit halben, verspäteten und sofort widerrufenen Schritten unternommen.

Aus: Fischer, F., Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/1918, Düsseldorf 1961, S. 97

Der Historiker Wolfgang J. Mommsen (1981)

Die verantwortlichen Staatsmänner [...] wagten es gar nicht erst, den öffentlichen Erwartungen hinsichtlich der Aussichten einer Verwirklichung imperialistischer Ziele entgegenzuwirken, weil sie fürchteten, dass sie dann des Defätismus(4) [Miesmacherei] oder Pazifismus geziehen würden. Angesichts der Tatsache, dass sie keine ausreichende politische Basis im Reichstag besaßen und ihnen die Kontrolle über die traditionellen Machtträger innerhalb des Kaiserreiches, insbesondere des Offizierkorps, die Hofgesellschaft und die preußische Bürokratie, zunehmend entglitten war, verfügten sie auch gar nicht über die politischen Möglichkeiten, um der steigenden Flut nationalistischer Erwartungen wirksam entgegenzutreten. [...] Unter diesen Voraussetzungen ist es nicht überraschend, dass sich die deutsche Regierung im Juli 1914 [...] eigentlich gegen die eigene Überzeugung für einen politischen Kurs entschied, der nach Bethmann Hollwegs Eingeständnis "einem Sprung ins Dunkle" gleichkam und den Ausbruch des Ersten Weltkrieges unvermeidlich machte.

(4) hier: Mutlosigkeit, Hoffnungslosigkeit

Aus: Mommsen, W. J., Der autoritäre Nationalstaat, Frankfurt (Fischer) 1990, S. 211f.

Der Historiker Thomas Nipperdey (1991)

Der Krieg, die deutsche Kriegsbereitschaft und die Krisenpolitik waren nicht eine Folge des deutschen Systems. [...] Auch in den parlamentarischen Ländern waren Kriegsbereitschaft und Kriegsentscheidung einerseits Sache der Exekutive, und überall spielten die Militärplanungen eine bedeutende und verhängnisvolle Rolle. [...] Zwei Dinge gelten für alle (und diese Gemeinsamkeit bewirkt ein Stück weit den Eindruck vom blinden Verhängnis): Alle glaubten sich in der Defensive, und alle waren kriegsbereit. Alle überschätzten die eigene existenzielle Bedrohung, alle unterschätzten den kommenden Krieg. [...]

Der Krieg kam, weil alle oder einige am Frieden verzweifelten, nicht weil alle oder einige zum Krieg unter allen Umständen entschlossen waren. Und wenn man die Spielräume, die Entscheidungsfreiheit der Handelnden bedenkt, so haben alle Anteil an der Zuspitzung der Krise, wenn auch unterschiedlich an dem Scheitern der Krisenbewältigung, an dem Ende des Friedens. Darum sprechen wir vom Ausbruch, nicht von der Entfesselung des Ersten Weltkrieges.

Aus: Nipperdey, Th., Deutsche Geschichte 1866 - 1918, Bd. II, München (Beck) 1992, S. 696f.

Darstellung des Brockhaus

Statistik zu den Rüstungsausgaben 1904 - 1914

Kurt Tucholsky zur Kriegsschuldfrage

Die Kriegsschuldfrage

ist gar keine – für die Welt ist sie längst keine Frage mehr. Jeder deutsche Spezialist könnte zweihundert Artikel fremder Spezialisten zitieren, aber die Massen im Ausland bewegt diese längst erledigte Materie keineswegs. Die Kriegsschuldfrage ist eine lediglich innerdeutsche Sache, erfunden zu Propagandazwecken, erfunden, um vom Wesentlichen abzulenken, nämlich von der Grundfrage alles deutschen Lebens: wer beutet Deutschland aus? Die fremden Mächte nur zum geringen Teil.

Es ist ein beschämender Anblick, das Geheul und Getobe der Studenten zu beobachten, wie sie ununterbrochen auf dieser erledigten und längst entschiedenen Frage herumreiten. Es ist, wie wenn man einen Verdauungsvorgang ungeschehen machen wollte. Was wollen sie –? Die Weltgeschichte rückwärts drehen? Aber die antideutsche, zum Teil berechtigzte, zum Teil völlig unsinnige Propaganda der Kriegsjahre hat ihre durchgreifende Wirkung getan, und die verständigen und friedliebenden Ausländer schämen sich heute dieses Wahnsinnzustandes und wollen, voller Scham, nicht mehr an ihn erinnert werden. Jede Propaganda auf diesem Gebiet ist wirkungslos und wird es bleiben.

Was Deutschland erreichen kann, liegt auf einem ganz andern Feld. Freilich ist der Vertrag von Versailles, wie jeder Friedensvertrag Diktat des Siegers an den Besiegten, nicht ewig. Doch hat, ein recht alltäglicher Vorgang, dieses Unrecht einen Rechtszustand geschaffen, den man nur mit Gewalt oder durch einen neuen Vertrag abändern kann. Hat Deutschland heute oder morgen diese Gewalt, ihn abzuändern, zur Verfügung? Kein Student will sich das überlegen; noch die lautesten Schreier denken nicht daran, Krieg mit Frankreich zu führen. Sie bilden sich ein, durch Resistenz etwas erreichen zu können, und das ist unrichtig.

Was diesen eingesperrten und sich nur nach Osterreich orientierenden Randalmachern immer wieder gesagt werden muß, ist: dass man allein nicht wettlaufen kann. Die andern laufen

nämlich nicht mit. Sie verstehen das Geschrei gar nicht; sie werten es vielleicht als das, was es unter anderm auch ist: als ein Zeichen des alten wilhelminischen Ungeistes. Und sie schütteln die Köpfe und leben ihr Leben weiter.

Diese Protestaktionen haben weite deutsche Kreise ergriffen: man kann sich doch von Hitler nicht im Nationalismus schlagen lassen! Man kann. Man muß nur den Mut aufbringen, es zu tun.

Die Schlachten, die in den kleinen Universitätsstädten und in den großen gleichmäßig geschlagen werden, sind von vornherein verloren, soweit das Ausland in Betracht kommt. Es sind Schlachten und Siege gegen einen, der jenen viel verhaßter ist als alle früheren Entente-Staaten zusammen. Gegen einen Deutschen. Gegen den deutschen Arbeiter und Angestellten, der niedergeknüppelt werden soll.

Ignaz Wrobel

Die Weltbühne, 20.10.1931, Nr. 42, S. 609.

L'agence de notation Moody's accorde un sursis à la France 98,29

Publiée le 24/01/2014 à 23:59

La dette française conserve sa note Aa1, mais l'agence de notation américaine reste peu convaincue par les réformes engagées par François Hollande.

L'agence de notation [Moody's](#) a maintenu, vendredi soir, la notation Aa1 de la France - soit le deuxième meilleur niveau d'appréciation -, mais également sa perspective négative à moyen terme, quatorze mois après [lui avoir retiré son AAA](#). Dans son communiqué, l'agence américaine reconnaît que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a lancé ou réalisé un certain nombre de réformes - pacte de compétitivité, sécurisation de l'emploi, retraites... - susceptibles d'avoir, à terme, un impact positif sur la compétitivité de la France, voire d'inverser la détérioration continue de ses finances publiques.

Mais elle met toujours en exergue quelques-unes des faiblesses structurelles de l'économie française comme un coût du travail élevé, un commerce extérieur déprécié, des rigidités sur le marché du travail ou des «tensions politiques et sociales». Elle critique également le taux de pression fiscale de la France, qui représente 47,7% du PIB et s'affirme comme «l'un des niveaux de taxation les plus élevés parmi les économies avancées». Autant de rigidités qui risquent de contrecarrer l'efficacité du [pacte de responsabilité](#) de [François Hollande](#), qui inclut une baisse des cotisations sociales patronales afin de créer «au moins un million d'emplois» - l'agence confondant l'initiative du président de la République avec le pacte de confiance proposé par le Medef. Elle critique enfin le manque de détails sur les moyens qui seront utilisés pour mettre le pacte en œuvre, notamment en ce qui concerne la baisse des dépenses publiques programmée. Depuis Davos, Pierre Moscovici a pris «note [avec satisfaction](#)» de la décision de Moody's. «La qualité de la signature de la France est ainsi confirmée, comme le montrent les taux historiquement bas enregistrés en 2013 et les conditions de financement très avantageuses en ce début d'année», a indiqué le ministre de l'Économie. Avant de réaffirmer «la détermination totale du gouvernement à poursuivre le redressement du pays, de ses comptes, de sa compétitivité, de sa croissance pour renouer durablement avec les créations d'emplois».

Neue Studie

Warum der Mindestlohn doch Jobs kostet 98,30

25.01.2014 · Deutschlands oberster Wirtschaftsweiser warnt davor, dass der Mindestlohn viele Stellen kostet. Amerikanische Forscher geben ihm recht. Die Quintessenz ihrer Studie: Keiner sieht, wie viele Arbeitsplätze ohne einen Mindestlohn entstanden wären.

Von PATRICK BERNAU



© DPA  Viele Arbeitnehmer sind für einen gesetzlichen Mindestlohn. Aber täte ein solcher ihnen wirklich langfristig gut?

Bald soll Deutschland einen Mindestlohn bekommen – so haben es Union und SPD in den Koalitionsverhandlungen beschlossen. Die Debatte darüber gewinnt gerade wieder an Fahrt. [Denn Deutschlands oberster Wirtschaftsweiser Christoph Schmidt hat die Befürchtung geäußert, dass die Einführung einer Lohnuntergrenze Hunderttausende Stellen kosten könnte.](#)

Seit Jahren schon gibt es Forderungen nach einem Mindestlohn, doch bis der mehrheitsfähig wurde, dauerte es in Deutschland Jahre. Auch Ökonomen verhalten dem Mindestlohn zur Popularität. Denn ihre Studien zeigten, dass ein Mindestlohn ungefährlich sei. Doch jetzt stellt sich heraus: Wahrscheinlich kostet ein Mindestlohn doch eine Menge Arbeitsplätze.

Aber der Reihe nach. Die entscheidende Frage ist, ob ein Mindestlohn Arbeitsplätze vernichtet – und ob es so viele werden, dass den Arbeitnehmern das die Freude an höheren Löhnen vergällen kann.

Lange gab es auf diese Frage nur eine Antwort, die Wirtschaftstheoretiker nach dem einfachen Gesetz von Angebot und Nachfrage gaben. Danach wird auf dem Arbeitsmarkt ein Gleichgewichtslohn ausgehandelt, der Arbeitsplätze und Arbeitssuchende zusammenbringt. Ein Mindestlohn kann nichts nützen: Entweder er liegt unter dem Gleichgewichtslohn, dann schadet er nicht – oder er liegt über dem Gleichgewicht, dann schafft er Arbeitslosigkeit. Später wurde diese Theorie um eine gegenteilige ergänzt: Wenn es zum Beispiel nur ein Unternehmen in der Region gibt, dann kann diese Firma in den Lohnverhandlungen die Löhne so weit drücken, dass ein Mindestlohn nützlich sein kann.

Die einen Studien fanden Schäden, die anderen nicht

Welche Theorie ist für die Praxis relevanter? In den 90er-Jahren testeten das zwei amerikanische Ökonomen, David Card und Alan Krueger. Sie verglichen die Arbeitsplätze in Fast-Food-Restaurants nahe den Grenzen von amerikanischen Bundesstaaten – und stellten fest: Obwohl der Mindestlohn in einem Bundesstaat erhöht wurde, gab es keinen Unterschied zwischen den Arbeitsplätzen hüben und drüben. Daraus folgerten sie, dass der Mindestlohn keine Arbeitsplätze kostet.

Auf diese Studie folgte eine Menge weiterer Untersuchungen. Gleichzeitig argumentierten manche: Wenn die Löhne steigen, ist das für Arbeitnehmer möglicherweise insgesamt besser als der Verlust von ein paar Arbeitsplätzen.

Die Diskussion tobte heftig. Im vergangenen Frühjahr leistete sich die Hauszeitschrift der deutschen Ökonomen eine ganze Sonderausgabe mit verschiedenen Studien zum Thema Mindestlohn. Ein Konsens war nicht zu erkennen. Einige Studien fanden Schäden durch Mindestlöhne, andere nicht.

Diese Unsicherheit der Ökonomen nutzte die Politik, zu machen was sie will, und beschloss den Mindestlohn. Lange hatten sich die Union und sogar die Gewerkschaften gegen einen Mindestlohn gesperrt. Doch als mehr und mehr Tarifverträge unterlaufen wurden und gleichzeitig der Schaden eines Mindestlohns nicht mehr eindeutig war, bekamen Mindestlöhne immer mehr Freunde.

Was war vor der Mindestlohn-Einführung los?

Doch jetzt kommt eine neue Studie, die Ordnung in das Chaos der Mindestlohnforschung bringt. Und ihr Schluss ist eindeutig: Mindestlöhne kosten Arbeitsplätze. Und zwar viele.

Zwei Forscher in Texas, Jonathan Meer und Jeremy West, hatten die entscheidende Idee, um einen Sinn in den vielen unterschiedlichen Studien zu erkennen. Ihnen fiel auf: Die vielen Studien hatten nur darauf geachtet, wie sich die Arbeitsplätze nach Einführung des Mindestlohns entwickeln. Aber kaum jemand hatte darauf geachtet, was vorher los war.

Das ist aber wichtig. Denn es kann ja sein, dass der Mindestlohn aus einem starken Arbeitsplatzwachstum ein schwaches macht. Dann sieht es so aus, als würden keine Arbeitsplätze verlorengehen, aber einen Schaden gibt es trotzdem.

Tatsächlich ist dieser Fall für die Praxis sehr wichtig. Denn Mindestlöhne werden oft gerade dann eingeführt oder erhöht, wenn es einem Staat gutgeht und sich die Menschen wenig Sorgen um ihre Arbeitsplätze machen, sondern mehr darüber diskutieren, ob die Löhne hoch genug sind. Also dann, wenn es ein hohes Arbeitsplatzwachstum gibt.

Anhand von Daten aus den Vereinigten Staaten können die beiden Forscher zeigen, dass ihre These stimmt. Ihre Daten machen auch deutlich, woran das liegt: Wenn ein Mindestlohn eingeführt wird, werden nur wenige Leute direkt entlassen. Dafür haben es neue und wachsende Firmen sehr viel schwerer, Stellen zu schaffen. Diese Stellen fehlen auf Dauer – und je länger der Mindestlohn in Kraft ist, desto größer werden die Arbeitsplatzausfälle.

Seit die Studie im vergangenen Sommer erschienen ist, haben Ökonomen in Amerika heftig diskutiert. Freunde des Mindestlohns haben versucht, den beiden Forschern Fehler nachzuweisen. Doch die haben im Dezember ihren Kritikern geantwortet und ihre Studie überarbeitet, ohne dass sich etwas an den Ergebnissen geändert hätte. Inzwischen scheint die Studie sehr überzeugend zu sein.

Gerade Deutschland könnte jetzt zum Musterbeispiel für diese Studie werden. Nach einigen Jahren mit guten Nachrichten vom Arbeitsmarkt reichen den Deutschen ihre Löhne nicht mehr, und sie führen einen Mindestlohn ein. Offenbar muss Deutschland damit rechnen: Selbst wenn in den nächsten Jahren nur wenige Leute wegen des Mindestlohns entlassen werden, wird der Mindestlohn doch den Aufbau neuer Arbeitsplätze behindern. Und das ist besonders tückisch. Denn wo ein Arbeitsplatz erst gar nicht entsteht, da beschwert sich auch niemand über den Mindestlohn – und die schädliche Wirkung fällt vielleicht gar nicht auf.

[Zur Homepage FAZ.NET](#)

Jonathan Meer und Jeremy West: Effects of the Minimum Wage on Employment Dynamics. NBER Working Paper No. 19262, Juli 2013. Aktualisierte Version aus dem Dezember unter http://econweb.tamu.edu/jmeer/Meer_West_Minimum_Wage.pdf

David Card und Alan B. Krueger: Minimum Wages and Employment: A Case Study of the Fast-Food Industry in New Jersey and Pennsylvania. American Economic

Steinmeier bremst von der Leyens Einsatzpläne 98,32

Zwist zwischen Verteidigungsministerin und Außenminister: Von der Leyen will mehr Soldaten nach Afrika schicken, Steinmeier indes pocht auf militärische Zurückhaltung.

27. Januar 2014 08:03 Uhr [61 Kommentare](#)



Verteidigungsministerin von der Leyen und ihr Kabinettskollege, Außenminister Steinmeier, Mitte Januar in Berlin | © Kay Nietfeld/dpa

Außenminister Frank-Walter Steinmeier hat sich zurückhaltend zum Vorstoß von Verteidigungsministerin Ursula von der Leyen für ein größeres militärisches Engagement Deutschlands in Krisengebieten geäußert – aktuell etwa in Staaten wie Mali und Zentralafrika. "Die Anmeldefrist für die Truppen läuft gerade erst. Wir werden sehen, wer in Europa noch Transportkapazitäten oder medizinische Versorgung anbietet", sagte der SPD-Politiker den Ruhr Nachrichten. Erst dann werde in Deutschland entschieden, "was wir noch machen können".

Von der Leyen hatte am Wochenende in mehreren Interviews die Auffassung vertreten, dass Deutschland sein militärisches Engagement ausweiten müsse. Dabei sollen Bundeswehr-Einsätze und humanitäre Hilfe besser abgestimmt werden. "Wir können nicht zur Seite schauen, wenn Mord und Vergewaltigung an der Tagesordnung sind, schon allein aus humanitären Gründen", sagte die CDU-Politikerin dem Nachrichtenmagazin Spiegel. Im Fall des Mali-Einsatzes könne sie sich eine Anhebung der Mandatsobergrenze von 180 auf 250 Soldaten vorstellen, so die Verteidigungsministerin, und im Fall Zentralafrika könne die Bundeswehr einen Lazarett-Airbus (MedEvac) zur Verfügung stellen, um verwundete Soldaten auszufliegen.

In beiden afrikanischen Staaten kam es seit Jahresanfang zu schweren Spannungen und Menschenrechtsverletzungen. So erkämpfen sich in Mali islamistische Milizen immer mehr Macht, in Zentralafrika sorgte ein Putsch muslimischer Rebellen im vergangenen März für eine Spirale der Gewalt. Alleine in den vergangenen Wochen wurden dort mehr als tausend Menschen getötet.

Neue Akteure, alter Streit

Mit ihren unterschiedlichen Auffassungen zur Lösung dieser Konflikte setzen Steinmeier und von der Leyen einen Streit fort, der so bereits in der vorherigen Bundesregierung bestanden hat. Die CDU-Politikerin knüpft dabei mit ihrer Haltung an die Politik ihres Amtsvorgängers Thomas de Maizière an. Der hatte 2011 von einem Besuch bei den Vereinten Nationen in New York die Erkenntnis mitgenommen, dass die Welt mehr militärisches Engagement von Deutschland erwartet. Später äußerte er sich immer mal wieder mit recht kernigen Sätzen zur militärischen Rolle Deutschlands. "Die Bundeswehr ist keine Armee der Brunnenbohrer, und sie ist auch kein gepanzertes Technisches Hilfswerk", sagte er beispielsweise. "Die Bundeswehr muss in der Lage sein, im gesamten Intensitätsspektrum zu wirken. Dazu gehört auch Kampf."

De Maizière hatte damit in der schwarz-gelben Koalition aber einen schweren Stand. Der damalige Außenminister Guido Westerwelle pochte auf eine "Politik der militärischen Zurückhaltung". Bundeskanzlerin Angela Merkel prägte das Prinzip "Ertüchtigung statt Einmischung": Lieber Soldaten vertrauenswürdiger Partner zur Krisenbewältigung ausbilden, als selbst welche entsenden. Und lieber Waffen an diese Partner liefern, als die eigenen Soldaten schießen lassen.

"Militärisch gedachte Außenpolitik"

Ein Ergebnis war, dass Deutschland sich aus der Intervention zur Beendigung des Bürgerkriegs in Libyen heraushielt. Von der Leyen sagt im Rückblick dazu, sie habe diese Entscheidung als Arbeitsministerin im Kabinett zwar mitgetragen. "Aber ich habe danach auch gesehen, welche Irritationen das bei den Verbündeten ausgelöst hat."

Aktuell löst sie vor allem Kritik von der Linkspartei aus. "Wenn Frau von der Leyen jetzt Soldaten nach Mali schicken will, beweist es, dass sie in der Außenpolitik vorwiegend militärisch denkt", sagte Linke-Fraktionschef Gregor Gysi den *Ruhr Nachrichten*. Wenn Kinder verhungern, hat noch niemand von den westlichen Regierungen gerufen, dass man sofort helfen müsse. "Nur wenn geschossen wird, soll unsere Armee sofort da sein und mitschießen."

Milliarden für die Alten 98,34

Wie gerecht sind die Rentenpläne der großen Koalition gegenüber der jüngeren Generation? VON KOLJA RUDZIO

DIE ZEIT N° 05/2014 Aktualisiert 26. Januar 2014 15:42 Uhr [113 Kommentare](#)

Es könnte das teuerste Gesetz dieser Bundesregierung werden. Rund 160.000.000.000 Euro soll das Rentenpaket bis 2030 kosten, das Bundesarbeitsministerin Andrea Nahles vergangene Woche vorgestellt hat. 160 Milliarden, das entspricht dem 300-Fachen der "Herdprämie" in einem Jahr. Und über dieses Betreuungsgeld stritt die Republik jahrelang. Jetzt geht es um einen viel größeren Betrag – und wieder um die Frage: Was ist gerecht?

Denn das Paket, das die Ministerin gerade zum Versand vorbereitet, soll an Rentner ausgeliefert werden und an ältere Arbeitnehmer, die schon den Ruhestand vor Augen haben. Die Rechnung dafür geht aber an andere Adressaten: an jüngere Arbeitnehmer und Steuerzahler. Sie müssen die 160 Milliarden Euro in monatlichen Raten bezahlen.

ANZEIGE

Glaut man der Sozialdemokratin Nahles, geht es dabei rundum gerecht zu. Es profitierten "Generationen, die dieses Rentensystem über Jahre stabil gehalten und Beiträge gezahlt haben", erklärte sie. "Hier wird nichts verschenkt." Die "Generationengerechtigkeit" werde beachtet. Aber was ist das? Gibt es dafür Maßstäbe? Bilden sich die Jüngeren bloß ein, dass sie bei der Rente den Kürzeren ziehen?

Nach den Plänen von Union und SPD soll es für Kinder, die vor 1992 geboren wurden, einen höheren Zuschlag zur Rente geben als bisher. Arbeitnehmer, die 45 Jahre rentenversichert waren, sollen sich mit 63 Jahren ohne Einbußen in den Ruhestand verabschieden dürfen. Und Kranken wird eine höhere Erwerbsminderungsrente in Aussicht gestellt.

Zu jedem Element dieses Pakets liefern die Koalitionsparteien eine Begründung. So will die Union mit dem Zuschlag für die Kinder eine "Gerechtigkeitslücke" zwischen Müttern schließen – oder zumindest verkleinern. Denn seit einer Reform in den neunziger Jahren werden bei der Rente mehr Erziehungsjahre angerechnet, aber nur, soweit die Kinder von 1992 an geboren sind. Diese Stichtagsregelung störte in den vergangenen 23 Jahren keine Regierung, doch jetzt soll der Unterschied zwischen davor und danach verringert werden. Die Rente mit 63 wiederum rechtfertigt die SPD damit, man müsse die Leistung von Arbeitnehmern stärker honorieren, die lange gearbeitet haben.

Unter dem Strich bedeuten alle diese Änderungen aber: Die Jüngeren müssen mehr Geld an die Älteren überweisen. Es wird nicht nur zwischen Rentnern mit und ohne Kindern umverteilt oder zwischen unterschiedlich lang Versicherten. Die Hauptlast der Finanzierung tragen die Jüngeren.

Ein Maßstab für Gerechtigkeit könnte sein, dass jede Rentnergeneration nur den Anteil von den Einkommen der Jüngeren für sich verlangt, den sie selbst früher abgegeben hat. Danach dürfte der Rentenbeitrag heute nur bei 17 oder 18 Prozent liegen, denn so wenig haben viele derzeitige Ruheständler einst in die Rentenkasse eingezahlt. Stattdessen steigt der Abzug vom Lohn tendenziell an. Und die jüngsten Reformpläne treiben ihn zusätzlich nach oben, wie im Gesetzentwurf vorgerechnet wird. Demnach klettert der Beitragssatz bis zum Jahr 2030 auf den neuen Rekordwert von 22 Prozent. Damit wäre eine Schmerzgrenze erreicht, die der Gesetzgeber vor einigen Jahren definiert hat. Mehr, so hieß es damals, wolle man den Jüngeren auf keinen Fall zumuten.

Es gibt eine gekniffene Generation, die viel zahlt und wenig bekommt

Die junge Generation zahlt aber nicht nur Beiträge, sie finanziert die Rente auch über mehr Steuern als je zuvor. Dafür gibt es kein Limit. Mit rund 80 Milliarden Euro pro Jahr bilden die Zuschüsse zur Rente bereits den größten Posten im Bundeshaushalt. Die Koalition will sie weiter erhöhen. Was wiederum bedeutet: Vor allem die jüngere, arbeitende Generation wird mehr Geld herausrücken müssen.

Diese Generation muss mehr zahlen, und sie wird weniger bekommen als heutige Ruheständler. Denn langfristig sinkt das Niveau der Rente. Wer 45 Jahre lang durchschnittlich verdient hat, bekam früher ein Ruhegeld in Höhe von 50 Prozent des Bruttolohns. Dieser Wert schrumpft laut dem Gesetzentwurf von Nahles bis 2030 auf weniger als 44 Prozent. Es gibt also tatsächlich eine gekniffene Generation – und diese Reform geht zu ihren Lasten. "Deshalb kann man mit Fug und Recht behaupten, dass die Pläne ungerecht sind", sagt Reinhold Schnabel, Rentenexperte an der Universität Duisburg-Essen.

Natürlich profitiert die jüngere Generation auch von dem Wohlstand, den ihre Vorfahren geschaffen haben. Aber zu deren Hinterlassenschaft gehören ebenso Staatsschulden und Klimawandel. Klar ist, dass zur Finanzierung der Rente Kompromisse nötig sind, weil die Menschen immer länger leben und zu wenige Kinder haben. Zur Lösung sollten bisher drei Bausteine beitragen: höhere Beiträge, geringere Leistungen und eine längere Lebensarbeitszeit. Die Rente mit 63 höhlt den dritten Baustein aus. Das gesamte Paket könnte weitgehend zunichte machen, was die Rente mit 67 an Entlastung bringen sollte.

Das größte Gerechtigkeitsproblem des Rentensystems sehen einige Experten aber darin, dass es die Erziehungsleistung von Eltern zu wenig honoriere. Es schwäche den Anreiz, Kinder in die Welt zu setzen. Darüber wurde schon bei der Einführung dieses Systems in den fünfziger Jahren gestritten, als Konrad Adenauer angeblich sagte: "Kinder kriegen die Leute immer." Ob die umlagefinanzierte Rente den Kinderwunsch beeinträchtigt, ist bis heute umstritten. Die aktuelle Reform dürfte in diesem Punkt jedoch nichts bewirken, denn sie verbessert nur die Lage für Eltern, die vor langer Zeit Nachwuchs bekamen.

Auch die ständigen Änderungen am Generationenvertrag tragen zu einem Gefühl von Ungerechtigkeit bei. Ein Beispiel: Vor einigen Jahren wurde eine Sonderregel geschaffen, nach der langjährig Versicherte zwei Jahre früher bei voller Rente in den Ruhestand dürfen. Jetzt wird eine zeitlich befristete Sonderregel zur Sonderregel geschaffen, mit der einige Jahrgänge (bis 1964) noch mal zwei Jahre eher gehen dürfen. Die Rente mit 63. Bald gelten wahrscheinlich wieder andere Regeln. Schafft das Gerechtigkeit?

Auf der Internetseite von Andrea Nahles können Bürger die Reformpläne kommentieren. Als eine der Ersten meldete sich eine Frau zu Wort, die vergangenen Sommer im Alter von 63 in den Ruhestand ging. Sie fordert, die Vergünstigungen der Rente mit 63 müssten rückwirkend auch für sie gelten. Sonst sei das "mehr als ungerecht".

The Opinion Pages | EDITORIAL

Turkey's Wrong Turn 98,36

By THE EDITORIAL BOARD JAN. 27, 2014

The Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, was in Brussels last week seeking to repair relations with Europe, but the first place to look for a solution is within himself for the political disaster he has created at home. Once hailed as the leader of a model Muslim democracy, he is transforming it into an authoritarian state that poses dangers not just for Turkey but for its allies in NATO.

The latest turmoil has its roots in a political war between Mr. Erdogan's Justice and Development Party and his former close allies who follow Fethullah Gulen, a moderate Islamic scholar who lives in Pennsylvania. The tensions erupted into the open last month with a corruption probe that led to the resignation of four government ministers and threatened to ensnare Mr. Erdogan's family. The prime minister called the probe a "coup attempt" and blamed a "secret organization" within the judiciary and police. The government has since purged hundreds of police officials and prosecutors and sought to assert control over the judiciary. It also drafted legislation expanding the government's power to appoint judges and prosecutors, further breaching judicial independence, and prevented journalists from reporting freely. All the while, Mr. Erdogan has spewed endless conspiracy theories and incendiary rhetoric, even hinting at American treachery and suggesting that the American ambassador might be expelled.

The probe and Mr. Erdogan's reaction may well be politically motivated. There are important local elections in March. But Mr. Erdogan should be insisting that the probe be fair and transparent, not trying to derail it. His ruthless ways and attempt to crush dissent are not new, as the crackdown against demonstrators during protests last June showed. Such actions trample on democratic reforms demanded by the European Union as part of Turkey's bid for E.U. membership, which may be more in peril than ever, and are at odds with the ground rules for NATO members.

The German foreign minister, Frank-Walter Steinmeier, was right when he said in Brussels that the Europeans must demand that Turkey return to the rule of law. The Obama administration also needs to send a strong message about Mr. Erdogan's damaging course. Whether Turkey nurtures its hard-won democracy, which has contributed to its economic growth, or turns authoritarian is as critical to regional stability and to its NATO allies as it is to Turks.

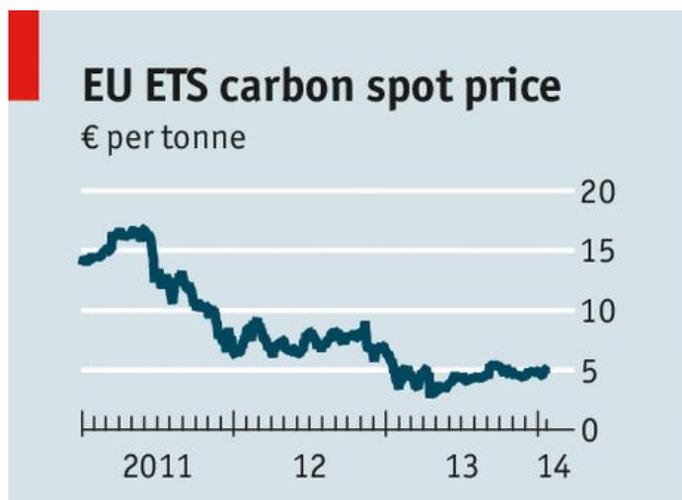
European climate policy

Worse than useless 98,37

Current policies are a mess. Here's how to fix them

Jan 25th 2014 | From the print edition

SINCE climate change was identified as a serious threat to the planet, Europe has been in the vanguard of the effort to mitigate it. The policies it has adopted are designed with two aims in mind: to cut European emissions drastically and to push other big emitters into adopting similar policies. By both measures, they have failed.



That America and China have not taken serious steps to reduce their own emissions is hardly Europe's fault. Yet had Europe's policies worked better, other countries might have been more inclined to emulate the leaders in the field. That is one reason why the European Commission's announcement on January 22nd of modest increases in its targets for emissions reductions and renewable-energy use, rather than a complete overhaul of the system, was such a disappointment (see [article](#)). Another is that the existing policies impose heavy costs on European consumers and companies, and well-designed ones could cut emissions much more cheaply.

European climate policy has two main strands. One is a carbon market to raise the price of pollution. The other—to give an extra push to investment, research and development in green energy—is a programme for boosting renewable energy through production targets and subsidies on, for instance, wind and solar power. Neither has worked.

Europe's targets for the proportion of energy that is supposed to come from renewables—27% by 2030 for the EU as a whole—are substantial, and its subsidies generous. As a result, the renewable-energy sector has grown mightily. But much of it is not exactly the fuel of the future. The largest source of renewable energy in Europe is wood. The cost of subsidies has been far greater than anyone had expected: €16 billion (\$20 billion) in Germany in 2013, which works out at a massive €150-200 per tonne of carbon dioxide. (Home insulation, in contrast, saves money while reducing emissions.) And the damage to the old electricity providers has been far worse than expected. The 20 largest European energy utilities have lost a jaw-dropping €500 billion in market value since 2008.

The renewables policy also undermines the carbon market—the EU's emissions-trading scheme (ETS), on which companies trade the permits their governments give them to emit carbon. The trading system is designed to ensure that each tonne of carbon is saved at the lowest cost. But when electricity generators cut emissions under the renewables programme, they end up with more ETS allowances than they need. They sell the excess

to other users, who can then emit more carbon than before, so the renewables target does not reduce emissions. But it increases the effective supply of permits, which pushes down the price—now languishing at around €5 a tonne, while companies are cutting emissions at a cost of over €150 a tonne under the renewables programme.

Given that many of Europe's economies are so weak, it is tempting to say: abandon these failed policies and give up trying to restrict emissions. The trouble is, carbon is still building up in the atmosphere, evidence of global warming is accumulating in the oceans and a lot of the increase in carbon dioxide in the atmosphere since the industrial revolution came from Europe. The continent therefore has a responsibility to get the world to change its ways—and to change its own.

A proper model for others

Instead of tinkering with the renewables targets, Europeans need to scrap them, and to get serious about the carbon market. The numerous exemptions—which include the makers of pianos and crocheted items—which allow companies to ignore it should be removed. That would raise production costs in a few industries, such as steel, but would provide bigger benefits to the economy as a whole. Carbon reduction would be more efficient. Governments would get tax revenues from the sale of permits which could be used to narrow budget deficits. Electricity prices would fall if carbon were no longer squeezed using exorbitant subsidies. Companies would have an incentive to invest in cheaper ways to cut emissions, such as switching from high-carbon coal to lower-carbon gas—which Europeans are ignoring. A switch to shale gas cut American emissions by 12% in 2007-12, more than in Europe. And if Europeans could make their carbon market work, other countries might even take notice and follow suit.

Charlemagne

Europe's energy woes 98,39

The storm over new European Union climate-change targets

Jan 25th 2014 | From the print edition



ENERGY and green policies should be ideal for common European action. Pollutants know no borders. The cost of renewables such as wind turbines and solar panels can be cut, and their drawbacks mitigated, if they are linked across Europe. When the wind stops blowing in Germany the sun shines in Spain; if both sources die down, French nuclear plants or Swiss hydroelectric stations can take up the slack. A proper European-level emissions-trading scheme should minimise the cost of reducing greenhouse gases. And a successful low-carbon transition should reduce dependence on imported fossil fuels.

Yet the reality is messier. The EU struggles with a hotch-potch of national policies, conflicting and expensive subsidies, Balkanised energy markets and ever-growing reliance on fuel imports. After years of crisis, Europeans are more concerned with the cost of climate-change policies than with their benefits. European industries pay three to four times more for gas, and over twice as much for electricity, as American ones (which benefit from cheap shale gas). One reason Europe has so far met its emissions targets is its long economic slump. Yet recession and deindustrialisation are hardly a climate-change policy.

So the EU's new planned emissions targets, announced this week, were contentious. When wages are being squeezed to regain export competitiveness, it is hard to sell the idea of higher energy prices, particularly when the rest of the world is doing too little to cut greenhouse gases. The current policy is known as 20-20-20: by 2020 its members should reduce greenhouse-gas emissions by 20% (relative to levels in 1990), with 20% of the mix produced from renewable sources and a 20% improvement in energy efficiency. After an unusually acrimonious internal debate, the European Commission called this week for the ambition to be raised to a 40% reduction in emissions by 2030. It wants a "binding" EU-wide target of at least 27% for the share of renewables, though there would be no new national targets for renewable energy. The commission also refrained from proposing new legislation to regulate the development of shale gas.

The decision to give greater flexibility for countries to determine their own energy mix is a victory for Britain. But there were protests from several quarters. Green lobbyists called the targets too tame. By 2030, many say, Europe needs a 55% emissions cut, with 45% of energy derived from renewables, if it is to meet a goal of cutting greenhouse gases by 80-95% in 2050 (the cut in rich-world emissions deemed necessary to limit the rise in global temperatures to below 2°C). By contrast the EU's business lobby is alarmed about rising energy costs, and says the EU is at risk of naively becoming "a lone front-runner without followers".

Increasingly, the commission has had to cast the argument in terms of saving Europe rather than the planet. A long-range policy gives predictability to investors in low-carbon technology, it says; such investment, in turn, spurs innovation and the creation of green-tech industries. For the countries of the troubled southern periphery, renewable technology would help redress trade deficits; for those on the eastern fringe, it would reduce vulnerability to bullying by Russia. In a sop to industry, the commission proposes to maintain free emissions allocations to an ever-growing number of sectors deemed to be vulnerable to rising energy costs (including makers of clocks and musical instruments).

The commission's own models suggest the new targets could make output fall by nearly 0.5% of GDP in 2030 (compared with current trends); or increase by a similar amount if energy-savings measures were strengthened, free allowances scrapped and a carbon tax applied across the rest of the economy. A bigger emissions cut of 45% appears to do no more damage. But such a proposal would be dead on arrival at the March European summit. "The art of politics is to propose something that is achievable," says Connie Hedegaard, the climate-change commissioner.

Europe's confusion is due, in part, to conflicting national priorities. Germany is giving up nuclear power and betting heavily on solar and wind energy (all while burning more coal). France remains heavily committed to nuclear and bans shale-gas exploration. Britain is going all-out for shale gas (and nuclear), being a laggard in renewables. But it also does not help that Brussels has too many commissioners with overlapping responsibilities. The latest package was agreed on only after an 11th-hour battle between Ms Hedegaard and Günther Oettinger, the German energy commissioner who, unlike the German government, wanted only a modest emissions-reduction target of 35%.

Off-target

The fury over emissions targets misses a deeper problem: Europe's carbon and energy markets are dysfunctional. The emissions trading scheme was meant to put a price on carbon to encourage alternatives. But poor policy design, a recession and too many exemptions mean the price has collapsed. The commission has proposed a sort of "central bank" of emissions permits to stabilise the market, but it will take years to sort out.

And although many are right to worry that Europe's energy prices are higher than its competitors', too little attention is paid to wild differences within Europe. Households and businesses in some EU countries pay up to four times more for gas or electricity than in others. Wholesale prices are falling or flat, but retail prices are rising because of differing regulations, price controls, taxes and levies (eg, to pay for renewables). Spain generates large amounts of solar and wind power, but can export little to France given poor grid interconnections. Unless Europe's markets are fixed so that emissions permits, gas and electricity can be traded across the continent, ever more ambitious climate-change targets risk becoming an ever more expensive failure.

European politics

French politics

Lessons from the Hollande soap opera 98,41

Jan 27th 2014, 12:51 by S.P. | PARIS



BETWEEN a dash to the Vatican to visit the Pope, and a state visit to Turkey which starts today, François Hollande on January 25th found a moment to clarify his complicated love life. "I wish it to be known that I have put an end to my shared life with Valérie Trierweiler (pictured)," the French president said tersely, in a statement that read like a redundancy notice. A leader not known for his decisiveness thus brought to a close the uncertainty and confusion that has surrounded his love life since *Closer*, a French celebrity-gossip magazine, alleged two weeks previously that he was having an affair with a French actress, Julie Gayet.

As the French now digest the latest twist in a soap opera, a few lessons are emerging from one of the most bizarre months in modern French politics. The first is that although the French like to say that they draw a firm line between the public and private lives of their political figures, the reality is a bit more complex. After *Closer*'s revelations, which showed a figure alleged to be the president arriving by scooter at a flat used by Ms Gayet and located just round the corner from the Elysée Palace, a poll suggested that 77% of the French considered this a purely private matter.

The French may say these sorts of things to pollsters. But their behaviour suggests otherwise. Copies of *Closer* sold out within hours, as they did the following week when the magazine alleged that Mr Hollande's liaison with Ms Gayet had begun even before his 2012 election campaign. All the popular weeklies, from *Paris-Match* to *Gala*, splashed the story on the front cover, knowing full well that if they were pursued in the courts for a breach of the French right to "respect of private life" they would simply pay the fine. On talk shows, the airwaves were filled with analysts decrypting the presidential love life.

France has changed. It is no longer as respectful of the right to privacy as it once was. It is striking that the photographer, Sébastien Valiela, who snapped the figure on the scooter was the same who photographed in 1994 the secret mistress and daughter of François Mitterrand, a previous Socialist president. Then, however, he told French radio recently, permission was asked of the Elysée Palace before publication. Twenty years

later, *Closer* caught Mr Hollande entirely by surprise. This may still be far from the confrontational rough and tumble of the tabloid culture in Britain. But by French standards it is something of a revolution.

A second point is that French unease about all this seems to have little to do with moral disapproval, and is more about their judgment of Mr Hollande's sincerity. France may be nominally a Catholic country, but it wears its religion lightly. The French accepted that he was never married to Ms Trierweiler (nor was he to Ségolène Royal, a former Socialist presidential candidate with whom he had four children). Rather, Mr Hollande campaigned for office promising to be a "normal" president. Sneaking out on a scooter for romantic trysts was not quite what they thought he meant.

Moreover, after the whirlwind bling presidency of his centre-right predecessor, Nicolas Sarkozy, Mr Hollande had campaigned on a promise to behave impeccably. In a famous televised [debate](#) he vowed to make sure that his "behaviour is at all times exemplary". Ms Trierweiler, who was hospitalised for stress after the allegations surfaced, but flew to India last week on a humanitarian trip, was never a popular first lady. But, if *Closer's* allegations are right and the liaison with Ms Gayet is not merely recent, the authenticity of his partnership with Ms Trierweiler, who acted officially as First Lady and had a publicly-financed staff of five, is called into question.

In an astute [article](#) in *Le Monde*, a newspaper, François de Singly, a sociologist, argues that the French would have tolerated infidelity in a "bourgeois marriage", as formalised in the 19th century and practised by previous French presidents. What they find difficult is the idea of keeping up the appearance of a "romantic partnership", which is supposed to be based on mutual love, and treating it as if it were a mere relationship of convenience.

Thirdly, it could be that, for all the vaudeville of the past two weeks, Mr Hollande emerges with only minimal political damage. His level of popularity is already at a record low for a president under France's Fifth Republic. The latest [Ifo](#) poll, for instance, puts it at just 22%. In other words, Mr Hollande's ratings could scarcely fall any further.

A political animal, Mr Hollande chose to unveil a bold new economic policy in the direct aftermath of the *Closer* revelations, in what looked like a bid to divert attention from them. He promised to reduce overall public spending, and to lighten family-benefit payroll taxes on companies in return for a promise of private-sector job creation. Such pledges have been greeted as a welcome sign of economic realism and decisiveness by Mr Hollande. But they have yet to be put into action, and many businessmen remain sceptical. On January 24th, Moody's, a ratings agency, chose not to downgrade France's sovereign-credit rating from Aa1. But, of Mr Hollande's latest policy, it noted that "it is difficult to assess at this time the likelihood that the plan will achieve its stated goals", noting a "mixed record" to date.

Even before the latest chapter in the presidential love life, the French were wary about Mr Hollande's promises. He famously vowed, for example, that unemployment would drop by the end of 2013. Yet, when French unemployment figures for 2013 are published later today, nobody expects to see a fall. In the end, the French will judge Mr Hollande on his economic record not his private life. But, already dubious, they may do so now with an even more sceptical eye.

Hollande kann sein Versprechen nicht halten

Arbeitslosenrekord in Frankreich 98,43

27.01.2014 · Mehr als ein Jahr lang behauptete der französische Präsident, dass die Arbeitslosigkeit bis Ende 2013 sinken werde. Jetzt stellt sich heraus: Sie ist im Dezember auf ein neues Rekordhoch gestiegen und nähert sich der Grenze von 11 Prozent.

Von CHRISTIAN SCHUBERT, PARIS

[Artikel](#) [Bilder](#) (2) [Lesermeinungen](#) (45)



© REUTERS Dunst über Paris

Die Arbeitslosigkeit ist in Frankreich auch im vergangenen Dezember gestiegen. Damit ist der Versuch von Präsident François Hollande gescheitert, das Heer der Arbeitslosen bis Jahresende abzubauen. Hollande hatte dieses Versprechen erstmals im September 2012 gegenüber den Franzosen abgegeben und es fast bis zuletzt aufrechterhalten.

Doch die jüngsten Zahlen weisen in die andere Richtung: Im Dezember hat die Zahl der Arbeitslosen gegenüber dem Vormonat um 0,3 Prozent zugenommen und erstmals die Grenze von 3,3 Millionen überschritten. Dies entspricht ungefähr 10.200 neuen Arbeitslosen. Im November war es zu einer Zunahme von 0,5 Prozent gekommen. Die aktuelle Arbeitslosenquote liegt jetzt bei mehr als 10,5 Prozent (ohne Überseegebiete).

Hollande, der sich für einen Staatsbesuch in der Türkei aufhält, sprach von einer „Stabilisierung“, denn verglichen mit dem Jahresbeginn hätte sich die Zunahme stark verringert. So kamen im ersten Quartal vergangenen Jahres monatlich noch dreimal so viele neue Arbeitslose hinzu wie im Dezember.

Der Präsident und seine Regierung setzten bisher stark auf staatlich geförderte Arbeitsplatz-Beschaffungsmaßnahmen. Diese schlugen sich bisher jedoch nur in der Statistik der Arbeitslosen unter 25 Jahren nieder; sie sinkt seit dem zweiten Quartal 2013. In diesem Monat kündigte Hollande an, die Arbeitslosigkeit künftig auf dem Weg der Abgabentlastung für die Unternehmen zu bekämpfen.

Premierminister Jean-Marc Ayrault führte am Montag in Paris Gespräche mit Arbeitgebern und Gewerkschaften, um über die Einzelheiten der Entlastung und die von der Regierung erwartete Selbstverpflichtung der Arbeitgeber zu Neueinstellungen eine Einigung zu finden. Der Generalsekretär der Gewerkschaft FO, Jean-Claude Mailly, erinnerte daran, dass Frankreich in der Vergangenheit die Arbeitslosigkeit erst bei einem Wachstum von 1,6 Prozent abgebaut habe. Für 2014 erwartet die Regierung eine Wachstumsrate von 0,9 Prozent.

Le Point.fr - Publié le 28/01/2014 à 06:39 - Modifié le 28/01/2014 à 07:26

Pour le président du Nouveau Centre, le "Pacte de responsabilité" de François Hollande n'est pas en mesure d'améliorer l'emploi et la croissance. 98,44



Le président du

Nouveau Centre, Hervé Morin. © Pol Emile / Sipa

Le "Pacte de responsabilité" de François Hollande n'est pas en mesure d'améliorer emploi et croissance assure le président du Nouveau Centre Hervé Morin, qui n'hésite pas à prôner le passage aux 39 heures payées 35 dans une interview publiée mardi dans *Les Échos*. Interrogé sur la capacité du "Pacte de responsabilité" à améliorer l'emploi et la croissance, Hervé Morin déclare "je n'y crois pas. La question fondamentale est que la France souffre d'un vrai problème de compétitivité, qui n'est pas seulement lié à la question du coût du travail."

"La France n'est plus compétitive dans son espace économique : on le voit avec sa balance commerciale, une croissance des entreprises moins forte qu'ailleurs, des taux de marge inexistant, un sous-investissement", ajoute le président du conseil national de l'UDI. "Je défends l'idée d'un vrai choc de compétitivité, autour d'une politique libérale, qui dit aux Français : c'est par l'amélioration des conditions de production que l'on fera la meilleure des politiques sociales, c'est-à-dire le retour au plein-emploi !"

"39 heures payées 35"

"Les Français découvrent les vertus des entreprises qui marchent, ils sont prêts à voir leurs services publics réduits car ils ont compris que le système actuel ne marche plus", assure l'ex-ministre de la Défense. "D'abord, première mesure, il faut le passage à 39 heures payées 35 !" s'exclame-t-il. "Est-ce que notre destin est de voir notre pouvoir d'achat se réduire, un chômage massif, des prélèvements obligatoires augmenter pour un déficit qu'on n'arrive plus à réduire car il n'y a pas assez de production ? Ou essaie-t-on de renverser la vapeur ?" s'interroge-t-il.

Hervé Morin prône également "une réduction des charges sociales avec une baisse des cotisations patronales familiales" et la "mise en place d'un contrat de travail unique". "Pour que les entreprises n'aient plus peur d'embaucher, il faut aussi qu'elles puissent licencier", affirme Hervé Morin.

Etouffé

A quoi servent encore les Verts ? 98,45

EDITORIAL, 24 JANVIER 2014 À 21:06

ALEXANDRA SCHWARTZBROD

A quoi servent encore les Verts ? La question peut paraître choquante à ceux qui militent sans relâche pour la cause écologique, mais force est de constater que ce parti hétéroclite, qui va fêter ses 30 ans la semaine prochaine, peine à être audible - en tout cas d'une seule voix - et à trouver sa juste place sur la scène politique. Sa mutation en Europe Ecologie-les Verts n'y a rien changé. Certes, elle lui a permis de connaître son heure de gloire en 2009 avec un score inédit de 16,3% aux élections européennes, mais ce succès tenait beaucoup à l'énergie fédératrice de sa figure de proue, Daniel Cohn-Bendit. Depuis, le parti a implosé, ses différent(e)s leaders tirant à hue et à dia, et les écologistes ne donnent plus à voir que batailles d'egos et querelles de territoires. Depuis, surtout, le parti a conclu un accord avec les socialistes et fait le pari, adulte mais risqué, de peser au sein du gouvernement. Pour l'instant, c'est raté. Comme le note le philosophe Dominique Bourg dans ces colonnes, «*en sous-traitant la question écologique aux Verts, le PS s'est immunisé contre l'influence des idées vertes*». Il suffit, pour s'en convaincre, d'étudier le bilan de François Hollande en la matière. Accablant. Le nucléaire, dont il avait promis de faire baisser la part dans la production d'électricité nationale, ne va pas bouger d'un atome, ou si peu, et les énergies renouvelables restent durablement plombées. Le plus paradoxal, c'est que la société n'a jamais été aussi sensible à l'impératif écologique, la bataille contre les gaz de schiste et le boum du bio le montrent bien : deux combats d'abord partis de l'échelon local, comme un retour aux sources. Peut-être une leçon à tirer pour un parti englué dans des querelles politiciennes.

Alexandra SCHWARTZBROD

Herfried Münkler über den Ersten Weltkrieg

Zeitraffer eines Jahrhunderts 98,46

28.01.2014 · Welche Lehren müssen wir aus dem Ersten Weltkrieg ziehen? Waren die Deutschen an allem schuld? Der Politologe Herfried Münkler erklärt, wie es zur Geburtsstunde der modernen Katastrophen kam.

[Artikel](#) [Bilder](#) (7) [Lesermeinungen](#) (2)



© PICTURE ALLIANCE / AKG-IMAGES  Deutsche Soldaten während eines Gasangriffs in Flandern im September 1917

Herr Münkler, der australische Historiker Christopher Clark hat erzählt, er habe während der Arbeit an seinem Buch „Die Schlafwandler“ Albträume vom bevorstehenden Kriegsausbruch gehabt. Haben Sie bei der Beschäftigung mit dem Ersten Weltkrieg in ähnlicher Weise unter Ihrem Thema gelitten?

Albträume hatte ich nicht, aber eine melancholische Gestimmtheit schon, die sich immer dann eingestellt hat, wenn ich mich auf das Gedankenexperiment eingelassen habe, wie die deutsche Geschichte verlaufen wäre, wenn es diesen Krieg nicht gegeben hätte. Auch die Beschreibung des Geschehens an der Front hatte immer etwas Bedrückendes.

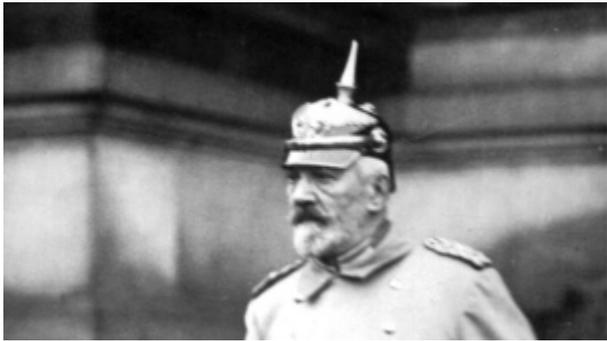
Clark legt einen besonderen Akzent auf das Verhalten der westlichen Demokratien beim Kriegsausbruch. Bei Ihnen steht wieder die Rolle des Deutschen Reiches im Mittelpunkt. Wie real war die militärische „Einkreisung“ Deutschlands, von der Diplomaten und Politiker immer wieder sprachen, tatsächlich?

Man muss da unterscheiden zwischen dem, was wir heute wissen, und den Einschätzungen der damaligen Akteure mit ihrem begrenzten Wissen. Das Problem von Fritz Fischers Kriegsschuldthese liegt darin, dass Fischer Szenarien, die in militärischen Stäben ausgearbeitet wurden, als wirkliche politische Planung der Deutschen aufgefasst hat. Wenn man mit diesem Blick in die Archive gehen und sich Szenarien aus den sechziger und siebziger Jahren des vergangenen Jahrhunderts anschauen könnte, würde man sich darüber wundern, warum damals nicht der dritte Weltkrieg stattgefunden hat. Die Deutschen haben dennoch eine hohe Verantwortung für den Kriegsausbruch, weil sie aufgrund ihrer Kriegsplanung zwei unterschiedliche Konflikte zusammenführen.

Der deutsche Generalstab hätte darauf geantwortet: Weil wir von zwei Seiten eingekreist sind, müssen wir auch nach beiden Seiten gleichzeitig zuschlagen.

Dass der Generalstab so denkt, ist unter den Bedingungen funktionaler Differenzierung ja auch nicht falsch. Das ist seine Aufgabe. Das Problem liegt bloß darin, dass der Generalstab in Deutschland nur teilweise unter

politischer Kontrolle stand. Das macht den Unterschied zu Frankreich aus, wo Joffre ja ebenfalls überlegt hat, sofort nach Belgien hinein vorzustoßen, aber von den Politikern zurückgepiffen wurde. Bei alledem spielt obendrein der Zufall eine Rolle, dass die Deutschen einen Spion in der russischen Botschaft in London hatten, der ihnen von den britisch-russischen Marinegesprächen im Frühjahr 1914 berichtete.



© PICTURE-ALLIANCE / UNITED ARCHIV

Die tragische Figur der deutschen Politik im Ersten Weltkrieg: Reichskanzler Bethmann-Hollweg

Bis dahin hat der deutsche Kanzler Bethmann-Hollweg immer darauf vertraut, in Abkehr von der Weltmachtpolitik seines Vorgängers Bülow zu einem Ausgleich mit den Briten zu kommen. Als er aber von den Marinegesprächen erfährt und der britische Außenminister Grey auf seine Anfrage antwortet, es gebe keine Gespräche, schwindet dieses Vertrauen, und der Einfluss von Moltke, der das agonale anstelle des kooperativen Paradigmas vertritt, steigt. Hätte das Deutsche Reich diesen Spion nicht gehabt, hätte Bethmann in der Julikrise vielleicht stärker auf eine Verhandlungslösung mit London gesetzt. Das Problem sind freilich die Briten und die Russen, die durch ihre Gespräche über eine Marinekonvention das Gefühl des Einkreiseltwerdens verstärkt haben.

Selbst Ende Juli, als Österreich-Ungarn Serbien schon den Krieg erklärt hat und Russland mobilmacht, hoffen Bethmann-Hollweg, der Generalstab und Wilhelm II. immer noch, dass England sich aus dem Krieg heraushält. Dann aber läuft die Mobilmachung nach dem Schlieffenplan an, und die deutsche Besetzung Belgiens löst unvermeidlich die englische Kriegserklärung aus. Ist Schlieffen der eigentlich Schuldige?

Zunächst einmal muss man begreifen, dass Graf Schlieffen für ein bestimmtes Problem eine Lösung gesucht und gefunden hat. Das Problem hieß nicht nur Zweifrontenkrieg, sondern auch Erschöpfungskrieg, mit allen Konsequenzen, die von Friedrich Engels über August Bebel bis zum älteren Moltke in seiner berühmten Reichstagsrede vorhergesagt worden waren. Schlieffen entwickelt ein Konzept für eine schnelle Entscheidung nach dem Muster von 1870/71: erst mit Übermacht die Franzosen schlagen, dann die langsameren Russen zurücktreiben. Das alles setzte voraus, dass die Briten sich heraushalten würden. Der Schlieffenplan war die technische Lösung für ein Problem, das politisch sehr viel komplexer war.



© PICTURE-ALLIANCE / UNITED ARCHIV

Entwickelte 1905 den Plan, der später seinen Namen tragen sollte: Generaloberst, später Generalfeldmarschall Alfred von Schlieffen

Zunächst funktioniert der Schlieffenplan: Das deutsche Heer marschiert durch Belgien nach Frankreich ein. Aber schon auf dem Weg dorthin wird der Angriffsflügel durch Verlegung von mehreren Armeekorps geschwächt. Hat der Generalstab, hat die deutsche Öffentlichkeit die militärische Kraft des Kaiserreichs schlicht überschätzt?

Der Schlieffenplan legt die Politik an die Kandare. Die Fahrpläne der Züge, die die drei Armeen des rechten Angriffsflügels über die Kölner Hohenzollernbrücke transportieren, machen alle politischen Interventionen zur

Makulatur. In der Weimarer Republik ist die Frage, warum der Plan dennoch nicht funktioniert hat, rauf und runter diskutiert worden: War es die personelle Schwächung der 1. Armee von Kluck? Oder ein Problem der Logistik, der langen Transportwege durch Belgien und Nordfrankreich? Kam die Munition nicht mehr nach? Ich glaube, dass in dieser Debatte der Einfluss des deutschen Föderalismus unterschätzt wird. Die 6. Armee des Kronprinzen Rupprecht geht in den Kämpfen in Lothringen nicht zurück, um, wie Schlieffen das vorgesehen hatte, einen Sog zu erzeugen, bei dem ein oder zwei französische Armeen in den Sack gehen, sondern sie dringt vor. Psychologisch ist das verständlich: Die Bayern sagen sich, es kann doch nicht sein, dass wir hier zurückweichen, und die Preußen vom rechten Flügel stecken den Sieg ein. Der Schlieffenplan, kann man sagen, scheitert zum Teil auch daran, dass die Bayern so tapfer kämpfen. Da zeigt sich auch ein Problem der Führungsschwäche Moltkes. Andererseits, wie kann ein preußischer Generaloberst einem bayerischen Kronprinzen befehlen? Joffre kann seine Armeekommandeure nach Belieben ablösen, Moltke nicht.

Noch bevor die Marne-Schlacht für die Deutschen verlorengeht und der vierjährige Grabenkampf beginnt, hat das Deutsche Reich den Propagandakrieg schon verloren. Nach dem Einfall in Belgien, den Greueln gegen die dortige Zivilbevölkerung und der Zerstörung der Bibliothek von Löwen setzt sich das Bild des germanischen Barbaren in der englischen, französischen und auch amerikanischen Propaganda unauslöschlich fest. Wie kommt es, dass sich die Blüte der deutschen Künstler- und Professorenschaft mit Ausnahme Max Webers gerade in diesem Augenblick mit dem Militarismus solidarisiert und im berühmten „Manifest der 93“ die Greuel in Belgien als Kulturleistung rechtfertigt?

Das Problem ist, dass diese Leute alle nicht politisch zu denken gelernt haben - genau das, worüber sich Max Weber tagtäglich aufregt. In ihrer Naivität glauben sie, die Äußerung Henri Bergsons, an der Westfront kämpfe die Zivilisation gegen die Barbarei, mit ihrer Resolution widerlegen zu können. Die Deutschen haben den Krieg der Worte und Bilder in diesem Augenblick verloren, die Pickelhaube wird zum Symbol des deutschen Barbaren. Für die Militärs, die reine Techniker der Kriegsführung waren, lag dieses Problem jenseits ihres Horizonts. Die deutschen Intellektuellen ihrerseits waren nicht imstande, die Paradoxien des Politischen zu erkennen. Sie hatten ein gutes Gewissen, sie hatten der Welt so viel gegeben, Musik, Literatur, Geistes- und Naturwissenschaften. Warum wurden sie dafür so wenig respektiert? Der Althistoriker Eduard Meyer, eine Koryphäe seines Fachs, wird im Lauf des Krieges zum verbohrten alldeutschen Nationalisten. Dieser Sturz von äußerster Reflektiertheit und Intellektualität zu einer geradezu blödsinnigen politischen Naivität ist ein typisch deutsches Phänomen dieser Jahre.



© PICTURE-ALLIANCE / AKG-IMAGES

Ein politisch kluger Imperialist: Max Weber im Jahr 1917

Max Webers Kommentare lösen bei einzelnen Offizieren im Generalstab einen solchen Hass aus, dass sie ihn am liebsten erschießen lassen würden. Ist Weber so etwas wie die einsame deutsche Stimme der Vernunft im Ersten Weltkrieg?

Dieser Hass ist die amtliche Bestätigung dafür, welchen Einfluss das Militär Weber als Intellektuellem beimaß. Dabei ist er kein Pazifist, sondern im Prinzip ein Nationalist reinsten Wassers. Und ein Imperialist ist er eigentlich auch. Aber eben ein politisch kluger.

Er begrüßt den Krieg gegen Russland als Kampf gegen die asiatische Barbarei.

Das ist die Tradition der 1848er, zu der ja nicht nur Liberale wie Weber gehören. Es ist auch der Grund für die Sozialdemokratie, am 4. August 1914 den Kriegskrediten zuzustimmen. Die politische Linke hat mit den

Russen nichts am Hut. Was sie aber viel zu wenig begreift, ist, dass sie den Wertedissens in der Triple-Entente, dem Bündnis zwischen der französischen Republik, der britischen Monarchie und dem autokratischen Zarenreich, sehr viel mehr politisch nutzen müsste. Stattdessen redet sie über deutsche Kultur.

In Ihrem Buch zeigen Sie, wie sich aus der Tatsache, dass das Deutsche Reich 1914 im Grunde keine Kriegsziele hatte, im Lauf des Krieges eine immer tiefere Kluft zwischen Nationalisten, Liberalen und Sozialdemokraten ergab, die jede Friedensinitiative zum Scheitern brachte. Ging der Krieg schon vor der militärischen Niederlage politisch verloren?

Der deutsche Reichskanzler Bethmann-Hollweg hat das Problem klar gesehen: Man muss dem Gegner erst schwere Niederlagen zufügen, um ihm dann einen Verhandlungsfrieden anbieten zu können. Aber gerade nach deutschen Erfolgen glaubt man im Reichstag, in der Bevölkerung und beim Militär überwiegend auch, man stehe kurz vor einem Siegfrieden. Den Siegfrieden antäuschen, um den Verhandlungsfrieden zu bekommen, das gelingt Bethmann-Hollweg nicht. Das hat sicherlich auch damit zu tun, dass man offiziell einen Verteidigungskrieg führt, aber zugleich tief in Feindesland steht. Da kann jeder Berufene oder Unberufene dann anfangen, Forderungen für die Nachkriegsordnung aufzustellen. Eine Flut von Denkschriften bricht los, von den Intellektuellen bis zu den Industriellen, in denen Land im Osten, Erzgruben im Westen, Kolonialgebiete in Afrika verlangt werden. Man kann es fast tragisch nennen, dass die deutsche Führung 1914 tatsächlich keine politischen Kriegsziele hatte. Die imperialistischen Phantasien entstehen erst durch den militärischen Vormarsch, und sie entstehen in einem wilden Stimmungsgewirr, in dem man sich mit Forderungen nur so überbietet.

Warum gelingt es im Herbst 1914 nicht, Frieden zu schließen, nachdem die militärischen Pläne aller beteiligten Mächte gescheitert sind?

Das hat mit den sehr hohen Verlusten in den ersten Kriegsmonaten zu tun. Es ist nicht mehr möglich, zu sagen, das Ganze war ein Abenteuer, wir setzen alles zurück auf den Status quo ante. Dazu kommt das Problem der Koalitionskriegsführung: Wer fängt an mit solchen Angeboten? Es ist wie beim Mikado: Wer als Erster zuckt, hat verloren. Also zuckt keiner. Alle Gelegenheiten verstreichen. Später kommt noch der Druck der Kriegsfinanzierung hinzu. Alle Mächte setzen darauf, einen mehr oder minder großen Teil der Kredite aus den Reparationen des besiegten Feindes zurückzuzahlen. Ein Verhandlungsfrieden bedeutet aber, dass man selbst für seine Kriegskosten aufkommen muss. Je teurer der Krieg wird, desto geringer wird deshalb die Möglichkeit, ihn zu beenden. Man wirft dem schlechten Geld noch gutes hinterher.

Im Deutschen Reich wird der Krieg zunächst zum allergrößten Teil nicht über Steuern, sondern durch Krieganleihen finanziert, also durch Kreditaufnahme direkt bei der Bevölkerung. Damit entsteht eine Klientel, deren Ansprüche nur noch durch Reparationen und Eroberungen abgegolten werden können.

Diese Klientel umfasste nicht nur Großbürger und Mittelstand, sie reichte bis in den Grenzbereich zwischen Kleinbürgertum und Arbeiterschaft. Vorarbeiter und Ladenbesitzer setzten ihr Erspartes ein, um dem Reich die Kriegsführung zu ermöglichen. Das Ganze funktioniert ungefähr bis Mitte 1916. Dann steigen die Kriegskosten schlagartig so stark an, dass sie über Anleihen nicht mehr aufgebracht werden können. Damit beginnt die Arbeit an der Entwicklung des Steuerstaates, der uns seitdem nicht mehr verlassen hat. Der Krieg verteuert sich, weil Ludendorff in dem sogenannten Hindenburg-Programm, das in Wahrheit seine Idee ist, *manpower* durch *equipment* ersetzt. Pro Bataillon wird eine Kompanie gestrichen, aber die Truppen bekommen mehr Maschinengewehre, Granatwerfer, Minenwerfer. Das geht nur durch Erhöhung der Kosten.



© PICTURE ALLIANCE / WZ-BILDDIENST

In einer Lagebesprechung 1917: Kaiser Wilhelm II. zwischen Hindenburg (l.) und Ludendorff

Damit ist klar, wir brauchen ein Steuersystem mit Einkommensteuer, Kriegsgewinnsteuer, mit allen Instrumenten, die den zentraleuropäischen Staat heute vom Staatsmodell amerikanischer Prägung unterscheiden. Sie sind nach 1918 nicht verschwunden, weil dann die vielen Invaliden und Halbwaisen da waren. Der Steuerstaat wurde zum Wohlfahrtsstaat, er musste die Rolle der Väter übernehmen, die es nicht mehr gab.

Also ist unser Sozialsystem letztlich ein Produkt des Ersten Weltkriegs?

Genau. Der Wohlfahrtsstaat war die Antwort auf die Opferbereitschaft der Bevölkerung: Die einen verlieren ihre Söhne und Väter, die anderen nur ihr Geld, viele aber verlieren beides. Die Erbschaft meiner Großmutter war in Kriegsanleihen gezeichnet und deshalb Ende 1918 beziehungsweise 1923 weg.

Neben der beinahe totalen Mobilmachung durch Ludendorffs Rüstungsprogramm macht sich ab Herbst 1916 die englische Handelsblockade gegen Deutschland immer stärker bemerkbar. Es folgt der „Steckrübenwinter“ mit seinen Hungerkrawallen und Streiks. Wie legitim war das britische Vorgehen nach heutigen moralischen Maßstäben?

Aus britischer Sicht ist es die klassische Strategie einer Seemacht, die ihren Gegner eher zu ersticken als direkt niederzuwerfen versucht. In gewisser Hinsicht ist das eine Wiederkehr der Strategie, mit der die Briten hundert Jahre zuvor gegen Napoleon relativ erfolgreich agiert haben - eine Strategie, die unter dem Einfluss der Vereinigten Staaten noch heute von den UN praktiziert wird: wirtschaftliche Sanktionen als Ersatz für militärische Operationen. Auch die Sanktionen gegen Saddam Hussein im Vorfeld des zweiten Irak-Kriegs haben vor allem Kinder und Alte getroffen, nicht die Soldaten der Republikanischen Garde. Die Briten führen im Prinzip nicht Krieg gegen die Faust, sondern gegen das Nervensystem des Deutschen Reiches. Die Pointe ist, dass Großbritannien nach dem Fehlschlagen der Entscheidungsschlachten einen wirklichen Plan B hat. Die deutsche Seite dagegen spürt, dass sie einen Erschöpfungskrieg nicht gewinnen kann.

Oder nur durch radikale Ausbeutung der neu eroberten Gebiete im Osten.

Ab 1917 sind die Deutschen gezwungen, ihre Eroberungsräume im Osten für die Nahrungsmittelproduktion zu sichern, um eine Wiederholung des Steckrübenwinters zu vermeiden. Auf diese Weise können sie die militärischen Vorteile, die sich aus dem Zusammenbruch des Zarenreichs und der bolschewistischen Revolution ergeben, nicht voll ausnutzen. Im Frühjahr 1918, als an der Westfront die letzte große deutsche Offensive beginnt, stehen immer noch ungefähr eine Million deutsche Soldaten im Osten.

Nach dem Kriegseintritt der Vereinigten Staaten im April 1917 hätten die Westmächte im Grunde nur abwarten müssen, bis sich die Kräfteverhältnisse entscheidend zu ihren Gunsten verschieben. Warum versuchen erst die Franzosen, dann die Briten dennoch immer wieder, den Durchbruch zu erzwingen?

Die Franzosen stehen unter Druck, die deutschen Truppen aus Nordfrankreich zu vertreiben. Bei den Briten sind die Kanalhäfen das eigentliche Ziel. Die dort stationierten deutschen Bombenflugzeuge greifen immer wieder südinglische Städte und auch London an. Und natürlich fürchtet man die U-Boote, die von dort aus operieren und durch die kurzen Anmarschwege sehr viel effektiver sind als die U-Boote aus der Nordsee. Die

Frage ist, wie es die Deutschen eigentlich schaffen, trotz ihres Mangels an Ressourcen bis zum Frühsommer 1918 die taktische Überlegenheit zu behalten.

Eine Antwort lautet, dass sie in militärischen Dingen ungemein lernfähig sind. Eine der zentralen Gestalten dieses Lernprozesses ist der deutsche Oberst Fritz von Loßberg, der Erfinder der schachbrettartigen Verteidigung. Loßberg muss das Problem lösen, wie er die deutschen Verteidiger aus ihren tief eingegrabenen Bunkern, die im Fall eines feindlichen Vorstoßes zu Fallen werden können, herausbekommt. Deshalb lässt er die Bunkersysteme sprengen und entwirft eine elastische, tief gestaffelte Form der Verteidigung, in der kleine Trupps in improvisierten Stellungen den Gegner so lange aufhalten, bis die Reserven herangekommen sind. Das führt dazu, dass an die Stelle eines viktimen Grundgefühls in der Truppe wieder eine sakrifizielle Orientierung tritt. Vorher war es für jeden Einzelnen nur eine Frage der Zeit, wann die einfallenden Granaten ihn selber treffen würden. Unter den Bedingungen einer Verteidigung in der Tiefe aber, bei der man sich permanent über das Schlachtfeld bewegen muss, kommt wieder die aktive Opferbereitschaft vom Beginn des Krieges zum Tragen. Das ist eine der Erklärungen dafür, warum es im deutschen Heer erst sehr spät zu Kampfstriks kommt, im Unterschied zu Franzosen, Italienern und Russen.

Warum hat es diese Art von theoretischer Durchdringung des Krieges auf westlicher Seite nicht gegeben?

Die Engländer und Franzosen sitzen in dieser Frage in der Falle ihrer Materialüberlegenheit. Die deutsche Seite dagegen muss durch Lernen ausgleichen, was ihr an Menschen- und Kriegsmaterial fehlt. Auf lange Sicht ist das natürlich ein Unglück für die Deutschen, weil eine ganze Reihe von führenden Offizieren, nicht nur die Verfechter der Dolchstoßlegende, nach dem Ende des Krieges sagt: Eigentlich waren wir besser. Wir wollen ein Rückspiel. Das ist dann die Generalität, mit der Hitler zumindest in der Anfangsphase den Zweiten Weltkrieg führt: Leeb, Rommel, Manstein und so weiter.

Die tragische Figur der deutschen Politik im Ersten Weltkrieg ist der Reichskanzler Bethmann-Hollweg. Von Anfang an versucht er, zwischen der Generalität auf der einen und den Sozialdemokraten und Liberalen auf der anderen Seite einen Mittelweg zu finden. Aber die Vereinigung von „Preußentum und Sozialismus“, wie es Oswald Spengler nennt, gelingt nicht. Was hätte Bethmann-Hollweg tun können, um einen historischen Kompromiss zu erzwingen?

Der eigentlich tragische Augenblick kommt 1917, als es im Reichstag zum ersten Mal eine Mehrheit für einen Frieden ohne Annexionen gibt, als Erzberger umschwenkt und Teile der Liberalen nachziehen. Genau in diesem Moment wird Bethmann-Hollweg von Ludendorff gestürzt, der die Parteien gegen den Reichskanzler ausspielt. Vorher konnte er sich immer nur auf das Vertrauen des Kaisers stützen. Wobei das Problem Wilhelm II. darin besteht, dass er letztlich ein schwacher, schwankender Monarch ist. Wir wissen nicht, wie sich die Geschichte entwickelt hätte, wenn Wilhelm im Jahr 1915, nach den großen Erfolgen im Osten und der gewonnenen Abwehrschlacht in der Champagne, seinem Kanzler den Rücken starkgemacht hätte, jetzt der westlichen Entente Verhandlungen anzubieten. Stattdessen kommt Bethmann-Hollweg auf die verhängnisvolle Idee, Falkenhayn als Generalstabschef durch Hindenburg und Ludendorff ersetzen zu lassen. Er glaubt, die charismatische Siegerfigur Hindenburg werde den Deutschen die Notwendigkeit eines Verhandlungsfriedens beibringen können. Das Gegenteil ist der Fall: Hindenburg will siegen. Weil Ludendorff hinter ihm steht und ihn antreibt.

Warum ließ sich die SPD von Ludendorff gegen Bethmann-Hollweg instrumentalisieren?

Im Sinne Max Webers muss man hier sagen: die Reichstagsparteien, seien es SPD, Zentrum oder Fortschrittliche, waren nicht bereit, nach der Macht zu greifen. Das hatten sie nicht gelernt. An diesem Punkt kann man die Parlamentarier von ihrer Verantwortung für den Kriegsverlauf nicht freisprechen. Nicht, dass sie nicht das Beste gewollt hätten. Aber sie waren nicht in der Lage, zu begreifen, was die Forderung der Stunde war.

War es auch politisch unklug von der SPD, im November 1918 „die Suppe auszulöffeln“, wie Ludendorff sagte, die die Oberste Heeresleitung dem Reich eingebracht hatte, statt die völlige Auflösung der alten Ordnung abzuwarten?

Aus heutiger Sicht wäre es zweifellos klüger gewesen zu warten. Verantwortungsvoller im Hinblick auf die menschlichen und finanziellen Kosten aus der Perspektive damaligen Wissens war jedoch der Weg, den Ebert damals gegangen ist. Eine Weiterführung des Krieges bis zum Zusammenbruch der Westfront hätte sehr hohe Opfer gekostet, ähnlich wie der Endkampf des „Dritten Reiches“ ab Sommer 1944. Es kommt hinzu, dass Ebert Empfindungen jenseits bloßer Reflexion hatte, die in dem berühmten Satz zum Ausdruck kommen, mit dem er die Reichskanzlerschaft aus den Händen seines Vorgängers Max von Baden entgegennimmt. „Herr Ebert“, sagt Max von Baden, „ich übergebe Ihnen das Reich zu treuen Händen.“ Und Ebert antwortet: „Es ist bei mir in treuen Händen. Ich habe diesem Reich zwei Söhne geopfert.“ Derselbe Ebert wiederholt dann ja auch die Formel „im Felde unbesiegt“. Diese Dimension des Opferstolzes darf man gerade in seinem Fall nicht übergehen.



© PICTURE ALLIANCE / DPA

Übergibt im November 1918 das Reich zu treuen Händen an Friedrich Ebert: Max von Baden

Für den englischen Historiker Niall Ferguson ist der Erste Weltkrieg ein „falscher Krieg“, weil er die Einigung Europas unter deutscher Führung um neunzig Jahre verzögert. Das erinnert seltsam an die Mitteleuropa-Konzepte der deutschen Führung während des Krieges. Wäre dieses „Mitteleuropa“ wirklich ein Vorläufer der EU gewesen?

Für Ferguson ist die europäische Einigung unter deutscher Führung ein Begleiteffekt der ohne den Kriegseintritt Englands erheblich langsamer erfolgten Auflösung des britischen Empires. Der Krieg ist für ihn vor allem darum falsch, weil die Briten als Gläubiger der ganzen Welt in ihn eintreten und als Schuldner der Vereinigten Staaten aus ihm herauskommen. Damit hat er recht. Was die deutsche Debatte während des Krieges betrifft, gibt es zunächst einmal Streit um die Frage, ob man Europa als wirtschaftlichen Großraum unter Verabschiedung aus der Weltwirtschaft neu zentrieren oder ob man den Wiedereintritt in die globale Ökonomie anstreben soll. „Mitteleuropa“ war eine Alternative zur Globalökonomie der Vorkriegszeit.

Also ein defensives, isolationistisches Wirtschaftsbündnis nach Art des Comecon zu Zeiten der Sowjetunion.

Ich würde das nicht so negativ sehen. Es gibt ja auch in der gegenwärtigen Situation Leute, die öffentlich beklagen, dass Europa zu sehr von ökonomischen Imperativen beherrscht wird. In dem Sinne könnte man auch sagen, es wäre ein wirtschaftlich integriertes Europa gewesen, das viel stärker unter politischer Kontrolle gestanden hätte und weniger dem Spiel der Marktkräfte ausgeliefert gewesen wäre. Das ist der schon eingangs erwähnte Punkt der kontrafaktischen Geschichte, der einen so melancholisch macht.

In Ihrem Buch bezeichnen sie den Ersten Weltkrieg sowohl als Kompendium für all das, was man in einem Krieg falsch machen kann, als auch als Laboratorium des gesamten zwanzigsten Jahrhunderts. Kann man beides zusammendenken?

Ein Laboratorium ist dieser Krieg, wenn ich ihn über die vier Jahre hinweg mit Blick auf seine technischen Errungenschaften betrachte. Ein Kompendium ist er, wenn ich ihn rückschauend analysiere. Was wir aus ihm zu lernen haben, ist, dass Fritz Fischers These von der deutschen Allein- oder Hauptschuld ihre geschichtspolitische Berechtigung gehabt haben mag, diese Sicht inzwischen aber auch geschichtspolitisch falsch ist, weil sie von dem eigentlichen Lernergebnis ablenkt. Die wilhelminische Gesellschaft ist in ihrer politischen Naivität in mancher Hinsicht vergleichbar mit bestimmten Gruppierungen der heutigen bundesdeutschen Gesellschaft, die nicht bereit sind, sich den Paradoxien der Politik zu stellen. Man hält die Reinheit der Gesinnung, die Aufrichtigkeit, die Gutherzigkeit der Absichten teilweise wieder für den Schlüssel

zum richtigen politischen Handeln und ist nicht bereit, vom Ende her zu denken. Man kann den Ersten Weltkrieg als Verkettung von Fehleinschätzungen, Missgriffen, Illusionen und gutgemeinten Irrtümern denken. Das meine ich mit Kompendium: ein Lehr- und Warnstück gegen eine Politik, die glaubt, durch Aufrichtigkeit und Gutherzigkeit werde schon alles gut werden.

Im Nachhinein wundert man sich, was es von 1914 bis 1918 alles schon gab: Luftkrieg, Gaskrieg, U-Boot-Krieg, „Lebensraum im Osten“, Rassenpolitik, Kampf ums Öl. War der Erste Weltkrieg ein Testlauf für den Zweiten?

Das Spannende an diesem Krieg ist, dass er in den Köpfen der Menschen und der Uniform der Soldaten wie ein Feldzug des neunzehnten Jahrhunderts beginnt. Und als er endet, steht er eigentlich dem Anfang des Zweiten Weltkriegs ganz nah. Das heißt, die Zeit von 1870 bis 1940 wird in viereinhalb Jahren wie im Zeitraffer durchschritten, in einer ungeheuren Beschleunigung. Der Zweite Weltkrieg ist dann auch insofern eine Fortsetzung des Ersten, als die geopolitischen Voraussetzungen für Deutschland die gleichen sind. Das ändert sich von 1945 bis 1990 mit der Konfrontation der Weltmächte im Kalten Krieg: Es gibt keine europäische Mitte mehr. Dann aber kehrt die Mitte Europas mit Deutschland als Zentralmacht zurück. Das hat jetzt nichts mehr mit militärischen, sondern allein mit ökonomischen Gesichtspunkten zu tun. Aber die Verantwortung, die daraus resultiert, ist eine ganz ähnliche wie vor hundert Jahren. In der Mitte ist sehr viel mehr Klugheit notwendig als an den Rändern. Wenn Herr Venizelos irgendwelches populistisches Geschwätz absondert, kann er das tun, aber die Deutschen können es sich aufgrund ihrer Position nicht erlauben, in ähnlichem Ton zu reagieren. Sie müssen im Prinzip immer das Gesamtwohl Europas im Auge haben. Das ist gelegentlich sehr anstrengend.

In Europa ist das Zeitalter der Großmachtkriege vorbei, aber im pazifischen Raum könnte es eine Neuauflage erleben. Die neue Weltmacht China kämpft dort um einen beherrschenden Platz im Zentrum des Geschehens. Wie konfliktträchtig ist diese Konstellation?

Das China von 2014 ist dem Deutschen Reich von 1914 in vielerlei Hinsicht ähnlich. Die Chinesen sind so stark, dass sich automatisch antihegemoniale Koalitionen um sie herum bilden, mit dem Effekt, dass auch sie unter Einkreisungsobsessionen leiden. In Ostasien fehlt außerdem eine starke historische Erfahrung vom verhängnisvollen Einfluss nationalistischer Grundströmungen in der Bevölkerung. Und es gibt, anders als in Europa, keine institutionellen Arrangements zur Deeskalation, keine Nato, keine EU, keine OSZE. Die große Landmacht China und die große Seemacht der Vereinigten Staaten stehen einander gegenüber, dazwischen Japan, der amerikanische Protégé und Erbfeind Chinas. Die Chinesen erwägen, eine Risikoflotte zu bauen; einen Flugzeugträger haben sie ja schon. Und die kleinen Inseln im Ostchinesischen Meer könnten zum pazifischen Balkan werden. Man soll solche Analogien nicht übertreiben. Die nukleare Bewaffnung hat so vieles verändert, sie hat dazu geführt, dass beispielsweise der Korea- oder der Vietnam-Krieg immer lokal blieben. Aber das heißt nicht, dass wir uns darauf verlassen können. Das Argument, Amerikaner und Chinesen seien ökonomisch so eng verflochten, dass da gar nichts passieren könne, zieht nicht. Das waren Deutschland und Großbritannien auch. Auch der Hinweis darauf, dass es in anderen Fällen immer gutgegangen sei, ist nicht hilfreich. Auch die Europäer konnten sagen, dass es im Libyen-Krieg von 1911 und den Balkankriegen von 1912/13 doch gutgegangen war und man die Konflikte lokalisiert hatte. Im Juli 1914 ist das dann nicht mehr gelungen.

TV-Vorschau: Geschichte der DDR

Da hat der Genosse gerade noch eine Dauerwelle erwischt 98,54

VIDEOS

28.01.2014 · Vorstoß in Grauzonen: Das ZDF zeigt mit dem Zweiteiler „Nicht alles war schlecht“, dass man die Geschichte der DDR mit ironischer Grundierung wunderbar erzählen kann.

Von REGINA MÖNCH

[Artikel](#) [Bilder](#) (1) [Lesermeinungen](#) (3)



© ANDRÄ© BÄ¶HM

Moderator Constantin von Jascheroff lässt sich eine neue, alte Frisur verpassen.

Der Satz „Es war nicht alles schlecht“ gehört zu den Allzweckwaffen im Aufklärungsgeschäft über das wahre Leben in der DDR. Wenn er fällt, sind Diskussionen fast immer am Endpunkt und die Missverständnisse auf dem Höhepunkt. Dann geht nichts mehr, und jeder verschanzte sich hinter seiner Verteidigungslinie.

Ironisch abgewandelt, aber führt er sicher - und noch jedes Klischee ad absurdum - durch die zweiteilige, sehr unterhaltsame Dokumentation von Kristin Siebert und Karlo Malmedie (Buch), als roter Faden durch höchst unterschiedliche Berichte über das alltägliche Leben in nun schon sehr ferner Zeit. Ohne Pathos und pädagogische Zeigefinger wird das Urteil dem Zuschauer überlassen, eine selten gewordene Tugend auch im Fernsehen. Nicht einmal eine Datsche und ähnlich öde Stereotype braucht es, um ein Bild dieser entschwundenen Welt zu zeichnen, deren Filmprotagonisten sie zumeist als Kinder oder noch sehr jung erlebten. Und Roland Jahn, heute Chef der Stasi-Unterlagen-Behörde, sagt darum, was viele vielleicht überraschen mag: „Wir haben ein schönes Leben in der DDR gehabt, nicht wegen, sondern trotz des Staates.“

Urkomisch und sehr überzeugend

Der Dokumentation gelingt mit ihrer ironischen Grundierung, was vielen gutgemeinten Ausstellungen, Filmen und Büchern über den Alltag in der DDR nicht gut gerät, weil sie zu viel Schwarz und Weiß, streng getrennt, verwenden. „Nicht alles war schlecht“ stößt in die Grauzonen vor, es darf gelacht werden, und nicht selten bleibt einem das Lachen nach der nächsten Szene im Halse stecken, weil die Abgründe dieser vermeintlich durchkontrollierten und durchgeplanten Gesellschaft erschreckend tief sind. Eigensinnige Selbstbehauptung und die Sehnsucht nach dem richtigen Leben sind das Gift, das zersetzt, was greise Staatslenker ihrem Volk als zu enges Lebenskorsett anpassen wollten. Was en passant auch erklärt, warum sich so viele entschieden wegzugehen, und was die Dagebliebenen schließlich auf die Straße trieb.

© ZDF

Wohlthuend: der Schauspieler Constantin von Jascheroff, der durch die Episoden führt, leichtfüßig, neugierig und ohne dieses angemäßte Pathos, das sich ähnlich Spätgeborene neuerdings gern zulegen, um sich eine tragisch umwölkte, weil DDR-geprägte Kindheit zuzulegen. Er war drei, als seine Eltern in den Westen gingen, also eigentlich ahnungslos. Die erste Szene, urkomisch und sehr überzeugend, spielt im Friseursalon. Der Friseur erfüllt Jascheroff einen Wunsch: Er verpasst ihm eine Dauerwelle. Straff und eng werden ihm

Holzwickel um die Haare gedreht, und der Friseur erklärt, dass die Zutaten für dieses begehrte Martyrium nicht ohne weiteres zu bekommen waren.

© ZDF

Denn: „Der gemeine DDR-Bürger hat es nicht bekommen, sondern er hat es erwischt!“ Etwas „erwischen“ ist das Synonym für eine Mangelgesellschaft, in der archaische Fähigkeiten wie das Jagen, Sammeln und Tauschen der Schlüssel zum besseren Leben waren. Dass es sich dabei auch um eine absurde Lebenszeitverschwendung handelte, erzählen die prominenten Zeugen der Zeit, und keiner hinterlässt den Eindruck, dies sei ein nachahmenswertes Projekt gewesen. Nie wieder für ein altes Auto den doppelten Einkaufspreis bezahlen, nie wieder an leeren Fließbändern vollbeschäftigt auf Material warten, das nie kommt, und seien es die Dosen für die Fische in der Fischfabrik.

Dauerbevormundung, die Phantasie und Lebensträume erstickte

Die Moderatorin Andrea Kriewel darf behaupten, die DDR sei in Sachen Frauen-Emanzipation Weltspitze gewesen und gewissermaßen Vorreiter. Die wohldosierten Fakten - alle gingen arbeiten, die Kinder betreut, scheiden lassen war nicht teuer -, widerlegen die Legende von den freien Frauen unaufgeregt. Eine Erzieherin erzählt, wie das wirklich war mit der Rundum-Kinderbetreuung, und Ulrike Poppe, wie hysterisch die „Staatsorgane“ auf ihren Kinderladen reagierten. Der war im System nicht vorgesehen, ein Rollkommando der Stasi wurde darum geschickt, um die illegitime Kinderinsel brutal zu zerstören: Freiheit im Keim ersticken.

Dass gerade das die Staatsmacht immer schlechter vermochte, ist inzwischen Allgemeinplatz. Man ist überrascht, dass es doch immer wieder gelingt, neue, unbekannte Filmsequenzen aus den Archiven zu bergen, die diese Geschichten, mit wohldosierten Fakten untersetzt, so erzählen, dass sich von selbst erklärt, warum sich vor fast 25 Jahren so viele Menschen aus dieser Dauerbevormundung, die Phantasie und Lebensträume erstickte, selbst befreiten. Warum das vermeintliche Arbeiterparadies auch bei gutem Willen nur schwer zu ertragen war, es die einen, zum Beispiel Roland Jahn oder Ulrike Poppe, schafften, sich zu widersetzen, und andere aus begreiflichen Gründen sich anpassten, woran viele nicht selten verzweifelten. Ein gelungener Film, der Lügen und Legenden, ernst und unterhaltsam, entzaubert.

[Zur Homepage FAZ.NET](#)

Der erste Teil von Nicht alles war schlecht läuft heute um 20.15 Uhr im ZDF, der zweite Teil zur selben Zeit am Dienstag in einer Woche.

Quelle: F.A.Z.

Die große Koalition und die Rente

Verführt zu Wahlgeschenken 98,56

28.01.2014 · Die große Koalition kümmert sich derzeit vor allem um das Wohl der Älteren. Weil die Wähler immer älter werden, kann kaum ein Politiker der Verführung zu Wahlgeschenken widerstehen.

Von HOLGER STELTZNER



© EILMES, WOLFGANG Beim Tanztee in Frankfurt

Kaum ein Thema treibt Politik, Wirtschaft und Gesellschaft mehr um als die Rente. Die politische Agenda folgt der raschen Alterung der deutschen Bevölkerung. Wie stark die Älteren mittlerweile das Bild unserer Städte und Gemeinden prägen, fällt dann besonders ins Auge, wenn man aus den jungen Ländern Asiens nach Deutschland zurückkehrt. Da ist es nur folgerichtig, wenn hierzulande auch die Wahl von Älteren entschieden wird.

Das belegen jetzt Zahlen des Statistischen Bundesamts. Bei der letzten Bundestagswahl stellte die Generation ab 60 Jahre mit 21,3 Millionen mehr als doppelt so viele Wahlberechtigte wie die jüngere Generation unter 30 Jahren. Da die Älteren auch noch besonders eifrige Wähler sind und obendrein viele Jüngere auf die Stimmabgabe verzichten haben, ist der Einfluss der Alten auf das Wahlergebnis noch größer als es ihrer Zahl entspricht.

Die Union hat mit ihrem zentralen Thema „Mütterrente“ wahltaktisch ins Schwarze getroffen. Die CDU gewann damit bei den Frauen deutlich mehr Stimmen als bei den Männern und erzielte ihr bestes Ergebnis bei Wählerinnen und Wählern ab 70 Jahren. Auch die SPD profitierte mit ihrem Vorhaben „Rente mit 63“ bei Älteren. Nun bedient die große Koalition mit Wohltaten im Volumen von etwa 200 Milliarden Euro die eigenen Wähler: hier die Mutter mit einem kleinen Rentenaufschlag, dort den Facharbeiter mit der Frührente.

Die „Rente mit 67“ war der richtige Weg

Ja, es ist willkürlich, dass vor 1992 geborene Kinder in der Rente anders zählen als später geborene. Aber das gilt für viele andere Stichtagsregeln auch, etwa den Wegfall der Berufsunfähigkeitsrente für Arbeitnehmer, die nach 1960 geboren sind. Dennoch sind die Ziele früherer Rentenreformen weiterhin aktuell. Die Leute sollen mehr Kinder bekommen – und die Arbeitnehmer müssen vor zu hohen Beitragslasten geschützt werden.

Richtig bleibt auch das Anliegen der „Rente mit 67“ (von einer großen Koalition unter Kanzlerin Merkel beschlossen): Die Menschen werden älter und bekommen länger Rente; also braucht es eine neue Balance zwischen den Generationen. Aber der Verführung durch kurzfristig wirksame Wahlgeschenke kann kaum ein Politiker widerstehen. Was sollen da die Jungen tun, von denen viele das Thema Rente nicht mehr hören können? Müssen sie mit den Füßen abstimmen?

01/28/2014 03:07 PM

Foreign Policy Rethink

Germany Weighs Stronger Military Role 98,57

By Ralf Neukirch and [Gordon Repinski](#)

Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier and Defense Minister Ursula von der Leyen want Germany to assume a greater role in world affairs, including military missions abroad. Their stance marks a break with Angela Merkel's policy of restraint.

Last Tuesday's meeting between German Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier and his French counterpart Laurent Fabius could hardly have been more harmonious. Dark-gray suits, white shirts, blue ties -- the two looked as if they had even coordinated their clothing as they faced the press. Steinmeier said he already felt at home after visiting the French Foreign Ministry for the third time in two weeks. Fabius politely praised his friendship with dear "Frank-Walter."

Relations between Berlin and Paris are better than they've been in a long time, and that's evident not just in the effusive exchanges of pleasantries. The French now want to follow the German example in economic policy, after two years of resisting it. Berlin in turn wants to provide Paris with stronger support in [military missions in Africa](#) in future. "Europe can't leave France on its own," said Steinmeier.

That's a big step not just for France, but for Germany as well. The new German government, inaugurated just a month ago, is charting a new course in foreign policy. The central question under Steinmeier's predecessor, Guido Westerwelle, was: "How can we keep out of armed conflicts?" Westerwelle favored a [culture of military restraint](#), which meant leaving unpleasant tasks up to others.

Now, two ministers from Chancellor Angela Merkel's new coalition, which pairs her conservatives with the center-left Social Democrats, have set about abandoning Westerwelle's legacy. Steinmeier and Defense Minister Ursula von der Leyen believe that an economic powerhouse like Germany can't continue to stand on the sidelines. They want to show Germany's allies that the country can be relied upon. "We can't look away when murder and rape are taking place daily," von der Leyen told SPIEGEL in an interview.

Unwilling When Things Got Dangerous

The new approach has already led to concrete policy changes. Germany plans to dispatch more troops to support France's campaign against Islamists in Mali. The government is also considering providing military aircraft for transport and medical evacuation in the Central African Republic. This course isn't entirely new. When he was chief of staff to Chancellor Gerhard Schröder between 1998 and 2005, Steinmeier helped formulate a bolder German foreign policy. Steinmeier doesn't want to push Germany into foreign military adventures. But he, like von der Leyen, has realized the damage Westerwelle did with speeches calling for a "policy of military restraint."

Westerwelle's stance was in keeping with the passive role West Germany played during the Cold War, before Germany attained full sovereignty with unification. Although his position was mainly motivated by domestic politics, it went along with a veiled accusation that London, Paris and Washington were too trigger-happy. And Germany's partners didn't appreciate that. Germany gained a reputation as a moralistic nation keen to wag its finger, but unwilling to get involved when things got dangerous.

Steinmeier and von der Leyen want that to change. "We want to reactivate the Foreign Ministry," State Secretary Markus Ederer, a close confidante of Steinmeier, said last week. Another high-ranking official in the ministry put it even more clearly: "It's getting harder each month to justify a policy of military restraint."

Von der Leyen agrees. She wants to use the Defense Ministry to forge a common European security policy, and to put Germany, and herself, of course, at the forefront of this development. But the project will only be credible if Germany really does sign up to dangerous deployments.

Merkel Disillusioned With Military Missions

The position adopted by the two ministers runs counter to the policy Merkel has pursued over the last four years. Merkel didn't stop the plans for an increased mission in Mali but her aides have tried to avoid creating the impression that it's part of a policy change. "There is no fundamental change regarding foreign missions," said a senior official in the Chancellery.

In her eight years in office thus far, Merkel has lost faith in the notion that military intervention can bring about improvements. She was particularly disillusioned by the German army's mission in Afghanistan. In addition, she tends to be influenced by opinion polls, which show that Germans are skeptical about the army engaging in combat missions.

The result is that Germany's foreign policy course promises to be a matter of debate in Merkel's cabinet in the coming years. Just how delicate the situation has already become was made clear two weeks ago.

Merkel, von der Leyen, Steinmeier and SPD head Sigmar Gabriel met on the sidelines of a cabinet meeting ahead of a meeting of EU foreign ministers, set for the following Monday, to address ways in which Europe could better support the French military mission in Africa. It was clear that Berlin would have to arrive at a common position.

At an EU summit in December, Merkel had responded negatively to the French desire for stronger European support. Now, however, she declined to use her veto. She wanted to send the French a message that they wouldn't be left alone. But it became clear just how wary Merkel is of the military mission when she noted that a parliamentary majority was necessary for the operation. Her message was clear: A final decision had not yet been made.

Still, Steinmeier and von der Leyen could mark down Merkel's preliminary change of heart as a success. Even before he took his oath, the foreign minister had given thought to how he might be able to recoup some of the influence his office had lost to the Chancellery in recent years. He knows that even small steps are valuable.

Offer to Destroy Syrian Chemical Weapons

Immediately after taking office last December, Steinmeier explored whether it would be possible for Syrian chemical weapons to be brought to Germany for destruction. His predecessor, Guido Westerwelle, had been opposed to the idea, fearing that transports of chemical weapons could be met with the kind of violent and impassioned protests that accompany shipments of radioactive waste in the country. Indeed, when Merkel's foreign policy advisor Christoph Heusgen said last November that Germany could play a role in eliminating Syrian chemical weapons, Merkel's spokesman Steffen Seibert quickly voiced disapproval. Merkel did not want to risk conflict with Westerwelle on the issue.

From Steinmeier's point of view, the destruction of Syrian chemical weapons offers a prime opportunity for Germany to demonstrate its willingness to take on responsibility without having to take much risk. Von der Leyen agreed during a meeting between the two earlier this month. Together, they convinced Merkel.

Steinmeier would also like to become more involved in Europe than his predecessor was. French Foreign Minister Fabius could hardly hide his contempt for Westerwelle when the two met. Now, he has expressed his

willingness to join Steinmeier on trips. "The Foreign Ministry has realized that the key to the European project is to be found in French-German relations," says Ulrike Guérot from the Open Society Initiative for Europe.

Volker Perthes, director of the German Institute for International and Security Affairs, also believes that the step toward France taken by the defense minister and foreign minister is an important one. "Such signals are often the prerequisite for substantive changes," he says.

The key question remains, however, whether von der Leyen and Steinmeier can jointly make inroads on the foreign policy domain of Merkel's Chancellery. The fact that the two have similar ideas about Germany's role in the world will certainly help. Steinmeier would like to strengthen European institutions while von der Leyen, in her previous role as labor minister, voiced her support for a "United States of Europe." Merkel, on the other hand, has little time for such musings. She has enough on her plate.

Traditionally, however, the Foreign Ministry and the Defense Ministry have been locked in bitter competition, which will not make it easy to maintain lasting harmony. Furthermore, von der Leyen is still unsure as to how much she should trust Steinmeier. When the plans for Germany's Mali mission found their way into the *Süddeutsche Zeitung* newspaper earlier this month, von der Leyen immediately suspected that Steinmeier was behind the indiscretion. The Foreign Ministry denied it, but the defense minister was not convinced.

Still, the two plan to present themselves as representatives of a changed Germany at the Munich Security Conference, which begins on Friday. In recent years, Berlin has been in the uncomfortable position of having to defend its passivity at the conference. This year, the Germans want to change the narrative.

It is a message that German head of state, President Joachim Gauck, plans to deliver as well. In his opening speech, Gauck plans to call on Germans to recognize their place in the world, according to plans from his office.

Call for Joint European Defense Policy

Defense Minister von der Leyen is not only interested in improving Germany's image among its allies. Rather, she would also like to develop a joint European defense policy worthy of the name. Thus far, such plans have always failed in the face of opposition from countries such as France and Great Britain, which wouldn't dream of delegating any control over their militaries to Brussels, thus sacrificing a portion of their sovereignty.

Von der Leyen is hopeful that Paris and London might begin reconsidering their stance given the increasing spending squeeze that all European governments are feeling. Defense budgets are shrinking and even large countries are beginning to wonder if it is worth buying expensive transport aircraft or fighter jets when their ally across the border already has such planes sitting in their hangars.

Such pooling and sharing of military capabilities is thus far nothing more than theory, for which Germany is partially to blame. In the wake of Berlin's Security Council abstention on Libya in 2011, Germany withdrew its troops even from its AWACS surveillance flights over the Mediterranean. France and Great Britain do not want to become dependent on German capabilities that they might not be able to use in case of need.

Von der Leyen would like to increase Germany's credibility and has even broached the topic of a joint European army. Just one year ago, her predecessor Thomas de Maizière rejected the concept at the Munich Security Conference.

Just how far Steinmeier and von der Leyen get with their new policy ideas depends to a large degree on Merkel. In recent years, the Chancellery was not always happy about Westerwelle's choice of words, but it supported his policy of military restraint.

Merkel believes that Germany's foreign policy role should be primarily that of enabling allies in difficult regions to solve crises themselves. To that end, she has authorized substantial exports of German weapons to authoritarian countries like Indonesia and Saudi Arabia.

Last week, during a cabinet retreat near Berlin, Steinmeier and von der Leyen presented their vision of a new German foreign policy, with the foreign minister focusing on Mali and the defense minister speaking about Central Africa. When they were finished, Merkel said: "I am not now going to say yes or no to the mission." One could hardly come up with a more precise formulation of her approach to policy.

01/28/2014 04:43 PM

French Economics Minister

'There Is No German Model for France' 98,61

Interview by Britta Sandberg and Mathieu von Rohr

In an interview, French Economics Minister Pierre Moscovici discusses President Hollande's decision to implement structural reforms, his friendship with Wolfgang Schäuble and criticism of France he believes is unjust.

French Economics and Finance Minister Pierre Moscovici greets the journalists in a small lounge inside the Economics Ministry in Paris' Bercy district, with a view of the Seine River and a table set for lunch. In true French fashion, Moscovici likes to conduct his interviews over a meal. The menu on this day consists of lamb skewers and mousse au chocolat. The economics minister has just returned from Elysée Palace, where he discussed austerity measures with President François Hollande. Right after the interview, he'll be heading to the World Economic Summit in Davos.

Moscovici, 56, had previously been considered a reform-minded politician who was unable to push his ideas through. However, following Hollande's well-received reform speech earlier this month, in which he announced planned cuts in government expenditures and non-wage labor costs, it appears Moscovici has emerged the victor.

SPIEGEL: Mr. Moscovici, can you please explain to us the difference between a Socialist and a Social Democrat?

Moscovici: To be a Social Democrat means for one to accept entirely reformist goals. And it means to count on social dialogue and on compromises to achieve them. But in their search for equality and justice, the Social Democrats still belong to the Socialist movement.

SPIEGEL: In his speech on reforms, François Hollande described himself as a Social Democrat for the first time. It was seen as a sort of coming out. Why do you think that caused such a sensation?

Moscovici: Every country wants to protect its own model, its identity. If an SPD government minister in Germany were to suddenly describe him or herself as a Socialist, it would be tantamount to that person trying to reverse the historical (SPD) party program from Bad Godesberg (in 1959, when the party disavowed itself from its previous Marxist ideology). What we have in France is a Socialist tradition. And if we now commit ourselves to Social Democracy, then we are recognizing the importance of reforms and social dialogue. It's an evolution in words, which also shows a political and ideological direction.

SPIEGEL: You have always described yourself as a Social Democrat. Did you personally contribute to the president's transformation?

Moscovici: I have known François Hollande for 30 years, since we were two young professors at Sciences Po (university in Paris). He has always been a reformer, a European and a Social Democrat. But it also true that it's a good thing to call things by their name. He has just done this and these are his political convictions.

SPIEGEL: Does that mean that France is going to become a little bit more German? And Germany, through its "grand coalition" government between Merkel's conservatives and the center-left Social Democrats, a little more French?

Moscovici: There is no German model for France in the same way that there is no French model for Germany. However, on some issues we can provide each other with mutual inspiration. For example, we are in need of structural reforms. Germany, on the other hand, might have to boost its domestic demand.

SPIEGEL: The new government is trying to do that by introducing Germany's first-ever national minimum wage.

Moscovici: We can make suggestions, but we cannot impose on each other. What's important is that we see each other constantly and talk to each other. This is also what the French-German Economic and Financial Council is about, which German Finance Minister Wolfgang Schäuble is attending. It's also the first time we're having (Economics and Energy Minister) Sigmar Gabriel. And without wanting to offend his predecessor Philipp Rösler, I believe that Gabriel will have greater weight in this function.

SPIEGEL: There have been some differences between Angela Merkel and François Hollande. So how are relations between you and Finance Minister Wolfgang Schäuble?

Moscovici: I probably see him more than I see most of my French colleagues. I am connected by a true friendship with him -- even if he says that he wouldn't vote for my party if he were a Frenchman. That is also true for me. We have an understanding of each other because we both share the same European convictions. Schäuble supported me when I had to explain in Brussels that France needed more time in order to reduce our deficit.

SPIEGEL: Did this trust exist from the very beginning?

Moscovici: Schäuble and I clicked right away. On my first real day of work at the ministry, it was Ascension Day, I immediately called him. Four days later I flew to Berlin with my people, but I told them to stay outside and spoke alone with Schäuble for 45 minutes. I told him: First, we both need a direct line. And, second: This new French government is European and it wants to reform. We exchanged mobile phone numbers and were immediately on a first-name basis.

SPIEGEL: After a difficult start, are better times now beginning for German and French relations?

Moscovici: I both agree and disagree with that. Our relationship is very good, but it could still be improved. Now that the euro zone has been stabilized, we have to go even further with the new German government. We have to think about how we can strengthen growth in Europe and we also need to implement the German-French compromise on the banking union agreed to in December.

SPIEGEL: European Parliament President Martin Schulz wants to allow the banking union to fail because he says it does not go far enough.

Moscovici: The European finance ministers have a deal that is the product of tough negotiations. We can improve it in further talks with the parliament, the European Council (the powerful body representing the leaders and ministers of EU member states) and the EU Commission, but parliament really needs to know that this agreement exists and cannot simply be derailed. It can be improved, but it must be implemented.

SPIEGEL: Germany was often accused of egoism in its approach in addressing the euro crisis -- also by the French.

Moscovici: There are concerns in Germany that I can understand. I would not call that egoism. I can understand that the Germans want to protect their public finances and their citizens' assets. I was never one of those who said: Do not worry, Germany will pay. Yet the Germans must also understand that courageous instruments aimed at mutualization (of debt) are also in their interest -- because the stronger its partners are, the stronger Germany will be.

SPIEGEL: Few are as vocal as you in defending against criticism from abroad that you find to be unjust. You even speak of "French bashing".

Moscovici: I am not Monsieur Everything Is Swell. I know the problems with our economy. And yet it is still strong - we are the world's fifth biggest economic power. I object to it when people describe us as a country in decline, a paralyzed nation that is incapable of reforming itself.

SPIEGEL: So why is President Hollande only just now making his reform announcements? Why didn't the about-face come sooner?

Moscovici: But there has not been an about-face! Our policies today are the continuation of our previous policies. We are, however, moving ahead more quickly and more forcefully.

SPIEGEL: If this isn't an about-face, then why is the opposition applauding you? And why are some leftists accusing you of pursuing right-wing policies? Nobel Prize for Economics recipient Paul Krugman has [criticized](#) the moves as well.

Moscovici: Paul Krugman is an economist who has long supported us, and I think that he will continue to recognize our efforts. The French right has dreamed of returning to power by seeing us fail, and many of their politicians are criticizing us like Pavlovian dogs. But some, including former Prime Minister Alain Juppé and Jean-Pierre Raffarin, have reacted more positively, because the most important thing is the interest of the country.

SPIEGEL: You said already in mid-2012 that you would like to reduce non-wage labor costs, but Hollande didn't react at the time.

Moscovici: In politics, there are moments. It is always easy to rewrite history and ask today why you didn't do it in 2012, or why your predecessor didn't do it in 2010 or 2005. We have been losing competitiveness for 10 years now. If we want to catch up, and do not want to continue to stay in the average in the euro zone, then we have to act now.

SPIEGEL: What concrete measures will now follow the announcements?

Moscovici: First, we are resolved to implement decisive savings in government spending. I have just come out of a meeting of the new expert council for public expenditures that the president invited to Elysée Palace for the first time today. We plan to save €75 billion (\$102 billion) within this five-year term and reduce the ratio of government expenditures to gross national product from a current level of 57 to 53 percent. Second, we are reducing non-wage labor costs more massively than ever before. Third, we will reform the corporate tax to create a more favorable environment for job creation and investment. Fourth, we will remove many complicated regulations for businesses.

SPIEGEL: Instead of publicly railing against entrepreneurs, you now want to work together with them?

Moscovici: We still quarrel sometimes. If everyone is now going to compare us with Gerhard Schröder, who surely did a lot for Germany, then I have to say: I do not view myself as the "comrade of the bosses" (a term used by Schröder's political enemies to describe his business-friendly policies). I am the minister of businesses.

SPIEGEL: Are you concerned about the kind of mass protests for which France is famous?

Moscovici: Many underestimate just how aware the French are of our need for change. It also depends on how one tackles it. For example, we undertook a pension reform and there were few protests.

SPIEGEL: Perhaps because many experts consider your pension reform to be puny.

Moscovici: That is not true! We have decided on more reforms in the past 20 months than our predecessor -- in the areas of labor market, pensions and vocational training, for example. Labor unions and employers have accepted them, and that is a new method for France.

SPIEGEL: Is it not possible that your reform program could drive voters to the right-wing populist Front National during the upcoming elections for the European Parliament in May?

Moscovici: I know the folks well who vote for the Front National. Why do they do it? Because they are afraid that the country is in decline, that our industry is collapsing. The best response to this party is for us to get the economy moving again.

SPIEGEL: It was not only President Hollande's reforms that surprised the world. Many were also surprised by revelations about his affair with an actress. Did that damage him in France?

Moscovici: Not at all. In surveys, more than three-quarters of all French people say that what is private should remain private. Personally, I think this is a very healthy reaction.

SPIEGEL: Mr. Moscovici, we thank you for this interview.

République du Centre: 2 dirigeants "retenus" 98,65

Publiée le 29/01/2014 à 06:07

Deux dirigeants du groupe Centre France/La Montagne ont été "retenus" cette nuit au siège de *La République du Centre* à Saran (Loiret) par des salariés protestant contre les modalités d'un plan social. "À la suite d'une nouvelle réunion avec les syndicats, et vu que les choses n'avancent pas, les salariés ont eu une réaction d'orgueil et ont décidé de retenir ces dirigeants pour la nuit", a déclaré un porte-parole, Christophe Bourdeau.

Gilles Cremillieux, secrétaire général du groupe, et Jérôme Rivière, directeur des ressources humaines, "sont bloqués dans les locaux, sans violence", par quelque 25 salariés, principalement des personnels techniques, a-t-il assuré.

"On a pris ça pour une vraie provocation"

Les salariés, en grève depuis le 18 janvier, protestent contre le montant de la prime supra légale proposée par la direction dans le cadre d'un plan social prévoyant la fermeture du centre d'impression et la suppression de 78 postes sur 145 à Saran.

"La direction a proposé mardi soir de porter cette prime de 7000 à 7500 euros : on a pris ça pour une vraie provocation", a expliqué M. Bourdeau. Les salariés réclament 62.000 euros. En raison de ce mouvement de grève, le quotidien n'a pas paru depuis 11 jours, hormis son édition dominicale.

À l'échelle du groupe, 230 emplois sont supprimés et le départ volontaire de 37 journalistes est demandé, pour réaliser une économie annuelle de fonctionnement de 16 millions d'euros.

À *La République du Centre*, la restructuration va se traduire par le licenciement de 51 personnes, dont la quarantaine de salariés du centre d'impression qui sera supprimé. En outre, 22 licenciements sont prévus à la régie publicitaire du titre et un plan de départs volontaires concerne cinq postes de journalistes.

Le groupe de presse Centre France/La Montagne détient huit quotidiens et une douzaine d'hebdomadaires (1200 personnes).

Centre France/La Montagne veut se réorienter sur le numérique et diversifier son offre, grâce à un investissement de 15 millions d'euros. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 223,5 millions d'euros en 2012 et mise, grâce à cette restructuration, sur 240 millions en 2016.

Der neue Streit um die Kriegsschuld von 1914 98,66

23 janvier 2014 [WELT online](#)

Die Debatte, wer für den Ausbruch des Ersten Weltkriegs die Verantwortung trägt, kommt hundert Jahre danach wieder in Fahrt. Deutschland oder alle Mächte? Historiker ringen um Antworten.

Als vor wenigen Wochen der konservative britische Erziehungsminister Michael Gove den "expansionistischen Kriegszielen Deutschlands" die Schuld am Ausbruch des Ersten Weltkriegs gab, war die Empörung groß. Zumindest in den Leserkomentaren der "Daily Mail", in der er seine Meinung ausgebreitet hatte.

Die Frage der Kriegsschuld, auf die die Sieger in Versailles noch eine eindeutige Antwort wussten, ist in Großbritannien offenbar wieder offen.

Dass das offenbar auch für Deutschland gilt, verbindet sich mit dem Namen eines Professors von der Universität Cambridge. Mit seinem Buch "Die Schlafwandler: Wie Europa in den Ersten Weltkrieg zog" hat der Historiker Christopher Clark einen Nerv getroffen. Elf Auflagen und mehr als 100.000 verkaufte Exemplare haben aus dem wissenschaftlichen 900-Seiten-Werk einen Bestseller gemacht. Seitdem haben die Vorbereitungen für das globale 100-Jahr-Gedenken des Kriegsausbruchs hierzulande eine Debatte provoziert, die sich einmal mehr um die Frage dreht: "Wer war schuld am Ausbruch des verheerenden Krieges?"

"Schlafwandler oder Brandstifter?" ist das Thema des Podiumsgesprächs, das die Körber-Stiftung und die Gerda Henkel Stiftung in ihrer Reihe History@Debate: Europe 14/14 am Freitag in Berlin veranstalten.

Unter der Moderation von Juliana Haubold-Stolle vom Deutschen Historischen Museum diskutieren die Historiker Gerd Krumeich und Sönke Neitzel sowie der Politikwissenschaftler Herfried Münkler. Per Livestream kann die Debatte online live in der "Welt" sowie in den Portalen der Stiftungen verfolgt werden. Zuschauer können sich via Twitter oder mit Kommentaren über L.I.S.A. der Henkel Stiftung beteiligen.

Dass die Debatte auch oder gerade unter deutschen Historikern und Publizisten geführt wird, hängt sicherlich mit der Leidenschaft zusammen, mit der in den 1960er-Jahren um die Thesen des Hamburger Historikers Fritz Fischer gestritten wurde. "Griff nach der Weltmacht" lautete sein Buch über den Ausbruch des Ersten Weltkriegs, für den Fischer bis zuletzt die deutschen Eliten verantwortlich machte. Seine Kollegen begründeten schließlich ihren Burgfrieden darüber mit der Formulierung, dass Deutschland zwar keine Alleinschuld, wohl aber ein substanzieller Teil der Verantwortung für den Kriegsausbruch zukam.

International ist diese "Fischer light"-Orthodoxie weitgehend überholt. Längst wird der Kriegsausbruch 1914 nicht mehr - wie lange Zeit üblich - als die Schuld eines Staates, Deutschlands und/oder Österreich-Ungarns, gewertet, "sondern vielmehr als Folge einer gesamteuropäischen Krise", hat Sönke Neitzel, Professor an der London School of Economics, in der "Welt" soeben ausgeführt. Christopher Clark sei nur der wortgewaltigste unter einer ganzen Reihe von Historikern, die in diese Richtung argumentieren.

Zu ihnen gehört auch Herfried Münkler, Professor an der Humboldt-Universität Berlin. Auch er wählt in seiner neuen Studie "Der Große Krieg: Die Welt 1914 bis 1918" eine internationale Perspektive. 1914 sei Deutschland alles andere als kriegsbereit gewesen. Die Munitionsvorräte hätten nur für wenige Monate gereicht. Frankreich dagegen verfügte über einen größeren Anteil an eingezogenen Wehrpflichtigen, von Russland ganz zu schweigen. Schon Clark hat in der massiven wirtschaftlichen und militärischen Förderung des aggressiven serbischen Nationalismus' eine zentrale Ursache für die Destabilisierung des europäischen Mächtesystems ausgemacht.

Der Düsseldorfer Emeritus Gerd Krumeich, einer der führenden deutschen Weltkriegs-Spezialisten, hält dagegen trotz aller Einwände an seiner alten Position fest. Es gebe eine weitergehende Verantwortlichkeit, die alle imperialistischen Mächte betreffen würde. Und es gebe eine nähere Kriegsschuld. "Die entscheidende Frage ist, wer im Juli 1914 auf den Knopf gedrückt hat. Das waren eindeutig die Deutschen", sagte Krumeich unlängst in einem Interview.

Krumeich oder der britische Erziehungsminister Dove stützen sich dabei auf die politischen Winkelzüge und ihre Motive, die die deutsche Führung während der Julikrise 1914 leiteten. Tatsächlich haben sich die Politiker und Militärs des Kaiserreichs dabei buchstäblich verzoct. Aber sie waren nicht allein, mussten mit den Bällen, die ihnen zugespielt wurden, umgehen und sich dabei auf einem Spielfeld bewegen, das von allen Großmächten präpariert worden war.

Daher zählen Perspektiven und Methoden zu den Schwerpunkten auf dem Berliner Podium. Andere sind die unterschiedlichen Erzähltraditionen, die sich in den beteiligten Ländern ausgebildet haben, sowie die aktuellen Reaktionen in der Öffentlichkeit.

Und es geht auch um die Frage, welche Intentionen die nationalen Meistererzählungen vom Ersten Weltkrieg antrieben und immer noch antreiben. In Deutschland hatte das sehr viel mit einem sozialpädagogischen Konstrukt zu tun, das vom Holocaust über den Zweiten Weltkrieg zu Hitler und den Ausbruch des Ersten Weltkriegs führte. Die Sühne in dieser "säkularisierten Geschichtstheologie" (Heinrich August Winkler) sei gleichsam die deutsche Teilung gewesen, deren Ende nicht wenige Historiker und Publizisten 1989 unsanft überrascht hat.

Gleichwohl gibt sich Krumeich kämpferisch: "Es gibt ein Publikum in Deutschland, das offensichtlich noch die Sehnsucht hat nach einem reinen Deutschland, wo nicht alles auf Hitler zugelaufen ist." Die Debatte im Berliner Sitz der Körber-Stiftung verspricht spannend zu werden.

A Mafia Legacy Taints the Earth in Southern Italy 98,68

By JIM YARDLEYJAN. 29, 2014



In Southern Italy, a Mob Legacy of Toxic Waste

Nadia Shira Cohen for The New York Times

CASAL DI PRINCIPE, Italy — The Italian state arrived in the heartland of the Camorra mafia this month bearing a backhoe. Police officers in polished black boots posed for television cameras as the backhoe clawed into an overgrown field, searching for barrels of toxic waste or some other illegal industrial sarcophagi.

Two jailed mafia informants had identified the field as one of the secret sites where the Camorra had buried toxic waste, near a region north of Naples known as the Triangle of Death because of the emergence of clusters of cancer cases. One environmental group estimates that 10 million tons of toxic garbage has been illegally buried here since the early 1990s, earning billions of dollars for the mafia even as toxic substances leached into the soil and the water table.

While the dumping has been widely documented, the trash crisis has only worsened, as the parallel problem of the illegal burning of toxic waste has brought the region another nickname, the Land of Fires. With new revelations fueling public outrage, the question is whether the Italian government will confront the Camorra and clean up the mess — and whether the mess can be cleaned up at all.

“The environment here is poisoned,” said Dr. Alfredo Mazza, a cardiologist who documented an alarming rise in local cancer cases in a 2004 study published in the British medical journal *The Lancet*. “It’s impossible to clean it all up. The area is too vast.”

He added, “We’re living on top of a bomb.”

Garbage is a perennial problem in Italy as landfills run out of space, setting off periodic crises in cities like Rome and Naples. But the land of the Camorra, stretching from the Tyrrhenian Sea to the Apennine foothills, is a particularly vivid tableau of ruined beauty.

Garbage is strewn along highways, tossed beneath overpasses or dumped atop irrigation canals. Rats search for food amid discarded sheets of asbestos, broken computer screens and empty paint cans. Plumes of black smoke often rise, the entrails of trash illegally burned from distant hillsides or abandoned fields.

The landscape is a result of decades of secret dealings between manufacturers in Italy and beyond, who sought to avoid the high costs of legally disposing of hazardous waste, and the Camorra, one of Italy’s three main mafia organizations, which saw the potential to make huge profits by disposing of it illegally.

By burying the waste in its backyard near Naples and the surrounding region of Campania, where the Camorra was born, the mob ensured a measure of protection, and silence. Bosses often exert a powerful influence over the local economy and politicians, especially in small towns like Casal di Principe.

“The mafia has made money on the garbage,” said **Ciro Tufano**, 44, an accountant who has spent two decades pushing officials to clean up a toxic site near his home. “Politicians must have been aware, but they don’t care. Nobody was tracking this trail of garbage.”

The public has awakened in recent months, though, after a string of disclosures and protests that brought thousands of people onto the streets of Naples in November.

Some revelations came from the declassified 1997 testimony of **Carmin**e Schiavone, a former treasurer for the Casalesi clan, one of the most powerful Camorra factions. Speaking in secret to an investigative parliamentary committee, Mr. Schiavone had described nighttime operations in which mobsters wearing police uniforms supervised the burial of toxic garbage from as far away as Germany.

“We are talking about millions of tons,” Mr. Schiavone warned in his testimony 17 years ago, portraying an environmental disaster.

Then, the Italian newsmagazine *L’Espresso* published [a cover story](#) titled “Drink Naples and Then Die.” The article detailed a public health survey conducted in 2008 by the United States Navy, which has a base in Naples. The Navy study, which had not been publicized in Italy, found serious water contamination. It described “unacceptable risks” in some areas and recommended that all Americans stationed in the region use bottled water for drinking, food preparation and brushing teeth.

Last month, Prime Minister **Enrico Letta** approved a decree to increase prison sentences for illegally dumping or burning waste. This month, the government announced that a contingent of Italian soldiers would conduct anti-dumping patrols in the region.

“This is a response to an emergency situation,” said **Gen. Sergio Costa**, commander of the Naples region for Italy’s environmental police. “Politicians now have to respond because people are now marching on the streets.”

The digging operation with the backhoe this month was supposed to demonstrate the government’s newfound resolve. The location was just outside the usual parameters of the Triangle of Death dumping zone, but in a city synonymous with the Casalesi clan. Journalists were invited amid expectations that the backhoe would unearth canisters of hazardous waste. In 2008, a chemical truck had been discovered beneath a field a few miles away.

But what emerged after hours was dirt and skepticism. Officials said later that digging would continue for weeks and that quantities of asbestos and mud tainted by industrial waste had already been recovered. The owner of the land, **Stanislao Di Bello**, a lawyer who bought the plot in 1990 as an investment, watched the work from behind tinted glasses, unimpressed. He said the authorities had also excavated the land in the early 1990s but found nothing.

“Now, after 16 years, the movie repeats itself,” he said.

The biggest question is whether the buried toxic materials could cause a public health crisis. More than 500,000 people live in the region, and the *Lancet* study and other reports have documented cancer rates far above the national average. While no study has sought to prove a direct link, a World Health Organization report conducted with

national and local health institutions documented clusters of liver, kidney, pancreatic and other cancers in areas known as dump sites.

In the nearby town of Marigliano, the Rev. Giannino Pasquale has watched cancer spread swiftly among his parishioners. He opened the green ledger that serves as the parish death registry and counted for last year: 27 deaths, 10 from cancer. One of the parish's most dedicated volunteers died of pancreatic cancer in 2012, three years after his wife also died of cancer.

"My sense is that there is an agreement between the political parties and the Camorra," Father Pasquale said. "Just look around. Tires and asbestos are tossed on the sides of the roads. Why is it not possible to control this area?"

Luigi Sodano, 57, a member of the parish, has lost more than 60 pounds during his battle with pancreatic cancer. His mother has bladder cancer, his nephew has testicular cancer and his nephew's wife has breast cancer. He is so listless from radiation treatment that he rarely leaves his apartment.

"I'm his angel because I'm always with him," said his wife, Angela Dioguardi, 53.

General Costa, the environmental police commander, said the Camorra had stopped burying waste a few years ago and was now illegally shipping it to Eastern Europe or the Balkans. The acreage where waste is buried is relatively small, he said, but the risks are significantly higher because the dump sites are spread across such a large area.

"It flows all over the place," he said. "You can be a farmer who is unwittingly irrigating your land with polluted water."

Local farmers complain that prices are falling because wholesalers are leery of buying their produce. Concerns have also been raised about the region's famed mozzarella cheese, though General Costa said that production was tightly controlled and that no cases of contamination had occurred.

He recalled the early days of the garbage crisis, when he overheard a wiretapped conversation between a Camorra boss and another mobster.

"We're polluting our own house and our own land," the mobster said. "What are we going to drink?"

"You idiot," the boss replied. "We'll drink mineral water."

Wettbewerbsnachteil

Energieagentur warnt Europa vor zu teurer Energie 98,71

30.01.2014 · Amerika setzt auf Schiefergas und kann dadurch Energie für Unternehmen deutlich günstiger machen. Dieser Preisvorteil werde Europa „mindestens 20 Jahre“ belasten, sagen Forscher voraus.



© AFP  Amerika hat seine Energie billiger gemacht.

Günstige Energie ist ein großer Vorteil für die Industrie. Die Vereinigten Staaten haben mittels neuer Fördertechniken (Fracking) Strom und Erdgas billiger gemacht - und amerikanische Unternehmen infolgedessen konkurrenzfähiger.

Das führt vor allem in Europa zu wachsender Besorgnis. Denn viele europäische Länder stecken noch in der Wirtschaftsflaute. Und sehen, [wie sich zum Beispiel an einer aktuellen Initiative auch der EU-Kommission zeigt](#), in einer stärkeren Industrie einen Weg, dort endlich hinauszukommen.

Gerade in der Industrie spielen die Energiekosten aber eine wichtige Rolle: Nicht so sehr die absoluten Kosten, umso mehr aber, wie groß sie im Vergleich mit anderen Regionen der Welt sind.

Europas zahlt dreimal mehr für importiertes Gas

Der Energiepreis-Vorteil, den die Vereinigten Staaten sich erfördern haben in den vergangenen Jahren, könnte dabei größer sein und sich viel länger auswirken als bislang gedacht. Ziemlich dramatisch klingt eine aktuelle Warnung der Internationale Energieagentur: Europa könnte „mindestens 20 Jahre“ darunter leiden, dass Energie hier teurer ist als in Amerika.

Besonders energieintensive Branchen wie Eisen, Stahl und Petrochemie stünden unter Druck - ein Wirtschaftszweig, der in Europa rund 30 Millionen Menschen beschäftigt, hat die IEA errechnet. Fatih Birol, Chefökonom der IEA, warnt davor, das Problem zu unterschätzen oder klein zu reden. „Das ist etwas Neues und es ist strukturell“, sagte er der [„Financial Times“](#).

Für importiertes Gas zahlten die Europäer derzeit rund dreimal so viel wie die Amerikaner. Elektrizität für die Industrie koste doppelt so viel, fügte er hinzu.

Europa rät er, nach Wegen zu suchen, welche die Industrie wettbewerbsfähiger machen, zugleich aber mit dem Ziel, mehr für den Klimaschutz zu tun, vereinbar bleiben. Dazu zählten etwa eine größere Rolle für die Kernkraft, aus der sich zum Beispiel Deutschland gerade verabschiedet und mehr Energieeffizienz. Außerdem sollten die Europäer die Gas-Importpreise neu verhandeln. Und schließlich könnten sie auf Schiefergas setzen.

Dabei ist die Fracking-Technologie, die angewendet wird, um Schiefergas zu gewinnen, in Europa umstritten - nicht nur in Deutschland. [Und gerade erst haben Forscher ausgerechnet, dass der Fracking-Boom in den Vereinigten Staaten vielleicht auch schon bald wieder zu Ende ist](#)

Chômage des seniors : les propositions chocs de l'OCDE 98,72

Publié le 30/01/2014 à 11:03

Les derniers chiffres publiés lundi l'ont montré: le chômage des seniors n'en finit plus de grimper. Un mal français. Entre 2008 et 2011, 45% des seniors ont dû passer par la case chômage entre leur dernier emploi et leur retraite, souligne l'Organisation de coopération et de développement économiques ([OCDE](#)) dans un rapport publié ce jeudi sur l'emploi des seniors en France. Elle préconise des réformes draconiennes.

«Même s'il a remonté ces dernières années, le taux d'emploi des seniors en France reste parmi les plus faibles de la zone OCDE», attaque l'organisation dans son étude. Le constat se fait en deux temps. Alors que les 55-60 ans français sont moins au chômage que dans les pays étrangers, les 60-64 ans le sont beaucoup plus. Seuls un sur cinq en France a un emploi, contre un sur trois en Europe. Deux raisons à cela: ils partent plus tôt à la retraite et ne sont pas incités à retrouver un travail quand ils sont au chômage.

Raccourcir les droits au chômage des seniors

Les règles existantes incitent en effet, selon l'OCDE, les chômeurs âgés à attendre la retraite, ou ceux qui travaillent à quitter leur poste plus tôt et à attendre au chômage que sonne pour eux l'heure de la retraite. Dans la ligne de mire de l'Organisation, la rupture conventionnelle, qu'il faut «rendre moins attractive en fin de carrière pour les salariés et les entreprises». En effet, cette cessation de contrat de travail à l'amiable est particulièrement attractive pour les seniors les mieux rémunérés qui n'ont aucun intérêt, ensuite, à rechercher un emploi.

Deuxième dispositif contre-productif: les durées d'indemnisation chômage plus longues accordées aux 50 ans et plus. Les partenaires sociaux, qui [négocient actuellement une refonte de l'assurance-chômage](#), devraient «s'engager à supprimer progressivement la filière spécifique d'indemnisation pour les seniors». Une proposition esquissée par le patronat mais dont ne veulent pas entendre parler les syndicats. Il faudrait «au minimum» continue l'OCDE, «relever l'âge de l'accès à une indemnisation plus longue, par exemple à 62 ans». Les sommes utilisées pour indemniser les chômeurs âgés seraient ainsi mieux utilisées, explique l'organisation, pour financer leurs aides au retour à l'emploi.

Mieux cibler les contrats de génération

Le [contrat de génération](#) devrait, lui, cibler «les embauches de seniors de 55 ans ou plus peu qualifiés». En effet, «plus que le maintien dans l'emploi» que garantit actuellement le dispositif phare de [François Hollande](#) contre le chômage, c'est la «quasi absence de retour à l'emploi» qui est le «point faible» du marché du travail des seniors et sur lequel il faudrait donc agir.

L'OCDE porte enfin un jugement nuancé sur la réforme Ayrault des retraites et «émet des réserves sur l'ampleur des changements qui vont en résulter». Le rapport salue la création du compte pénibilité mais regrette que sa mise en œuvre «s'avère complexe». Il ne faut pas non plus que ce dispositif, qui permet de cumuler des points au titre des périodes de travail pénible (de nuit, sous températures extrêmes, etc.) généralise les départs anticipés au cours des prochaines décennies. Au contraire, le départ anticipé doit être l'option utilisée par les seniors «proches de la retraite en 2015» donc lorsque le compte entrera en vigueur, «et ne devienne pas la norme pour les salariés plus jeunes».

Pour l'OCDE, la France doit inciter les seniors à travailler 98,73

LE MONDE | 30.01.2014 à 11h14 • Mis à jour le 30.01.2014 à 12h32 | Par [Jean-Baptiste Chastand](#)

Haro sur les ruptures conventionnelles et la durée d'indemnisation du chômage des seniors. Alors que les chiffres du chômage publiés lundi 27 janvier ont fait état d'un bond du nombre de chômeurs de plus de 50 ans en 2013, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) fait des recommandations explosives, dans un rapport rendu public jeudi 30 janvier. Intitulé « Vieillesse et politique de l'emploi : mieux travailler avec l'âge », ce rapport estime en substance qu'il faut inciter davantage les seniors à travailler.

Car si la France a vu son taux d'emploi des seniors fortement progresser ces dernières années du fait du recul progressif de l'âge de départ en retraite et de la fin de tous les dispositifs publics de préretraites, l'OCDE estime que cela reste insuffisant. En 2012, seuls 44,5 % des Français âgés de 55 à 64 ans ont un emploi, contre 48 % pour l'ensemble des Européens et 54 % pour la moyenne des pays de l'OCDE.

Lire notre décryptage [20 mois de chômage en quatre courbes \(qui ne s'inversent pas\)](#)

Pour remonter ce taux, l'OCDE estime nécessaire de rendre « moins attractives » les ruptures conventionnelles en fin de carrière. « *Ce mode de rupture semble particulièrement attractif pour les seniors les mieux rémunérés et leurs employeurs mais s'accompagne rarement d'un retour à l'emploi après 58 ans* », défend l'organisation.

Elle rappelle ainsi que les ruptures conventionnelles représentent plus d'un quart des fins de CDI chez les 58-60 ans, contre 16 % pour l'ensemble des Français. Contrairement aux démissions, les ruptures conventionnelles permettent aux salariés de bénéficier de droits au chômage. Un système qui constitue dès lors des « *préretraites déguisées* », tranche l'OCDE.

Lire notre décryptage : [Précarité, emploi des femmes et des jeunes : trois décennies de France au travail](#)

D'autant que la durée d'indemnisation maximale des chômeurs de plus de 50 ans est de trois ans, contre deux pour le reste de la population. Une durée parmi les plus longues des pays membres de l'OCDE. Elle peut même atteindre sept ans pour les chômeurs qui ont atteint l'âge minimum légal de départ à la retraite, mais qui n'ont pas encore une durée de cotisation complète.

L'OCDE appelle syndicats et patronat, qui discutent actuellement des règles d'indemnisation des chômeurs, à « remettre en cause » cette « *filière longue* ». « *Les dépenses dégagées pourraient ainsi être mieux utilisées pour accompagner les chômeurs âgés vers l'emploi (...) en renforçant les aides de retour à l'emploi des seniors* », plaident les auteurs du rapport.

Les préconisations de l'OCDE vont faire d'autant plus de vagues que les ruptures conventionnelles connaissent un succès croissant depuis leur création en 2008, même si elles ont connu un léger reflux en 2013, avec 318 511 ruptures homologuées. La CGT réclame depuis plusieurs années leur « *encadrement* », en arguant qu'elles alourdissent le déficit de l'assurance-chômage. Mais le patronat comme la CFDT y restent de leur côté très attachés. Le sujet est si sensible que l'OCDE se garde bien de préciser comment il faudrait encadrer le dispositif, en demandant d'abord « *des évaluations rigoureuses* ».

Dans le reste de ses recommandations, l'organisme convient que les salariés ne sont pas les seuls responsables du retard français en matière d'emploi des seniors. L'OCDE pointe notamment les réticences à embaucher des plus de 50 ans côté employeurs, du fait « *de représentations négatives fondées notamment sur l'idée que les salaires seraient plus élevés que la productivité en fin de carrière* ». Pour contrer cette tendance, les auteurs du rapport demandent que les entreprises soient davantage contrôlées et sanctionnées.

Ils avancent l'idée « *d'utiliser régulièrement la méthode des candidatures fictives pour identifier la suspicion de discrimination d'une entreprise particulière* ». Une fois repérée, l'entreprise devrait faire elle-même la preuve qu'elle n'a pas de pratiques discriminantes.

Toutefois, si elle veut sanctionner les mauvaises pratiques des patrons, l'OCDE demande aussi aux syndicats d'accepter de revoir les grilles de salaire dans les entreprises pour « *reconsidérer la prise en compte automatique de l'âge et de l'ancienneté pour valoriser au contraire l'expérience (...) qui maintient la productivité des seniors* ». Il n'est pas sûr que les syndicats accueillent favorablement une telle idée.

The German mentality

Hail, the Swabian housewife 98,75

Views on economics, the euro and much else draw on a cultural archetype

Feb 1st 2014 | STUTTGART | [From the print edition](#)



THE Swabian housewife made her debut on the world stage in 2008, when Angela Merkel, neither Swabian nor a housewife but the chancellor of Germany, mentioned her at an event in (Swabian) Stuttgart. The American banks which were failing, she said, should have consulted a Swabian housewife because she could have told them how to deal with money.

“Yes, she’s a cliché, but much more than a cliché,” says Winfried Kretschmann with some pride, because “the Swabian housewife represents the starting point” in German thinking on the euro and fiscal management. As the (Green) premier of the rich south-western state of Baden-Württemberg, Mr Kretschmann should know.

Württemberg, as distinct from the former grand duchy of Baden with which it has now merged, is where most Swabians live (though as one of Germany’s traditional “tribes”, their turf stretches from Augsburg to Switzerland). They are known for their quaint dialect, which adds the diminutive “le” to almost any noun to make it sound cute, as well as for such delicacies as *Maultaschen*, pockets of dough filled with meat and vegetables. But above all they are famous for being frugal, hating debt and getting the best deal. “Buy British, *zahl schwäbisch*” (ie, pay Swabian), a British electronics vendor once advertised in a Baden-Württemberg newspaper.

“We used to be dirt-poor,” says Gerhard Raff, a historian of Swabia whose books in Swabian dialect are barely comprehensible to other Germans. *Viel Steine gibts und wenig Brot* (“We have many stones and little bread”), runs one old saying. Swabians in the 19th century responded by emigrating to America or Russia, or by becoming master innovators. Swabians revere their inventors—men such as Gottlieb Daimler and Robert Bosch, who spawned world-class firms—and poets and philosophers, including Schiller and Hegel.

That tinkering creativity is the flip side of Swabian frugality, says Mr Kretschmann, because “scarcity makes innovation”. *Maultaschen* came about when Swabian housewives wanted to reuse every last morsel and adapted

Italian ravioli. Their heirs are Baden-Württemberg's "hidden champions", according to Mr Kretschmann, the mainly family-owned firms that excel in tiny and often obscure products—ventilators, say, or ball bearings. To their owners, reusing every morsel means reinvesting the profits.

These traits stem from Pietism, thinks Andrea Lindlohr, a Green member of the state parliament. Pietism, which is to Lutheranism as Puritanism is to Anglicanism, dominates the psychological landscape of Swabia. ("We're the Piet Cong," jokes a real housewife.) It crops up in some surprising contexts, such as a minor controversy attacking Harry Potter novels for their embrace of superstition. But its main effect is to prize hard-working lives, with debt (*Schulden* in German) frowned upon as akin to guilt (*Schuld*).

This Swabian cultural cocktail is seen as so successful that it colours German attitudes to the euro crisis. Germany's prescription of austerity is most associated with Mrs Merkel. The daughter of a Lutheran pastor, she even gave a speech to the Pietists of Swabia last year. Her finance minister, Wolfgang Schäuble, is a native of Baden-Württemberg. Though technically from Baden, whose people consider themselves *bons vivants* beside Württemberg's Swabians, he still preaches to southern Europeans a good Pietist gospel of saving, hard work and self-improvement.

If the Swabian contribution to these attitudes is obvious, the emphasis on its female and domestic sides is also appropriate, Ursula Knupfer thinks. She is the spokeswoman for the Württemberg chapter of the German Association of Housewives. For a century her outfit has trained women in good housekeeping, from cooking good *Maultaschen* to watching the family purse. It is still going strong, with the only concession to a changing *Zeitgeist* being a rebranding in 2011 that put more emphasis on housekeeping than on wives (there are a few male members, says Mrs Knupfer).

Such frugal values are not just for southern Europe to learn from. "We Swabians look to Berlin and think: my, how loosely they're spending money up there, while we here think so hard about it," says Mrs Knupfer. Baden-Württemberg is one of three German states (with Bavaria and Hesse) that send money to the other 13. Just as Germany doesn't want a "transfer union" in Europe, so Swabians dislike the notion in Germany itself.

[From the print edition: Europe](#)

Charlemagne

The euro's hellhound 98,77

It is time to reform the troika that handles euro zone bail-outs

Feb 1st 2014 | From the print edition



IN GREEK mythology, Cerberus is the three-headed dog guarding the gates to Hades. In modern Greek politics, the troika is the three-headed monster that traps the country in an economic underworld. At the finance ministry in Athens, even the cleaning ladies shout “murderers” at visiting members of the troika. In Lisbon protest banners declare “Fuck the troika”. There is now a popular Portuguese neologism, *entroukado*, roughly meaning “economically screwed”.

As guardian of the creditors, the troika was never going to be loved. The trio of the International Monetary Fund, the European Commission and the European Central Bank was improvised at the time of the first Greek bail-out in May 2010. It has since been at the heart of other rescues, of Ireland, Portugal and, most recently, Cyprus. Increasingly, its role is being questioned. Is the monster ripping too much living flesh from the countries it is supposed to be saving? And who controls the beast anyway?

The European Parliament has begun an inquiry into the troika’s workings. MEPs have been visiting bailed-out countries and have summoned troika officials for a grilling. Socialists accuse the troika of incompetence, even of breaching social rights in the European Union treaties, and want it abolished. Conservatives say the troika was a necessary expedient that has proven its worth, but should be replaced over time. Both sides agree that it rests on a dubious legal base and is alarmingly unaccountable.

The troika is most bitterly criticised in Greece, and with some reason. Output there has fallen by a quarter since the start of the euro crisis and 27% of the population is out of work. Though Greece has, remarkably, achieved a primary budget surplus (ie, before interest payments) it is once again at odds with its creditors, who are holding back the next tranche of loans. The timing of the dispute is awkward. Greece holds the rotating EU presidency, and its weakened government risks being humiliated in May’s European elections by anti-troika

parties. Antonis Samaras, the conservative prime minister, claims the problem is caused by a fight between the IMF and the commission; Greece, he says, risks being trampled by “the two elephants”.

Indeed, the heads of the troika have often disagreed. The IMF only grudgingly accepted the ECB’s insistence that senior bondholders of Irish banks should be spared, increasing the burden on Irish taxpayers. The fund consistently argued, privately at first and then publicly, that the Europeans were pushing austerity too hard. Though it fudged the first Greek bail-out, it has become more hard-nosed in its reckoning of the sustainability of Greece’s huge debt. At first this suited Germany, supporting demands that private bondholders take losses to reduce the cost of a second bail-out (the idea horrified the ECB). Now the fund is inconvenient: reducing Greece’s debt credibly requires a write-off of official loans. Germany would rather stretch out maturities. But “extend and pretend” leaves a large overhang of debt and political uncertainty that deters investors.

Mr Samaras privately believes the IMF is taking a pessimistic view of its public finances to force Germany’s hand. He is telling the troika not to push too hard lest its demands boost the radical left-wing Syriza party, which leads the opinion polls. Germany, and by extension the commission, are sympathetic, even though Greece still has some way to go before running the big surpluses it needs to pay down the debt. For the IMF, the more serious deficit is the long list of unfulfilled structural reforms. If the Europeans really want to keep Syriza out of power, the best answer would be quickly to forgive a big chunk of debt.

The three heads of the troika have worked more or less amicably, but reform is overdue. To some extent the troika is already fading away. Ireland and Spain (which received a partial rescue for its banks) have ended their bail-out programmes and returned to the markets. Portugal might do the same this spring, perhaps helped by a precautionary line of credit. That leaves the original problem, Greece, and to a lesser extent Cyprus.

The euro’s dog days

Europhiles hope that a fully fledged European Monetary Fund, built around their rescue fund, the European Stability Mechanism, will one day take over from the IMF, and be subject to scrutiny by the European Parliament. But this would require treaty change to turn the ESM, now an inter-governmental body, into an EU institution. Germany (and other creditors) would have to agree to surrender control of their money. And getting the European Parliament involved in setting macroeconomic conditions is a recipe for paralysis.

An alternative option might be to leave the problem entirely, or principally, in the hands of the IMF. It has greater expertise and independence than the commission. True, it might not always have had enough money to finance the biggest European bail-outs. But in Greece it would have reduced the bill by cutting the debt sooner and more decisively, while in Ireland it would have bailed in senior bank creditors. The losses would thus have been imposed on those who deserved to bear them: the banks that lent cheap money to reckless borrowers.

Perhaps co-operation between the Europeans and the IMF will always be needed to deal with the unique problems of highly integrated countries locked in a single-currency zone, with a single interest rate. But the presence of the third head, the ECB, is clearly an anomaly. The central bank’s mandate does not stretch to bargaining over budget cuts and reforms to labour markets, or threatening to cut off liquidity if a country does not comply with its wishes. Now that the ECB is becoming the euro zone’s main bank supervisor, the conflict of interest is glaring. Its head should surely be the first to be lopped off.

Zahl der Niedriglöhner seit Jahren überschätzt 98,79

31.01.2014 · Die Korrektur einer Statistik der Bundesagentur für Arbeit liefert ein überraschendes Ergebnis: In Deutschland sind weitaus weniger Vollzeitarbeiter auf Hartz IV angewiesen als bisher vermutet.
Von DIETRICH CREUTZBURG, BERLIN

[Artikel](#) [Bilder](#) (1) [Lesermeinungen](#) (18)

In Deutschland sind weitaus weniger vollzeitbeschäftigte Arbeitnehmer auf ergänzendes Arbeitslosengeld II angewiesen als bisher in der politischen Auseinandersetzung über Mindestlöhne unterstellt wurde. Dies ist das überraschende Ergebnis einer aktuellen Revision der entsprechenden Statistik der Bundesagentur für Arbeit. Wie eine dieser Zeitung vorliegende statistische „Hintergrundinformation“ der Behörde zeigt, ist die Gesamtzahl der Vollzeitbeschäftigten, die wegen eines niedrigen Arbeitslohns die staatliche Einkommensaufstockung beziehen, um fast ein Drittel geringer als bisher vermutet. Die Zahl der allein lebenden Vollzeitbeschäftigten, die eine Aufstockung benötigen, ist sogar um 41 Prozent geringer.

Die Neufassung der Statistik bringt politischen Zündstoff, da sie eines der zentralen Argumente der Befürworter des gesetzlichen Mindestlohns deutlich relativiert. Dieses besagt, dass ein immer größerer Teil der Arbeitnehmer trotz Vollzeitarbeit nicht von seinem Lohn leben kann. Genau deswegen verknüpfen CDU/CSU und SPD ihre Pläne für einen allgemeinen gesetzlichen Mindestlohn von 8,50 Euro je Stunde auch mit dem grundsätzlichen Anspruch, dass jeder Mensch durch Vollzeitarbeit mindestens seinen eigenen Lebensunterhalt sichern können soll.

Drastische Verschiebungen

Legt man die nun revidierte Aufstockerstatistik der Bundesagentur für Arbeit als Maßstab zugrunde, dann war dieser politische Anspruch zur Jahresmitte 2013 für genau 46.814 von 21,8 Millionen sozialversicherungspflichtig Beschäftigten in Vollzeitarbeit nicht erfüllt; das ist ein Anteil von 0,2 Prozent. Sie hatten keine Familie zu versorgen und brauchten dennoch neben der Vollzeitarbeit Hartz IV. Vor der Revision war die Bundesagentur von 80.000 Betroffenen ausgegangen.

Bezogen auf die insgesamt 1,2 Millionen abhängig erwerbstätigen Aufstocker machen die alleinstehenden Vollzeitbeschäftigten nun 3,9 Prozent aus, statt 6,4 Prozent wie zuvor vermutet. Ähnlich drastisch ist die Verschiebung in der Gesamtgruppe der Vollzeitbeschäftigten, die eine Aufstockung erhalten: Sie umfasst laut den neuen amtlichen Daten noch 218.000 Personen. Das sind fast 113.000 weniger als vor der Revision; ihr Anteil beträgt damit 16,6 Prozent und nicht 26,3 Prozent.

Aufstockung bei mehr als 12 Euro Stundenlohn

Abgesehen von den 46.814 Alleinstehenden haben diese Vollzeitbeschäftigten vor allem deshalb Anspruch auf die Aufstockung, weil sie auch eine Familie versorgen müssen und ihr Arbeitslohn deswegen unter den sozialrechtlichen Bedarfssätzen liegt. Beispielsweise hat ein Paar mit drei Kindern, bei durchschnittlichen Wohnkosten, Anspruch auf 2088 Euro je Monat. Daraus folgt, dass in dieser Konstellation ein Alleinverdiener auch noch bei einem Stundenlohn von mehr als 12 Euro eine Aufstockung beziehen kann.

Ursache der einschneidenden Statistikrevision der Bundesagentur ist eine verbesserte Datenerhebung für die allgemeine Beschäftigungsstatistik. Wie in der zwölfseitigen Statistikinformation erläutert wird, diente die Änderung eigentlich dazu, von den Unternehmen genauere Informationen über Tätigkeit und Qualifikation der Beschäftigten zu gewinnen. Nach der Umstellung, die Anpassungen in den Lohnabrechnungsprogrammen der

meldenden Unternehmen erforderte, habe sich eine insbesondere für die Aufstockerstatistik relevante Verschiebung auch der erfassten Daten zur Arbeitszeit gezeigt.

Spiegelbildlich zur verringerten Zahl der Vollzeit-Aufstocker hat sich die Zahl der Aufstocker mit Teilzeitstelle stark erhöht: Sie belief sich nach dem neuen Datenstand auf 363.000 zur Jahresmitte 2013. Das sind 119.000 mehr als bislang vermutet. Auch Teilzeitbeschäftigte haben Anspruch auf Hartz IV, falls das Arbeitseinkommen nicht reicht. Ein Teil des Problems kann zwar auch in diesen Fällen ein niedriger Stundenlohn sein, doch würde in der Regel schon wegen der zu geringen Arbeitszeit selbst ein zweistelliger Stundenlohn nicht für den Lebensunterhalt ausreichen. Jenseits der sozialversicherungspflichtig beschäftigten Teilzeitkräfte übt etwa eine halbe Million Aufstocker nur einen Minijob aus.

Studie zur Bundeswehr

Deutsche gegen Ausweitung von Militäreinsätzen 98,81

31.01.2014 ·

Die meisten Deutschen wollen kein größeres militärisches Engagement der Bundeswehr im Ausland. In einer Umfrage sagten 45 Prozent der Befragten, Deutschland tue bereits zu viel. Verteidigungsministerin von der Leyen will die Auslandseinsätze ausweiten.



© DPA  „Der Feind ist immer im Vorteil“ – Die Verteidigungsministerin lässt sich in der Altmark eine Gefechtsübung erklären.

Die Deutschen sind gegen eine Ausweitung der Auslandseinsätze der Bundeswehr. In einer Umfrage des Meinungsforschungsinstituts YouGov im Auftrag der Deutschen Presse-Agentur dpa sagten 45 Prozent der Befragten, Deutschland tue hier bereits zu viel. 30 Prozent halten das derzeitige Engagement für genau richtig. Die Bundeswehr hat derzeit fast 5000 Soldaten im Ausland.

Zu Deutschlands Rolle in der Welt gefragt, sagten in der Umfrage 58 Prozent, das Land solle Konflikte lieber mit Diplomatie und Geld lösen als mit Waffen. Nur 20 Prozent sagten: Ja, Deutschland soll sich auch als Nato-Partner stärker engagieren. Ein stärkeres Engagement der Bundeswehr in Afrika lehnt die Hälfte der Befragten ab; 35 Prozent sind dafür, der Rest hat dazu keine Meinung. Kritik, dass Deutschland trotz wirtschaftlicher und politischer Macht seine Rolle in der Welt noch nicht gefunden habe, können nur 13 Prozent voll und ganz nachvollziehen. 36 Prozent können mit solcher Kritik gar nichts anfangen und 42 Prozent verstehen sie „einigermaßen“.

„Das ist alles lang genug her“

Wie finden die Deutschen, dass das Land wegen seiner Geschichte ein zurückhaltendes Verhältnis zu Militäreinsätzen hat? Die Antworten fallen sehr differenziert aus: Nicht einmal ein Drittel (32%) hält das für richtig, ein Drittel (33%) sagt teils/teils und immerhin 29% antworten: „Falsch, das ist alles lang genug her.“

In Deutschland gibt es derzeit eine Debatte über das Engagement der Bundeswehr in Auslandseinsätzen. Die neue Verteidigungsministerin Ursula von der Leyen (CDU) hatte sie vor kurzem angestoßen. Zuletzt hatten sich dazu am Mittwoch im Bundestag ausführlich auch Außenminister Frank-Walter Steinmeier (SPD) und am Rande Bundeskanzlerin Angela Merkel geäußert. Das Thema wird auch die 50. Münchner Sicherheitskonferenz beschäftigen, die am heutigen Freitag beginnt.

Gauck fordert neue deutsche Außenpolitik 98,82

31.01.2014 · Zu Beginn der Münchner Sicherheitskonferenz hat Bundespräsident Gauck ein Ende der Zurückhaltung und eine stärkere Rolle Deutschlands in der Welt gefordert. Ausdrücklich schloss er darin militärisches Engagement ein.

[Artikel](#) [Bilder](#) (2) [Lesermeinungen](#) (114)



© DPA Dem Gewicht entsprechend handeln: Gauck am Freitag in München

Bundespräsident Joachim Gauck hat Deutschland dazu aufgerufen, in der Welt größeres Selbstbewusstsein zu zeigen und mehr Verantwortung zu übernehmen. Deutschland sei auf dem Weg „zu einer Form der Verantwortung, die wir noch zu wenig eingeübt haben“, sagte Gauck zur Eröffnung der Münchener Sicherheitskonferenz, auf der Staats- und Regierungschefs, Außenminister und Außenpolitiker bis zum Sonntag über die Krisen im Nahen Osten, in Osteuropa und über das transatlantische Verhältnis debattieren.

Gauck nutzte seine Rede vor der Konferenz, die dieses Jahr zum fünfzigsten Mal stattfindet, zu einem Appell für ein stärkeres außenpolitisches Engagement der Bundesrepublik. Deutschland sei „überdurchschnittlich globalisiert“ und profitiere daher „überdurchschnittlich von einer offenen Weltordnung“. Es sei daher für Deutschland das „wichtigste außenpolitische Interesse im 21. Jahrhundert“, diese offene internationale Ordnung zu erhalten und zukunftsfähig zu machen. In dieser Aufgabe liege eine große Herausforderung, da sich die Welt schneller wandle, als es Zukunftsforscher prophezeiten, und die Geschwindigkeit dieser Veränderungen permanent unterschätzt werde.

Gauck umriss die Dramatik des Wandels: Einzelne könnten sich in den Besitz von Nuklearwaffen bringen, ganze Regionen rüsteten auf, im Nahen Osten drohe aus einzelnen Feuern ein Flächenbrand zu werden, ausgerechnet jetzt überdenke „die einzige Supermacht“ Amerika Ausmaß und Form ihres globalen Engagements, während Europa mit sich selbst beschäftigt sei. Wer im Zuge dieser Entwicklungen glaube, „man könne in Deutschland einfach weitermachen wie bisher“, der überzeuge ihn nicht, sagte Gauck.

„Nicht reflexhaft ja sagen“

Die Frage laute also, ob Deutschland „die neuen Gefahren und die Veränderung im Gefüge der internationalen Ordnung schon angemessen wahrgenommen“ habe – und ob es „seinem Gewicht entsprechend“ handle. Der

Bundespräsident fragte weiter: „Ergreift die Bundesrepublik genügend Initiative, um jenes Geflecht aus Normen, Freunden und Allianzen zukunftsfähig zu machen, das uns Frieden in Freiheit und Wohlstand in Demokratie gebracht hat.“ Und er stellte fest: Deutschland solle sich „als guter Partner früher, entschiedener und substantieller einbringen“.

Eine größere internationale Verantwortung könne beides bedeuten: mehr finanzielle Beteiligung zur Lösung der Krisen der Welt, aber manchmal auch den „Einsatz von Soldaten“. Gauck sagte, die Lehre aus dem Einsatz der Bundeswehr in Afghanistan sei dabei, dass das militärische Engagement immer nur ein Element einer Gesamtstrategie sein könne. Deutschland werde nie rein militärische Lösungen unterstützen, es werde „politisch besonnen vorgehen“, versicherte der Bundespräsident. Aber wenn schließlich „der äußerste Fall diskutiert wird“, also der Einsatz der Bundeswehr, dann gelte: „Deutschland darf weder aus Prinzip nein noch reflexhaft ja sagen“, mahnte Gauck.

Er erkannte an, dass militärische Beiträge von Deutschland wegen seiner historischen Schuld aus der Zeit des Nationalsozialismus lange nicht verlangt worden seien. Doch nun dürfe Pazifismus kein Deckmantel für Bequemlichkeit werden. Er bestritt, dass Deutschland wegen seiner Geschichte dauerhaft ein „Recht auf Wegsehen“ erworben habe. Dies führe zu „so etwas wie Selbstprivilegierung“.

Der Bundespräsident forderte die Deutschen auf, ihr Selbstbild zu korrigieren. Deutschland sei heute „ein grundlegend gebessertes Land“, stellte er fest; es sei „das beste Deutschland, das wir kennen“. Seit sechs Jahrzehnten lebe Deutschland in freien und stabilen Umständen. Aus diesem Grund dürften die Deutschen „Zutrauen und Vertrauen“ zu sich selbst haben; worin wiederum die Voraussetzung liege, um „verlässlich für die Partner“ in der Welt zu sein. Solch ein aktuelles Bekenntnis zur deutschen Nation schließe „das Bekenntnis zur Zusammenarbeit mit unseren europäischen und nordatlantischen Freunden ein“.

Münchner Sicherheitskonferenz

Behutsam aus dem Alltagspazifismus 98,84

31.01.2014 · Die Interventionsskepsis der Deutschen mag unseren Partnern übertrieben vorkommen. Die Mehrheit der Deutschen findet das Dasein als „große Schweiz“ aber nicht anstößig, sondern richtig. Man sollte sie beachten.
Von KLAUS-DIETER FRANKENBERGER



© DPA Gut versteckt: Deutsche Kampfpanzer „Leopard 2“ üben in Letzlingen

Es ist ein treffendes Bild, das Außenminister Steinmeier gewählt hat: Deutschland ist zu groß, um nur den Kommentator der Weltpolitik zu geben. Und diese Rolle trägt ihm im Übrigen selbst wenig freundliche Kommentare ein. Das Verhalten im Libyen-Konflikt wirkt noch immer nach. Damals, im März 2011, hatte vor allem der damalige Außenminister Westerwelle die sogenannte „Kultur der Zurückhaltung“ zu einem Dogma erhoben, das er für der Weisheit letzter Schluss hielt, Deutschland aber im Kreise wichtiger Verbündeter isolierte.

Es wurde und wird, auch das hat Steinmeier treffend beschrieben, als moralisch aufgeblasene Philosophie des Heraushaltens verstanden. Weil Deutschland in Sachen europäische Finanzpolitik das maßgebliche Wort sprach und noch immer spricht. Weil seine Wirtschaft die stärkste in Europa ist, ist dieses Heraushalten umso mehr aufgefallen, und zwar unangenehm. Die große Koalition weiß, dass von Deutschland viel erwartet wird - politisch, wirtschaftlich und auch militärisch, wenn es darum geht, Konflikte zu regeln, Krisen einzudämmen, Völkermord zu verhindern.

Der Letzte, der sie daran erinnert hat, ist der UN-Generalsekretär Ban Ki-moon gewesen, der von der europäischen Zentralmacht ein größeres internationales Engagement gefordert hat. Er gab damit den Takt für einen Chor, der auch auf der Münchner Sicherheitskonferenz dieses Lied singen wird. Aber eben anders als Teile der Vorgängerregierung wird Schwarz-Rot nicht sofort in den Abwehrreflex verfallen und sich die Ohren zuhalten, wenn sie das hört. Die neue Verteidigungsministerin Ursula von der Leyen (CDU) hat ja schon angedeutet, dass sie sich eine - freilich bescheidene - Erweiterung des deutschen Engagements in Afrika durchaus vorstellen könne.

Die Stimmung der Deutschen berücksichtigen

Und auch Bundespräsident Joachim Gauck hat die Deutschen daran erinnert, dass sie nicht auf einer Insel der Seligen leben, dass sie sich nicht immer abseits stehen können, wenn um sie herum eine große Unruhe herrscht, wenn nicht Schlimmeres geschieht. Gauck wollte am Nachmittag in München über die militärischen Beiträge Deutschland sprechen und darüber, welche politischen und wirtschaftlichen Initiative es anstoßen kann. Das ist, alles in allem, schon ein veränderter Ton. Ob sich das auch in der Substanz des Engagements in Afrika oder anderswo niederschlägt, steht allerdings dahin. Denn nach wie vor hält die Mehrheit der Deutschen ziemlich wenig von einem verstärkten militärischen Engagement.

Die Vorschläge Frau von der Leyens mit Blick auf Afrika lehnen zwei Drittel der Deutschen ab. Diese Interventionskepsis, die grundiert wird von einem neudeutschen Alltagspazifismus, mag unseren Partnern als übertrieben, gar als selbstgefällig vorkommen. Aber das ändert nichts daran: Die Mehrheit der Deutschen findet das Dasein als eine „große Schweiz“, die sich in die Händel der Welt nicht einmisch, nicht anstößig, sondern richtig. Deswegen muss die Debatte über Deutschlands Rolle in der Welt diese Stimmung berücksichtigen. Das leitende sicherheitspolitische Personal von Brüssel bis Paris und Washington wird heute und morgen im „Bayerischen Hof“ applaudieren, wenn von einer größeren Rolle Deutschland die Rede sein wird. Es hält sie für selbstverständlich. Aber in den Augen der Bevölkerung ist diese Rolle (noch) nicht selbstverständlich. Sie muss und will überzeugt werden.

01/30/2014 03:51 PM

Benefits for EU Migrants

Brussels Warns Germany against Populism 98,86

Interview by [Christoph Schult](#)

Officials in Brussels have been highly critical of a German provision that limits access by EU nationals to its unemployment benefits. In an interview, EU Commissioner László Andor criticizes "unscrupulous politicians" seeking to foment populism.

A debate has sprung up in Germany in recent months over a significant uptick in immigration from Romania and Bulgaria. The final limitations on the freedom of movement and access to labor markets in the European Union, which the countries joined in 2007, were lifted in January.

Since the two countries joined the EU, the number of migrants from Romania and Bulgaria moving to Germany has risen dramatically. Because they come from poorer countries, many populist politicians have accused these immigrants of seeking to take advantage of Western European social safety nets. In Britain, some politicians call them "benefit tourists;" in Germany they've been given the label "poverty migrants". Residents of the two countries generally earn far less than their fellow citizens in Western Europe, and large Roma populations from both have made their way to what they hope will be greener pastures in recent years.

Despite the statistical fact that most Bulgarians and Romanians living in Germany are gainfully employed, their presence has launched a heated discussion about the EU's freedom of movement rules and access to social welfare benefits.

SPIEGEL ONLINE spoke with László Andor, the European commissioner for employment, social affairs and inclusion, about his office's recent criticism of a German legal clause that restricts immigrants from other EU countries from immediately accessing German unemployment benefits.

SPIEGEL ONLINE: Your office is on the eighth floor of the European Commission's headquarters in Brussels. Does it feel like you live in an ivory tower?

Andor: Definitely not. Yes, our offices are in Brussels, but like all commissioners, I visit the member states regularly. We have to see the situation on the ground. We inspect all the issues we are dealing with. During the past year I visited Berlin, I was twice in Bavaria and twice in Leipzig. I was in Hamburg and I will visit Berlin's Neukölln district this week and Duisburg next week.

SPIEGEL ONLINE: When the *Süddeutsche Zeitung* recently reported that the European Commission had criticized a central element of Germany's so-called "Hartz IV" welfare laws for the unemployed at the European Court of Justice, Horst Seehofer -- chairman of the Christian Social Union (CSU), the Bavarian sister party to conservative Chancellor Angela Merkel's Christian Democratic Union (CDU) -- said it drives him "to despair how little this EU Commission takes note of the everyday reality of citizens in Europe."

Andor: In this debate many things are presented in a distorted manner. Last year, a so-called quality newspaper from the United Kingdom suggested that there were 600,000 unemployed people from other EU countries (in Britain). The correct number is just one-tenth of that figure. Some people are deliberately spreading lies. They take advantage of the fears in some sectors of the population.

SPIEGEL ONLINE: The opinion you submitted to the European Court of Justice on behalf of the Commission, argued there cannot be a blanket ban excluding citizens from other EU countries from receiving German Hartz IV unemployment benefits -- and that each case has to be dealt with individually on the basis of the person's circumstances. The head of the joint CDU/CSU group in the German parliament, Volker Kauder, warned of a "substantial flow of people" if the court backs the Commission's position.

Andor: We are not advocating that every EU citizen should have the right to social welfare in Germany from day one! In times of elections or economic crisis, bashing migrants is very easy for populists. There are unscrupulous politicians who want to capitalize on such feelings. They start to blame the EU for expanding to certain countries. There is very often a sense of superiority: "Because we are a higher income country we should be able to tell the others where their place is." That is very far away from the spirit and the law of the EU under which we are all EU member states and EU citizens and thus share the same rules and the same rights.

SPIEGEL ONLINE: In some places, such as Duisburg, which has seen the arrival of large numbers of Romanian and Bulgarian workers, reality might look different.

Andor: I am not denying the problems. But the freedom of movement in the EU is a fundamental right. It applies to everybody because we are all European citizens with equal rights. The European single market was developed to create opportunities for all. Everybody benefits from the mobility: The companies who would otherwise not find the workforce. The origin countries because many of the workers are sending home a significant part of their income and then come back with more professional experience. And the host countries, because the fact is that their gross national product is growing faster. In addition, the social welfare budgets of the host countries are also boosted because migrant workers pay more in taxes than they receive in benefits. If a country like Germany is already a big winner of labor mobility, I think it is morally wrong to try to reduce your welfare costs as much as possible at the expense of EU citizens from other countries.

SPIEGEL ONLINE: Germany's Hartz IV law includes a clause stipulating that citizens from other EU countries can be the subject of a blanket ban from that social payment. Is that in line with EU law?

Andor: It is not. There always has to be an individual assessment of each case.

SPIEGEL ONLINE: If the German government does not change that clause, will the Commission launch an infringement procedure against Germany?

Andor: If there is a sustained practice which breaks EU law or if national law is not in full harmony with EU law, the Commission can start an infringement procedure. It starts with a letter of formal notice. But we are very far from this. If the problem can be solved by the European Court of Justice, the Commission does not have to act.

SPIEGEL ONLINE: Last spring, the Belgian government filed a complaint with the Commission against wage dumping -- unacceptably low wages that undercut competition -- in the German meat processing industry. The government claimed that some workers in Germany are paid only €3 (\$4) or €4 per hour, without any social protection, and that these "mini-jobs" undermine EU competition rules. Belgian Economics and Consumer Affairs Minister Johan Vande Lanotte described such practices as unacceptable. "That is unfair competition," he said. Where does the Commission stand on this?

Andor: We seriously looked into this. This example shows that not everything should be allowed under the umbrella of free movement. The fact that the new German government announced the introduction of a comprehensive minimum wage (for the first time in Germany) changed the situation and could be a solution to the wage dumping Belgium complained about. The decision to implement a minimum wage is a very good one; we have been advocating it for a long time. It is good for the German taxpayers because there will be less need

for topping up lower salaries with social assistance. It is good for the German economy because it will boost demand, and it is also very good for the euro zone as a whole. If you ask me, the minimum wage should come even earlier than planned. (The German government is set to implement a minimum wage nationwide by Jan. 1, 2017.)

SPIEGEL ONLINE: As a Socialist yourself, are you happy that Germany's Social Democrats have joined Chancellor Merkel's government?

Andor: I see that there is a more balanced approach. The German government is more aware of the problems the export surpluses create for other countries. I also think it is good that the new government wants to reconcile better work and family life. Indeed, some ministers are living that new vision themselves by working from home on some days.

Interview conducted by Christoph Schult

Polish energy

Going nuclear 98,89

Jan 31st 2014, 17:13 by L.N. | WARSAW



DONALD TUSK (pictured), the prime minister, and his cabinet finally adopted the Polish nuclear power programme on January 28th. After five years of state-sponsored research work, this means green light for plans to construct the country's first nuclear power plant (NPP).

A state-owned energy company, PGE, is managing the project, which will cost an estimated 40-60 billion zloty (\$13-19 billion). Two energy companies, Enea Group and Tauron, and KGHM, the country's copper producing goliath, have been cited as possible partners.

The location of the first plant (the programme also outlines plans to build a second NPP by 2035) will be decided upon by 2016 with construction beginning in 2019. Two locations, Choczewo and Zarnowiec, both close to the Baltic coast have been shortlisted from an original list of 42 proposed sites. The government wants the first plant, capable of producing 3,000 megawatt of electricity annually, to be operational by 2024.

Foreign investment and expertise will be needed to deliver the project. Two French energy companies, Areva and EDF, signed memoranda of understanding with a number of Polish construction firms in September with the aim of collaborating on the construction of a future NPP project.

Mr Tusk's government first signalled its commitment to develop a nuclear energy programme in 2009, with the publication of a plan that foresees the diversification of the country's energy mix. The ministry of economy estimates that nuclear energy will supply 17% of the country's electricity needs by 2030.

Currently, hard coal and lignite are used to produce roughly 88% of the country's electrical grid. A dependence on Russian gas imports and ever-present pressure from Brussels to reduce the country's carbon emissions by 2020, beyond the 20% level previously already agreed upon, has pushed the government to look for concrete alternatives.

The cabinet's decision on constructing NPPs comes only two weeks after the country's supreme audit office issued a fairly damning [report](#) on the slow pace of shale gas exploration. It stated that at the "present boring speed", it would take 12 years to drill as few as 200 wells. With the jury still out on the real commercial value of Polish shale gas, it appears that the government has decided to hedge its bets by giving the nuclear power programme the green light.

Aleksander Grad, chief executive of PGE Energia Jadrowa, the subsidiary company created by PGE to manage the nuclear power programme, told a news channel, [TVN24](#), that the government's decision "ends the discussion in Poland on whether to build a nuclear power plant" and moves on to the next stage of "how to build it and by whom".

One of the two proposed sites, Zarnowiec, is home to the site of Poland's previously unfinished nuclear power plant, abandoned in 1989 when the country's former Communist rulers were voted out of power. Weeds now consume the decaying concrete blocks at Zarnowiec, but support among locals for the construction of a new plant is reported to be high.

Andrzej Strupczewski from the national centre for nuclear research, an advocate of the government's nuclear power programme, says that Poland "cannot rely on coal to cover increased demand for electricity" as the country's coal reserves are becoming exhausted. Last year Poland imported 6-8m more tonnes of coal than it exported.

Mr Strupczewski, who views Germany's decision to phase out nuclear power as a "reckless adventure", points out that throughout Europe, the cost of electricity is cheaper in countries where nuclear power is employed. But there are opponents of a nuclear future. Jan Haverkamp, a Greenpeace expert consultant on nuclear energy, said that in the case of the Choczewo site, Greenpeace has applied to both Pomerania's regional authorities and the inspectorate for environmental protection to carry out an environmental assessment to determine if drilling work may damage the area's ecosystem. Neither authority has replied to the environmental group.

Not all parties share the ruling Civic Platform's outright enthusiasm for nuclear energy. Law and Justice, the main conservative opposition party, led by Jaroslaw Kaczynski (which is currently a surprising 8 points ahead of Civic Platform in the latest Millward Brown [opinion poll](#)) stated in November that, if elected, it would hold a referendum on nuclear energy.

Some members of PSL, a left-wing party with a strong agrarian support base and Civic Platform's minor coalition partner, have voiced their opposition to the nuclear energy programme. The party's leader, Janusz Piechocinski, is the current deputy prime minister and minister of economy, whose ministry is responsible for delivering the nuclear-energy programme on schedule. PSL members will vote on whether to support the programme at the party's conference in April, which may prove troublesome for Mr Piechocinski.

Public opinion is split evenly on the issue. A [survey](#) in December by Newsweek Polska found that 50% of Poles favoured building the first NPP, with 8% undecided. During the nuclear energy programme's prolonged two-year public consultation process, the ministry of economy in Warsaw received over 60,000 submissions, the vast majority of inquiries coming from concerned German citizens living in the neighbouring region of Mecklenburg-Vorpommern.

Deutschland und die Militäreinsätze

Gaucks Leitfaden 98,91

31.01.2014 · Deutschland sollte sich in der Welt mehr zutrauen, fordert der Bundespräsident. Es spricht für Gaucks Mut, dass er das abgewetzte Wort von der „Kultur der (militärischen) Zurückhaltung“, das immer mehr zum Vorwand für Nichtstun geworden ist, regelrecht dekonstruiert hat. Ein Kommentar.

Von GÜNTHER NONNENMACHER



© DPA  Bundespräsident Joachim Gauck auf der Münchner Sicherheitskonferenz

Mit dieser Rede zur Eröffnung der Münchner Sicherheitskonferenz könnte Bundespräsident Gauck tatsächlich das autoritative Wort zur deutschen Außen- und Sicherheitspolitik gesprochen haben. Ohne das Feld zu betreten, das von Verfassungs wegen der Regierung vorbehalten ist, hat er doch einen Leitfaden entwickelt, der dem operativen Geschäft eine Richtschnur für Deutschlands Rolle in der Welt sein kann. Das lässt sich in dem Satz zusammenfassen: Weil Deutschland als erfolgreiche Demokratie – ein Menschenleben nach dem Kriegsende und ein Vierteljahrhundert nach der Wiedervereinigung – sich selbst vertrauen kann, sollte es sich auch in der Welt mehr zutrauen.

Es spricht für Gaucks Mut, dass er dabei das abgewetzte Wort von der „Kultur der (militärischen) Zurückhaltung“, das immer mehr zum Vorwand für Nichtstun geworden ist, regelrecht dekonstruiert hat: „Zurückhaltung“ wird nur einmal erwähnt, und zwar kritisch im Zusammenhang mit den Worten „Selbstprivilegierung“ und „Recht auf Wegsehen“ (Heinrich August Winkler). Verantwortung entrinnt man eben nicht dadurch, dass man nicht handelt. Es versteht sich von selbst, dass dies kein Plädoyer für weltpolitischen oder gar militärischen Aktionismus ist – da hält sich der Bundespräsident seinem Amt gemäß ganz an die Regierungslinie: Einsatz militärischer Mittel erst nach sorgfältiger Folgenabwägung, nach einer Ermächtigung des UN-Sicherheitsrates und in Zusammenarbeit mit anderen – Verantwortung als Mitverantwortung.

Außenminister Steinmeier, der einzige Politiker, den Gauck mit Namen nannte, und vielleicht auch Verteidigungsministerin von der Leyen werden diese Worte als Ermutigung empfinden. Der Präsident will ihnen offensichtlich dabei helfen, eine Neuausrichtung der deutschen Außen- und Sicherheitspolitik, die beide behutsam begonnen haben, für ein breiteres Publikum verständlicher und akzeptabler zu machen. Übertreibungen sind nicht zu befürchten. Die Skepsis der Öffentlichkeit – nicht nur der deutschen, auch der in anderen europäischen Staaten oder in Amerika – gegenüber militärischen Interventionen ist ausgeprägt: Ihre Kosten sind hoch, ihre Ergebnisse oft bescheiden. Bei dem Versuch, eine Welt im Wandel aktiv mitzugestalten, muss ein Staat jedoch alle Mittel nutzen können – wenn es geboten ist, auch militärische.

Gauck-Rede zur Sicherheitspolitik

Weder Kraftmeierei noch Alleingänge 98,92

01.02.2014 · Die fulminante Rede des Bundespräsidenten Gauck auf der Münchner Sicherheitskonferenz hallt noch lange nach. Sie enthielt den Abschied von der altbundesrepublikanischen Selbstverzweigung in der Außen- und Sicherheitspolitik. Und die Bereitschaft zur Zusammenarbeit.

Von KLAUS-DIETER FRANKENBERGER

Die fulminante Rede des Bundespräsidenten hallte noch lange am Abend nach - und sie wird noch viel länger nachhallen. Was [Joachim Gauck am Freitag](#) zur Eröffnung der 50. Münchner Sicherheitskonferenz zu sagen hatte, hatte es nämlich in sich. Es war **der Abschied von der altbundesrepublikanischen Selbstverzweigung in der Außen- und Sicherheitspolitik, die als „Kultur der Zurückhaltung“ noch moralisch überhöht wurde**, und es wies den Weg einer noch aktiveren Mitwirkung an einer offenen Ordnung der Welt - einer Weltordnung, in der Deutschland auch in Zukunft in Frieden leben und seinen Wohlstand sicher kann.

Viele Teilnehmer waren beeindruckt, nicht wenige, deutsche wie ausländische, regelrecht davon begeistert. Endlich stelle sich Deutschland gemäß seines Gewichts und gemäß seiner Stellung auch seiner Verantwortung. Es wird sich im operativen Alltagsgeschäft der Regierung zeigen, was davon Wirklichkeit werden wird und kann. Es steht dahin, ob die Rede Gaucks eher für die deutschen Zuhörer bestimmt war, als eine Art pädagogischer Standortbestimmung, oder für ein internationales Publikum, das in der Vergangenheit immer wieder über **eine angebliche oder tatsächliche Verweigerungshaltung Deutschlands** gemurrt hatte.

Es hat in jedem Fall Gewicht, wenn das Staatsoberhaupt feststellt, dass „wir nicht verschont bleiben von den Konflikten in der Welt“; dass Deutschland früher, entschiedener und substantieller handeln müsse; dass es **kein Recht auf Wegsehen gebe - dass wir einfach mehr tun müssen, selbst wenn der deutschen Bevölkerung der Sinn nicht danach stehen mag. Ein Land wie Deutschland, das so stark in die internationalen Bezüge und die Weltwirtschaft integriert ist wie wenige andere vergleichbare Staaten, kann nicht abseits stehen oder auf Sonderpfaden wandeln.**

Für unsere Partner ist das kein Grund zur Beunruhigung, von wegen neudeutscher Stärke, im Gegenteil: Deutschland, der Welt stärker zugewandt, wird ein noch besserer Freund und Verbündeter sein, wagt Gauck schon mal einen Blick in die Zukunft. **Ja, und Deutschland wird sich auch militärisch stärker engagieren - genau dieses Deutschland, „das beste, das wir je hatten“.** Das tiefe Vertrauen, das Gauck, der ostdeutsche Pfarrer, in dieses solide Staatswesen setzt, scheint unerschütterlich zu sein. Diese Solidität schafft auch Vertrauen nach außen, aber sie ist auch Auftrag, die Grundlagen immer auf ihre Tragfähigkeit und Dauerhaftigkeit zu prüfen. Es ist der Auftrag zu noch mehr internationalem Engagement.

Die neue Verteidigungsministerin **Ursula von der Leyen** nahm diesen Ball behände auf. In ihrer Jungfernrede in München **versprach sie für die große Koalition, größere internationale Verantwortung wahrzunehmen.** Nicht zuletzt im Angesicht von Krisen und Konflikten in Nah und Fern. **„Gleichgültigkeit ist keine Option für Deutschland.“** Die deutschen Partner werden das gerne hören, auch die amerikanischen, denen von der Leyen eine größere **Lastenteilung** in Aussicht stellte. Aber auch sie wird noch daran erinnert werden, das Reden in München und Regieren in Berlin nicht ein und dasselbe ist. Und dieser Satz muss auch noch in eine belastbare Politik überführt werden: „Wenn wir über die Mittel und die Fähigkeiten verfügen, haben wir auch die Verpflichtung und die Verantwortung zu handeln.“ Überall? In welchem Umfang? Werden dann Deutschlands Interessen soweit gefasst?

Noch aber haben wir viele Mittel und Fähigkeiten schlicht nicht. Man wird sehen, wie sehr, im Lichte der Gauckschen Horizontverschiebung, der Wille ausgeprägt ist, sie zu beschaffen. Eines steht aber zweifelsfrei

fest: Mehr Verantwortung ist kein Synonym für Kraftmeierei und auch nicht für Alleingänge. Es ist die Bereitschaft zur Zusammenarbeit. Etwas anderes soll es nicht mehr geben: militärisches Abseitsstehen quasi aus Prinzip. Die Haltung der früheren Bundesregierung im Fall Libyen, die vom damaligen Außenminister Westerwelle betrieben, aber von Bundeskanzlerin Merkel mitgetragen worden war, soll Episode bleiben, sie hat Deutschland genug geschadet.

Fergusons umstrittene Weltkriegs-These

Jeder hat sich verrechnet 98,94

31.01.2014 · Britannien hätte sich aus dem Ersten Weltkrieg heraushalten sollen, meint der britische Historiker Niall Ferguson. Mit einem deutschen Sieg hätte es leben können. Die These sorgt im Gedenkjahr für Furore.

Von GINA THOMAS, LONDON



© GYARMATY, JENS Die Debatte wird anhalten: Niall Ferguson

Niall Ferguson kann beileibe nicht als „linker Akademiker“ bezeichnet werden. Dennoch muss der Harvard-Professor jenen Historikern zugerechnet werden, denen der konservative Bildungsminister Michael Gove vorwarf, Britannien schlechtzumachen und Deutschland von der Kriegsschuld zu entlasten, indem sie den „Mythos“ nährten, der Konflikt sei eine Serie von katastrophalen Fehlern gewesen.

In einem Gespräch mit dem „BBC History Magazine“ hat Ferguson jetzt die provokative These wiederholt, Britannien hätte sich aus dem Ersten Weltkrieg heraushalten sollen und mit einem deutschen Sieg leben können, schließlich sei das Kaiserreich demokratischer gewesen als Britannien damals. Diese These hat bereits Aufsehen erregt, als Ferguson sie in seinem 1999 veröffentlichten Buch „The Pity of War“ („Der falsche Krieg“) aufstellte. Erste Twitter-Reaktionen namhafter Historiker auf das Interview deuten auf eine lebhaft fortgesetzte Debatte. Der Streit, sagt Ferguson, werde wohl anhalten, bis er sterbe.

Ein zu hoher Preis für die Ehre

Im „BBC History Magazine“ behauptet er, dass es sogar im Interesse Britanniens gestanden hätte, sich nicht am Krieg zu beteiligen. Dem nationalen Interesse wäre besser gedient gewesen, wenn Britannien realpolitisch gedacht hätte, statt die Neutralität Belgiens zu verteidigen. Man könne einen zu hohen Preis zahlen für die Einhaltung einer Vorstellung von Ehre, meint Ferguson in Antwort auf die Frage, ob Britannien moralisch verpflichtet gewesen sei, in den Krieg einzutreten. Damit widerspricht er der Vorstellung von einem gerechten Krieg, für die sich Gove und auch Premierminister Cameron einsetzen. Das verführerische Argument, wonach das Land keine hegemonische Macht auf dem Kontinent hätte dulden können, sei nicht stichhaltig, meint Ferguson, weil eben diese Situation zunächst hingenommen worden sei, als Napoleon den Kontinent eroberte. Britannien habe erst beim Spanischen Unabhängigkeitskrieg Landstreitkräfte eingesetzt.

Genauso hätte sich die britische Regierung im Ersten Weltkrieg immer noch die Option offenhalten können, später einzugreifen, zumal die Streitkräfte 1914 völlig unvorbereitet gewesen seien. Eine Armee mehr oder weniger aus dem Nichts aufzubauen und sie gegen die Deutschen einzusetzen habe zu katastrophalen Verlusten führen müssen, und „wenn man fragt, ob diese für Britannien die beste Manier war, mit der Herausforderung des deutschen Kaiserreichs umzugehen, lautet meine Antwort: nein“.

Unterstützung der Attentäter ein fataler Fehler

Ferguson hält nichts von gegenseitigen Schuldzuweisungen. Historiker müssten einsehen, dass sich das internationale System 1914 in einer Krise befunden habe, in der sich die meisten Beteiligten auf die eine oder

andere Weise verrechnet hätten. Man dürfe aber auch nicht vergessen, dass Österreich 1914 Unrecht geschehen sei und dass die Verbündeten Serbiens im Grunde den Förderern des Terrorismus Vorschub geleistet hätten, so wie das heute wäre, wenn vom Iran unterstützte Attentäter den amerikanischen Vizepräsidenten umbringen würden.

Ferguson äußerte die Hoffnung, dass Lehren aus der hundertjährigen Wiederkehr des Kriegsausbruches gezogen werden könnten. „Wir werden überhaupt nichts lernen, wenn wir in diesem Jahrhundertjahr bloß sagen, die Deutschen seien an allem schuld gewesen.“

France and Britain Agree on Outer Space, but Find No Common Ground on Europe 98,96

By STEPHEN CASTLE and KATRIN BENNHOLDJAN. 31, 2014



Prime Minister David Cameron of Britain, left, and President François Hollande of France with a mock-up of a drone project. Andy Rain/European Pressphoto Agency

LONDON — Britain and France are stepping up their cooperation in outer space, but in Europe they still move in very different orbits.

At a meeting on Friday designed to bridge differences between the two neighbors, Prime Minister David Cameron of Britain and President François Hollande of France agreed to invest in joint space technology, but then openly clashed over the future of the European Union.

Mr. Cameron’s ambition to revise the union’s rule book and renegotiate Britain’s terms of membership, before holding a referendum in 2017 on whether his country should stay in the 28-country bloc, was dealt a blow by the French president.

A change in European Union treaties, Mr. Hollande made clear, is “not a priority.” France wants a better-run union, he said at a televised news conference, but “if there are going to be amendments to the text, we don’t feel that for the time being they are urgent.”

Standing next to the French president at an air base in Oxfordshire, about 65 miles northwest of London, Mr. Cameron disagreed politely. “Europe needs to change,” he said. “We want to see that renegotiation.”

“There will be further treaty changes coming,” he insisted, adding that he wanted Britain to vote in 2017 “to be part of a reformed union.”

France and Britain have long been on opposing ends of the European Union, with Paris lobbying for deeper political integration and London preferring a larger but looser cooperation among European nations based chiefly on economic ties.

Under pressure from the anti-union United Kingdom Independence Party, which is gaining ground with voters, Mr. Cameron has vowed to loosen British links with the union, which has its headquarters in Brussels. He would have greater leverage to get what he wants in Europe if there were a treaty change giving all leaders veto power.

But like many politicians in France, who were stunned nine years ago when a French [referendum on a painstakingly negotiated European Constitution](#) failed, Mr. Hollande appears reluctant to embark on another big negotiation. He is not alone on the Continent. Germany, the union’s biggest nation, has cooled on the idea of significant treaty change, too.

Friday’s meeting, after which the two leaders lunched in a country pub, was the first Anglo-French summit meeting attended by Mr. Hollande. It came at a time of some turmoil for the French president, who languishes

in the opinion polls and split from his partner, Valérie Trierweiler, following reports that he had an affair with another woman.

Asked by a British reporter if the president's private life had made his country an "international joke," Mr. Hollande declined to comment.

Both leaders did their best to highlight areas of common interest. The Brize Norton air base where they held talks is a "symbol of solidarity" between the two nations, Mr. Hollande said. From there 70 years ago, British planes flew missions in preparation for the D-Day landings in Normandy. More recently, planes took off from Brize Norton to refuel French aircraft involved in operations in Mali.

Britain and France are the two biggest military powers in the European Union, and agreements announced included an investment of nearly \$200 million in developing armed drones and unmanned underwater vehicles able to find and neutralize seabed mines.

"We have agreed on an exciting new collaboration on space," added Mr. Cameron, "that will create new economic opportunities for both our industries with a 15 million-pound investment paving the way for joint work on earth observation, telecommunications and space research."

On economic policy, familiar differences surfaced. Mr. Cameron sidestepped the question of whether he agreed with a Conservative colleague in his cabinet, Grant Shapps, who said recently that the French economy had been "run into the sand." Growth is rebounding more strongly in Britain, where Mr. Cameron's Conservative-led coalition has been busy trimming public spending, than in France, where the Socialist Mr. Hollande [lowered the retirement age](#) soon after taking office.

"Both of us are facing situations where we have to take difficult economic decisions," Mr. Cameron said diplomatically, welcoming more recent proposals by Mr. Hollande to reduce French labor costs.

"Of course we are not going to agree about everything," he said. "François is a French Socialist and I am a British Conservative."

"Die sind alle noch da" 98,98

Was ich an einer ostdeutschen Schule bei einer Lesung über die DDR-Diktatur erlebt habe.

VON ROMAN GRAFE

DIE ZEIT N° 05/2014 Aktualisiert 31. Januar 2014 21:26 Uhr [101 Kommentare](#)



Ein ehemaliger DDR-Wachturm an der Mauergedenkstätte an der Bernauer Straße in Berlin | © Tim Brakemeier dpa

Wie erkläre ich als ostdeutsche Mutter, als ostdeutscher Vater meinen Kindern, aus was für einem Land ich stamme? Um diese Frage ging es kürzlich. Aber nicht nur zu Hause ist es schwierig, über die DDR zu sprechen. Auch im Unterricht gibt es dieses Problem: Sprachlosigkeit. Ein Erfahrungsbericht

Seit elf Jahren lese ich aus meinen Büchern zur DDR-Geschichte, in Schulen zwischen Hamburg und Dresden, Greifswald und Freiburg. Dabei erlebe ich noch immer, dass Lehrer ungeniert die SED-Diktatur verklären. Was sich kürzlich bei einer Lesung an der Comenius-Schule in Stendal ereignete, war in dieser Verdichtung eine Ausnahme – und doch steht es exemplarisch für den Umgang mit der jüngeren Vergangenheit an vielen Schulen in Ostdeutschland.

Ob ich denn wieder die DDR schlechtmachen wolle, fragt mich eine ältere Lehrerin kurz vor Beginn der Veranstaltung. Da sei ja schon einmal einer da gewesen, der habe alles dunkel dargestellt. Sie hoffe, ich mache das anders. Na, mal sehen, sage ich.

Was ihnen denn als Erstes einfallt, wenn sie die Abkürzung DDR hörten, frage ich die Zehntklässler gleich am Anfang. Mauer, Stasi und sichere Arbeitsplätze, sagen sie. Die gleichen Antworten wie anderswo. Dann verblüfft mich eine Schülerin: "Wer abgehauen ist, wurde verhaftet oder erschossen." Das ist, 24 Jahre nach dem Mauerfall, nahezu die wortwörtliche Wiedergabe des Schießbefehls der DDR-Grenztruppen: "Grenzverletzer sind festzunehmen oder zu vernichten!"



Ich lese den rund fünfzig Schülern aus meinem Buch *Die Grenze durch Deutschland* vor, der Geschichte eines tödlich gescheiterten Fluchtversuchs aus der DDR. Danach erzähle ich ihnen von Tätern, Opfern und Mitläufern der SED-Diktatur: dass niemand gezwungen wurde, zu den Grenztruppen zu gehen. Dass es für Grenzsoldaten Vergünstigungen gab, dass sie bei der Studienplatzvergabe bevorzugt wurden, mehr Ausgang hatten. Dass Denunzianten Prämien bekamen.

Ich erzähle ihnen, dass gescheiterte DDR-Flüchtlinge in der Regel mehrjährige Haftstrafen durchleiden mussten und DDR-Bürgern nicht nur die Reisefreiheit verweigert wurde, sondern auch andere elementare Menschenrechte, wie Presse- und Meinungsfreiheit, Religions- oder Versammlungsfreiheit.

Ich sage ihnen, dass man auch in der Diktatur die Wahl hat, ob man als Mittäter oder Mitläufer die Machthaber unterstützt oder versucht, sich weitestgehend zu verweigern.

Ich erzähle ihnen, dass die Mitläufer und Zuschauer sich dem Leid der politisch Verfolgten gegenüber verschlossen. Dass rund eine Viertelmillion Menschen in der DDR aus politischen Gründen im Gefängnis saßen und etwa eintausend Menschen an der Grenze erschossen wurden. Und dass nach dem Mauerfall nur sieben Todesschützen und zwei Dutzend Befehlsgeber ins Gefängnis mussten.

"Die meisten Verantwortlichen haben ja nach dem Mauerfall wieder Karriere gemacht. Zum Beispiel als Bürgermeister", sagt ein Schüler. Ob er den Stendaler Oberbürgermeister Klaus Schmotz (CDU) meine, frage ich. Ja, den auch. Woher er das wisse. – "Man will ja wissen, wo man lebt und wer einen regiert." Die Klarsichtigkeit dieses Zehntklässlers freut mich.

Anfang 2008 hatte ich bei einer Lesung im Stendaler Rathaus die Vergangenheit von Bürgermeister Schmotz offengelegt, erzähle ich. Oberstleutnant Schmotz war als einer der mächtigsten Offiziere im Grenzkommando Nord (mit Sitz in Stendal) mitverantwortlich für das mörderische Grenzregime. Kurz nach meiner Lesung haben ihn zwei Drittel der Bürger wiedergewählt. Wobei rund 70 Prozent nicht zur Wahl gegangen sind.

Ich frage die Schüler, wie denn Demokratie, also Volksherrschaft, funktionieren soll, wenn die Mehrheit der Bürger nicht einmal ihren Bürgermeister wählt. Schließlich ermutige ich die Zehntklässler, sich dem Leid anderer gegenüber niemals zu verschließen, sondern hinzuschauen. Sich für die Demokratie einzusetzen.

Fünf Minuten vor dem Ende der Schulstunde meldet sich wieder die ältere Lehrerin zu Wort: "Ihr Vortrag war nicht objektiv, Herr Grafe! Sie haben nur subjektiv berichtet." Und an die Schüler gewandt: "Fragt doch heute mal eure Eltern, wie es in der DDR wirklich war!" Ob sie ihren Vorwurf belegen könne, frage ich. "Ja. Ich habe mich wohlgeföhlt in der DDR", lautet ihr Argument. "Auch unser Besuch aus Hamburg kam jedes Jahr gern nach Stendal. **Und Sie haben heute die DDR schlechtgemacht. Wenn man sich in Diktaturen an die Regeln hält, passiert einem nichts.** Ich frage mich, warum Sie wieder hergekommen sind, wenn Sie Stendal nur schlechtmachen."

Das sei ja genau das Problem, sage ich: dass man sich in einer Diktatur wohlföhle und das Leid der Opfer verdränge. "Diktaturen muss man nicht schlechtmachen – sie sind schlecht. Und welche Regeln meinen Sie denn? Wie würden Sie es finden, wenn man Ihnen auf der Straße die Handtasche raubt und sie Ihnen, weil Sie sich wehren, auf den Kopf schlägt – und Ihnen dann der angeklagte Räuber vor Gericht sagt, Sie hätten sich ja nicht wehren müssen, dann hätte er Sie auch nicht geschlagen? Ich finde dreist, was Sie hier sagen! Ich bin wieder nach Stendal gekommen, um Ihren Schülern das zu sagen, was Sie verschweigen. Unterrichten Sie Geschichte?" Ich frage zweimal. Die Lehrerin antwortet nicht.

Eine Schülerin springt der Lehrerin bei: "Meine Mutter war Kindergärtnerin in der DDR. Die fand es dort auch gut. Ich finde frech, was Sie sagen!"

Ich zitiere aus dem Bildungs- und Erziehungsprogramm für DDR-Kindergärten (1985), in denen die "Feindbildvermittlung" und "Haßerziehung" in der "Jüngsten Gruppe" (3 bis 4 Jahre) begann: Die Kinder

sollten erfahren, dass die Soldaten – die "stark, mutig, klug, geschickt" sein müssen und "sich im Schießen üben" – das "Leben der Menschen und die DDR schützen, weil es noch immer Feinde gibt, die alles zerstören wollen". Die Kinder "sollen zu einem Angehörigen der Nationalen Volksarmee, der Grenztruppen bzw. der Volkspolizei enge Beziehungen entwickeln".

"Wenn das Ihre Mutter wie vorgegeben vermittelt hat, verstehe ich, wieso sie die DDR gut findet", sage ich. Die Stunde ist zu Ende. "In Bayern hätten Sie nicht auf dem Tisch sitzen dürfen!", ruft mir die Lehrerin noch zu.

Ein Schüler kommt und bedankt sich bei mir mit leuchtenden Augen. Ein zweiter – jener, der wissen will, von wem er regiert wird – sagt mir: "Genau das meinte ich: Die sind alle noch da."

Nach der Lesung sage ich der Schulleiterin, Frau Henning, dass ich eine verbindliche Klarstellung der Äußerungen der Lehrerin gegenüber ihren Schülern, deren Eltern und mir erwarte. Das geschieht in den folgenden Wochen nicht. Die Lehrerin habe, so die Direktorin, nur "ihre persönliche Meinung wiedergegeben" – und "Meinungsäußerung ist ja in der Demokratie nicht verboten". Als ich daraufhin ankündige, den Fall öffentlich zu machen, teilt mir die Schulleiterin mit, dass ich in ihrer Schule dann nicht mehr lesen dürfe.

Diktaturverklärung an einer Schule des Landkreises Stendal – das ist kein Ausrutscher. 1995 hatte der Kultusminister Sachsen-Anhalts, Heinz Reck (SPD), eine Empfehlung zur Darstellung der DDR im Unterricht abgelehnt, in der von SED-Unrecht, Verfolgung und Massenflucht die Rede war. Er verwahre sich dagegen, erklärte der Kultusminister, dass die DDR in der Empfehlung als "System politischer Unfreiheit" bezeichnet werde. Das Papier erinnere ihn an "SED-Propaganda, nur mit veränderten Vorzeichen".

Sie sollen Bescheid wissen 98,101

Zwischen den Jahren war die Zeit, in die alte Heimat zu reisen. Aber wie erkläre ich als ostdeutsche Mutter meinen Kindern, aus was für einem Land ich stamme? VON JEANNETTE OTTO

DIE ZEIT N° 02/2014 Aktualisiert 4. Januar 2014 07:52 Uhr [76 Kommentare](#)



Blick in ein eingerichtetes Wohnzimmer eines DDR-Haushaltes (Archivbild, aufgenommen am 23.09.2010 im Haus der Geschichte in Lutherstadt Wittenberg) | © Peter Endig/dpa

Einmal platzte es aus meiner Tochter heraus. "Fies!", rief sie. "Ich find das einfach fies. Die haben eine Mauer um euch herum gebaut, du durftest nicht raus und musstest samstags immer die Küche bohnen." Ich stutzte. So also klang es, wenn eine Zehnjährige mein Leben in der DDR knapp zusammenfasste. Wir fuhren gerade durch Hamburg. Mein Tochter erzählte mir von Luther, den sie im Unterricht behandelten. Sein Leben, den Ablasshandel, die Zustände damals. Sie redete und redete. "Ich bin froh", sagte sie dann, "dass ich hier und heute lebe." Ich nutzte ihre kleine gedankliche Pause, um sie zu fragen, was sie denn glaube, wie meine Kindheit in der DDR so gewesen wäre, und dann platzten eben diese Worte aus ihr heraus. 19 Jahre meines Lebens, geschrumpft auf zwei Sätze.

Meine Kinder sind 10 und 13 Jahre alt, beide wurden in Hamburg geboren. Ich kam in Suhl auf die Welt, in einem kleinen Tal zwischen den Thüringer Bergen. Meine Eltern waren kurz vor meiner Geburt aus einem Dorf im Grenzgebiet in die Stadt gezogen, in ein völlig heruntergekommenes Haus. Sie haben ihr halbes Leben lang daran gebaut. Im Herbst 1990 bin ich weggegangen aus Suhl. Seitdem war ich nie wieder länger als ein Wochenende oder ein paar Ferienwochen dort. Die DDR gibt es nicht mehr, manchmal kommt es mir so vor, als hätte ich sie vergessen.

Ich kann mich nicht daran erinnern, wann ich damit begonnen habe, den Kindern zu erzählen, dass Deutschland nicht immer so aussah, wie sie es für selbstverständlich halten. Dass eine Grenze das Land zerrissen hat, mehr als 40 Jahre lang. Wahrscheinlich geschah es auf einer dieser langen Autofahrten nach Thüringen, die Große war vielleicht drei oder vier, die Kleine noch nicht mal ein Jahr alt, als sie hörten, dass Oma und Opa in jenem Teil Deutschlands gelebt haben, um den man einen elektrisch gesicherten Zaun gebaut hatte. Und dass sich ihre Eltern wahrscheinlich nie getroffen hätten, wäre dieser Zaun nicht eines Tages eingerissen worden.

Ich habe in meiner Familie die Rolle der Zeitzeugin zugewiesen bekommen

Die Kleine verstand natürlich nichts, und die Große reagierte auch nicht gerade so, wie mein Mann und ich uns das erhofft hatten. Sie reagierte gar nicht. Wir aber hatten einen Anfang gemacht. Von nun an würde es leichter sein, darüber zu reden. Aber auf Fragen von den Kindern konnten wir lange warten. Also waren wir es, die immer wieder damit angingen. Keine Reise in Richtung Osten, ohne dass wir nach hinten zu den Kindern riefen: "Seht ihr, hier war die Grenze" – wann immer wir einen früheren Kolonnenweg kreuzten oder ein alter Wachturm in der Ferne auftauchte.

Mein Mann und ich haben nie darüber gesprochen, ob oder wie wir den Kindern von der deutschen Teilung und der DDR erzählen wollen. Es war selbstverständlich, dass wir es tun würden, dass wir es tun mussten. Allein schon deshalb, weil sich unsere kleine Geschichte ohne den Lauf der großen niemals ereignet hätte. Und Grenzerfahrungen hatten wir schließlich beide gemacht. Mein Mann stammt aus einem niedersächsischen Dorf, das an Sachsen-Anhalt grenzt. Er hat im Wald hinter dem Zaun Räuber und Gendarm gespielt, während auf der anderen Seite die Grenzsoldaten Patrouille liefen. Trotz der geografischen Nähe aber war der Osten für ihn genauso weit weg wie für fast jeden Westdeutschen. Ich beneide ihn manchmal darum, dass er in den Gesprächen mit den Kindern vor allem die politischen Themen besetzt, also von Brandt, Kohl und Gorbatschow erzählen kann, wenn er über Teilung und Einheit redet.

Ich aber habe die Rolle der Zeitzeugin zugewiesen bekommen, ich soll erzählen, wie der Osten denn nun wirklich war. Das kann er mir nicht abnehmen. Welches Bild aber will und darf ich meinen Kindern überhaupt vermitteln? Sind ihnen meine Erinnerungen überhaupt zumutbar?

Irgendwann werden sie erfahren, was in den Geschichtsbüchern zur DDR steht. Sie werden darüber diskutieren, warum der Überwachungs- und Unterdrückungsapparat trotz wirtschaftlichem Niedergang und sinkender Moral so lange überleben konnte. Sie werden von der Angst der Menschen hören, von den Zuständen in Gefängnissen wie Bautzen oder Berlin-Hohenschönhausen, sie werden davon erfahren, dass Jugendliche schon aufgrund einer auffälligen Haarfarbe und einer unangepassten Äußerung in Spezialheime wie den geschlossenen Jugendwerkhof in Torgau gesteckt wurden – mit dem Ziel der "Umerziehung".

Ich hoffe sehr, dass sie all das einmal erfahren, ich will, dass die Schule mir etwas abnimmt, ich bin keine ausgebildete Geschichtsvermittlerin. Denn Bautzen habe ich mit meinem Mann lieber alleine besucht, und was in Torgau oder an anderen ähnlichen Orten passiert ist, habe ich ihnen noch nicht erzählt. Vielleicht aber hören sie im Geschichtsunterricht auch nie davon. Beide Kinder bestätigen mir, dass die DDR oder die deutsche Teilung bisher in noch keiner einzigen Unterrichtsstunde Thema war. Meine große Tochter geht seit acht Jahren zur Schule. Sie muss Foltermethoden des Mittelalters pauken, das Wahlrecht verstehen oder Texte über drogenabhängige Obdachlose interpretieren; aber darüber, dass wir in Deutschland auch 23 Jahre nach der Wiedervereinigung noch immer über das Einander-fremd-Sein oder die Sprachlosigkeit zwischen Ost und West diskutieren, erfährt sie in der Schule nichts.

Viele Kinder wissen nicht, ob die Eltern im Osten oder Westen geboren wurden

Vor einem Jahr habe ich eine neunte Klasse einen Tag lang durch die ehemalige Stasi-Zentrale in Berlin begleitet. Ich sollte darüber schreiben, wie die Jugendlichen reagieren, wenn man sie mit den Methoden des einstigen Überwachungsstaates konfrontiert. Natürlich waren sie erschrocken, entsetzt, berührt, aber sie wirkten dabei so, als habe das mit ihnen selbst nicht mehr viel zu tun. Auf die Frage, ob man zu Hause über die DDR spreche, sagten viele: "Nö, eher nicht." Die meisten wussten nicht einmal, ob ihre Eltern im Osten oder im Westen geboren wurden.

Ich kam ins Grübeln: Was werden meine Kinder auf diese Fragen antworten, wenn sie 15, 16 Jahre alt sind? Ich will, dass sie ein kritisches Geschichtsbewusstsein entwickeln und mir später all die Fragen stellen, auf die ich ihnen noch keine Antwort gegeben habe: Wärest auch du in die Partei eingetreten? Wäre die Mauer nicht gefallen, was für eine Journalistin wärest du geworden? Hättest auch du andere bespitzelt? Wieso hast du nie deine Stasi-Akte angefordert?

Sollen sie mich herausfordern! Auf keinen Fall will ich, dass sie das Gefühl bekommen, das Reden über die DDR sei eine Tabuzone, ein vermintes Gebiet, das man mit den eigenen Eltern besser meiden sollte. So, wie das früher in vielen Familien die Nazizeit war.

Seit Jahren schon beklagen Politologen und Historiker den "zeithistorischen Analphabetismus" vieler Jugendlicher und fordern, das Wissen über die DDR und die deutsche Teilung solle Prüfungsthema werden,

damit sich kein Lehrer mehr daran vorbeimogeln könne. Die Schule, sagen Experten, spiele in ihrer Funktion als Korrektiv eine wichtige Rolle, um das durch die Elternperspektive oft geschönte Bild vom Leben im Sozialismus geradezurücken. Studien hätten gezeigt, dass das Image der DDR bei Schülern immer negativer werde, je länger sie den SED-Staat im Unterricht behandelten.

Was aber heißt das für mich als Mutter, die damit automatisch unter den Generalverdacht gerät, mein Leben in der DDR zu wenig kritisch zu beschreiben? Sollte ich lieber schweigen?

Ich starte eine kleine Umfrage unter ostdeutschen Freunden. Ich will wissen, ob sie sich trauen, mit ihren Kindern über die Vergangenheit zu reden. Zwei Väter antworten. Sie schreiben mir, dies sei so gut wie kein Thema zwischen ihnen und ihren Söhnen. Der eine Vater sagt, dass er zwar schon manchmal erzähle, wie es bei ihm in der Schule war, er aber deshalb noch lange nicht auf die DDR zu sprechen komme. "Doch das betrifft auch andere Lebensbereiche und Erfahrungen, die DDR ist fast nie Vergleichsobjekt."

Auch der zweite Freund schreibt mir, er rede mit seinen beiden Kindern selten über das Leben in der DDR. Und eigentlich sei er dankbar dafür: "Meine Meinung weicht in etlichen Punkten stark von der offiziellen Version ab, und ich habe oft gemerkt, dass eine differenzierte Betrachtung der DDR schnell als ›Verharmlosung‹ diffamiert wird." Er fürchte einfach, dass seine Kinder in dieselbe Falle tappen könnten. Ansonsten versuche er, sein Leben so zu beschreiben, wie es gewesen sei, "ohne Wertungen oder Vergleiche". Die Kinder sollten dabei merken, dass das Leben im Osten vor 1989 nicht frei von Problemen war, aber auch nicht von allen Menschen wie ein 40-jähriger Gefängnisaufenthalt empfunden wurde.

Meine Tochter sagt: Ihr hattet doch in der DDR ein ganz schönes Leben

Ich schreibe ihm zurück: Mir sei jetzt erst aufgefallen, dass wir beide, obwohl unsere Kinder im gleichen Alter seien, noch nie über dieses Thema geredet hätten. Nicht nur unsere Kinder, auch wir seien offensichtlich zu sehr mit unseren (westdeutschen) Leben beschäftigt. Und ich schreibe ihm, dass auch ich mich oft ins Geschichtenerzählen rette.

Kinder hören Geschichten sowieso lieber als Vorträge, und sie vergessen sie weniger schnell. So wird mich meine kleine Tochter wohl auf ewig dafür bedauern, dass ich in ihrem Alter jeden Samstag mit einem riesigen Bohnerbesen den Küchenboden polierte. Freiwillig war das nicht, aber genau wie Russischlernen, Staatsbürgerkundeunterricht oder das mehrmals im Jahr stattfindende kollektive Altpapiersammeln irgendwie alternativlos.

Und meine große Tochter erinnert mich beim Einkaufen gern an jene Geschichte, bei der ich auf der verzweifelten Suche nach einer halbwegs guten Winterjacke an der Hand meines Vaters durch den Hintereingang eines großen Kaufhauses ins Lager geführt wurde und dort all das zu sehen bekam, was der Kunde draußen aufs Schmerzlichste vermisste. Dass wir das offizielle Warenangebot ab und zu umgehen durften, lag daran, dass mein Vater beim Konsum arbeitete, einer von zwei Handelsorganisationen in der DDR, die neben Warenhäusern auch Kaufhallen und Gaststätten betrieb. Natürlich begreift meine Tochter an dieser Stelle der Geschichte, dass die DDR alles andere als eine klassenlose Gesellschaft war. **Das Überleben funktionierte gerade am Ende nur noch über "Beziehungen"**. Sie weiß aber auch, dass wir zwölf Jahre lang auf einen Trabanten warten mussten, unser Haus zwei Mal im Jahr durch einen Rohrbruch unter Wasser gesetzt wurde und wir nur zwei Fernsehprogramme hatten.

Trotzdem sagt sie irgendwann: "Ihr habt doch eigentlich ein ganz gutes Leben geführt." Wie soll ich darauf reagieren? Muss ich sofort von all jenen erzählen, die Jahre ihres Lebens im Stasi-Gefängnis verbrachten, bei der Flucht in den Westen erschossen wurden oder deren Kinder man zwangsadoptierte?

Habe ich mein Ziel erreicht, wenn meine Töchter möglichst furchterregend über das Leben in der DDR referieren können? An Schauergeschichten mangelt es nicht, wenn wir meinen Onkel ganz im Süden

Thüringens besuchen, nur wenige Kilometer vor der bayerischen Grenze. In dem Ort, der früher im tiefsten Sperrgebiet lag, wohnten auch meine Großeltern. Hören die Kinder heute, dass wir nie ohne Passierschein zur Verwandtschaft durften und bei jeder Reise an einem Schlagbaum aufs Genaueste kontrolliert wurden, sind sie empört. "Wie fies!", ruft dann die Kleine wieder.

1952 wurden mehrere Familien des Ortes, auch Verwandte von uns, über Nacht auf Lastwagen geladen und an einen ihnen zunächst unbekanntem Ort gebracht. Die Zwangsumsiedelungen waren Ziel der "Aktion Ungeziefer", bei der man "politisch unzuverlässige" Bürger aus dem Sperrgebiet entfernte.

Wir waren am früheren Todesstreifen und im Museum. Aber was fehlt?

Oben auf dem Friedhof, von wo aus der Blick über die schiefen Dächer der Fachwerkhäuser geht, sieht man im Westen ein schwarzes Kreuz stehen. Immer wenn wir die Gräber besuchen, muss ich den Kindern das Kreuz zeigen – und erneut davon erzählen, wie sich bei Beerdigungen Ost und West in Gedanken trafen. Weil im Sperrgebiet keine westdeutschen Besucher erlaubt waren, versammelten sich die Verwandten und Freunde des Verstorbenen an dem Kreuz im Westen. Man winkte sich zu und trauerte auf diese Weise doch noch gemeinsam.

Spaziergänge entlang der ehemaligen Grenze, Wochenenden in Berlin, Brandenburger Tor, Reichstag, DDR-Museum, Gedenkstätte Bernauer Straße. Diskussionen über Todesstreifen, Selbstschussanlagen, Schießbefehl; und Menschen, die durch Tunnel oder mit einem Heißluftballon versuchten, in den Westen zu gelangen. Was fehlt?

Die Zeit nach der Wiedervereinigung – um die geht es kaum. In den Augen der Kinder ging mit dem Fall der Mauer ja doch alles gut aus. Ich habe ihnen bisher wenig erzählt von Menschen, die mit Mitte 50 zu Hause saßen. Deren Arbeitsplätze es nicht mehr gab; deren Lebenswerk plötzlich als wertlos galten. Oder von anderen, die "das Falsche" studiert hatten, arbeitslos wurden, sich von einer Arbeitsbeschaffungsmaßnahme zur nächsten retteten. Ich selbst erlebte das alles nur noch aus der Ferne. Die Grenzen waren offen, ich ging einfach, studierte, reiste, arbeitete. Ich drehte mich nicht mehr oft um.

Meine Kinder haben die Menschen, die sie auf Familienfeiern treffen oder mit denen sie im Urlaub durch die Alpen wandern, noch nie danach beurteilt, ob diese Wessis oder Osis sind. Es interessiert sie nicht. "Die Klischee-Wessis", sagte meine große Tochter dennoch vor ein paar Tagen, und ich wusste gar nicht, dass sie solche Wörter kennt – "Die Klischee-Wessis" würden immer sagen, "im Osten war alles grau, schrecklich und ungerecht. Und du sagst dann: Ja, stimmt, so war es. Aber du sagst eben auch, dass es noch andere Dinge gab, die auch schön und lustig waren." Das finde sie gut. Und sie würde sich wünschen, dass ich das später auch ihren Kindern erzählte. Ich bin gespannt, ob meine Tochter das dann noch möchte. Oder ein Geschichtsbuch vorzieht.

Was kennt ihr von der DDR? 98,105

Der Staat, in dem ihre Eltern aufwuchsen, ging unter. Vier Kinder erzählen, was sie von ihm gehört haben.

DIE ZEIT N° 02/2014 Aktualisiert 4. Januar 2014 18:38 Uhr [31 Kommentare](#)



Ein alter Trabi in Brandenburg | © Ralf Hirschberger/dpa

"Es ist nicht meine Welt"

Die DDR, das ist für mich vor allem die Vergangenheit meiner Eltern. Sie haben immer versucht, mich und meine Geschwister an ihrer Geschichte teilhaben zu lassen. Bei den Montagsdemos ist mein Bruder, der damals noch ganz klein war, mitmarschiert. "Demo gehen, Demo gehen", habe er damals gesagt; diese Geschichte wird bei uns zu Hause bei fast jeder Geburtstagsfeier zum Besten gegeben. Ich höre mir das immer wieder gerne an, aber inzwischen ist mir eines klar geworden: Es ist für meine Eltern wichtiger als für mich, über die DDR zu reden. Ich will ihr altes Leben verstehen, klar. Mehr noch aber wollen meine Eltern verstanden werden.

Im Supermarkt freuen sich meine Eltern manchmal immer noch darüber, dass alle Waren im Überfluss da sind. Sie erzählen auch gerne, wo sie früher für welche banalen Produkte wie lange anstehen mussten. Dann fühle ich mich oft schlecht: Mir nämlich fällt immer nur auf, wenn einmal irgendetwas ausverkauft ist; meinen Eltern fällt auf, dass von allem so viel da ist. Sie sehen diese Welt bisweilen immer noch durch ihre DDR-Brille. Das ist okay, absolut. Es ist nur nicht meine Welt.

Pauline Marschk, 17, lebt mit ihrer Familie in Chemnitz und besucht die 10. Klasse eines Gymnasiums

"Ich wachse mit diesem Land auf"

Ich glaube, ich weiß ganz schön viel über die DDR, denn ich wachse nicht in, aber doch irgendwie mit diesem Land auf. Das liegt bei mir schon in der Familie. Meine Mutter ist in der DDR groß geworden, mein Vater in der BRD. Meine Mutter hat unter anderem marxistisch-leninistische Theorie studiert, mein Vater Geschichte – in Colorado. Bis zum Mauerfall hatte er schon Afrika, Nord- und Südamerika bereist. Meine Mutter konnte das natürlich nicht. Dafür legte sie nach 1990 richtig los, sie studierte das Fach Englisch, sah sich mit uns halb Europa an.

Die Jugend meiner Eltern war völlig unterschiedlich, aber ihre Meinungen zu diesem untergegangenen Land sind doch ganz ähnlich: Zwar konnten viele Bürger in der DDR ein ganz normales Leben führen, sagen sie; aber das ändert nichts daran, dass dies ein grausamer Staat war. Ich bin unglaublich froh, dass mir das erspart geblieben ist.

Viele erzählen ja, die deutsche Teilung komme im Unterricht nicht vor. Bei mir war es ganz anders: Ich war erst zwölf Jahre alt, als ich mit meiner Schulklasse zum ersten Mal ein DDR-Museum besucht habe.

Lorenz Reck, 16, ist Schüler der 10. Klasse am Gymnasium im brandenburgischen Luckenwalde

"So schlimm kann es auch wieder nicht gewesen sein"

Alles, was ich über die DDR weiß, weiß ich von meinen Eltern. Das ist schon okay, ich glaube, sie erzählen mir keinen Quatsch. **Komisch finde ich es trotzdem, dass wir in der Schule die Biografie Karls des Großen auswendig lernen, aber nicht erfahren, wer Erich Honecker war.** Was das angeht, bin ich hier in Nürnberg sogar privilegiert, denn meine Eltern sind in der DDR aufgewachsen. Meine Mutter erzählt mir oft, wie streng die Lehrer früher waren und wie klein die Wohnungen. Mit ihren beiden Geschwistern musste sie sich ein Kinderzimmer teilen. Mein Vater redet häufig davon, wie schön es war, zum ersten Mal mit dem Trabi in Richtung Westen zu fahren.

Einen Trabi fahren meine Eltern immer noch, sie sind sogar Mitglieder in einem Trabi-Verein. Als kleines Kind fand ich das cool, später war es mir peinlich, wenn mich meine Eltern mit diesem alten Auto von der Schule abholten. **So schlimm, dachte ich dann, kann das Leben in der DDR auch wieder nicht gewesen sein. Sonst würden meine Eltern wohl nicht so an diesen Autos hängen.**

Kirsten Fischer, 16, besucht die 9. Klasse einer Realschule in Franken. Ihre Eltern wuchsen in Sachsen auf

"Ob sie nicht auch manchmal ein bisschen Spaß hatten?"

Wenn meine Eltern über die DDR reden, dann meistens, weil sie mich erziehen wollen. Sie sagen zum Beispiel, dass es früher in der Schule viel strenger zugegangen ist. Die Lehrer haben jede Woche eine Leistungskontrolle schreiben lassen, sagen sie. Daheim dann mussten meine Eltern die Hausarbeit machen, putzen und so weiter, und in ihrer Freizeit haben sie offenbar fast nur an der frischen Luft gespielt, sie hatten ja kein Handy und keine Playstation.

Meine Großeltern erzählen, dass sie auf dem Feld arbeiten mussten, nachmittags nach dem anstrengenden Unterricht, um noch ein bisschen Geld zu verdienen. **Im Sozialkundeunterricht haben wir auch erfahren, dass die Schüler damals mehr Respekt vor Lehrern hatten als wir heute.**

Ich möchte gerne mal in die Vergangenheit reisen. Dann würde ich mich zuerst ins alte Ägypten beamen, mir angucken, wie die Pyramiden gebaut wurden. Ich würde dann ein paar Jahrhunderte überspringen, in die Zeit Napoleons. **Zum Schluss würde ich ein paar Tage in der DDR verbringen.** Ich will wissen, wie es damals wirklich war. Was die Leute gegessen, wie sie sich angezogen und ob sie nicht auch manchmal ein bisschen Spaß gehabt haben.

Dominic Heyne, 13, ist Achtklässler einer Gemeinschaftsschule in Stadtilm in Thüringen

Kinderbetreuung sorgt für Nachwuchs, Ehegattensplitting verpufft 98,107

02.02.2014 · Um Ehe und Familie zu fördern, gibt der Staat pro Jahr 200 Milliarden Euro aus. Aber nur ein Teil der Leistungen hat tatsächlich einen Effekt. Wissenschaftler raten, vor allem in Kinderbetreuung zu investieren.

[Artikel](#) [Bilder](#) (1) [Lesermeinungen](#) (27)



© ZB-FUNKREGIO OST

Nach einer noch unveröffentlichten Studie steigern Investitionen in Kinderbetreuung die Geburtenrate in Deutschland, das Ehegattensplitting und die beitragsfreie Mitversicherung von Kindern dagegen nicht. Zu diesem Ergebnis kommt laut „Bild am Sonntag“ der bislang unter Verschluss gehaltene Abschlussbericht des Wirtschaftsforschungsinstituts prognos zur Gesamtevaluation der familienbezogenen Maßnahmen und Leistungen der Bundesregierung im Auftrag des Familienministeriums.

In dem Bericht stelle das Institut insbesondere dem Ehegattensplitting ein schlechtes Zeugnis aus, schreibt die Zeitung weiter. Dabei zitiert sie aus den ihr vorliegenden Unterlagen: „Das Ehegattensplitting hat kaum Einfluss auf die Realisierung vorhandener Kinderwünsche.“ Den Kosten von 20,53 Milliarden Euro im Jahr 2013 stünde lediglich ein Anstieg der Geburtenrate um 0,01 Kinder pro Frau gegenüber.

Nur einige Maßnahmen zeigen Wirkung

Dagegen hätten die Forscher herausgefunden, dass die Ausgaben des Staates für Kinderbetreuung zu einer Steigerung der Geburtenrate um 0,18 Kinder pro Frau führen. Kindergeld und Kinderfreibeträge (Kosten 2013: 41,24 Milliarden Euro) sorgten für ein Plus von 0,14 Kindern, das Elterngeld folge mit dem Faktor 0,11.

Von diesen drei Leistungen gehe demnach eine „messbare und positive Wirkung“ auf die Geburtenzahl aus, zitiert die Zeitung aus dem prognos-Bericht. Insgesamt gebe der Staat für 156 ehe- und familienpolitische Maßnahmen rund 200 Milliarden Euro im Jahr aus.

Wissenschaftler wollen Budgets umschichten

Zur Steigerung der Effizienz der familienpolitischen Maßnahmen schlagen die Wissenschaftler laut „Bild am Sonntag“ vor, allgemeine Geldleistungen wie das Kindergeld zum Teil in infrastrukturelle Leistungen wie Kinderbetreuung umzuschichten. Zudem solle die Politik das Ehegattensplitting und die kostenlose Mitversicherung von Familienmitgliedern in der Krankenkasse reduzieren und zudem Leistungen auf die Familientypen zu konzentrieren, bei denen es eine besonders starke Wirkung gebe. Als Beispiele würden ärmere Familien und Alleinerziehende genannt.

Der Bericht liegt dem Familienministerium nach Angaben der Zeitung bereits seit November 2013 vor, eine Veröffentlichung sei Mitte Februar geplant.

Reformkurs in Frankreich

Warum Hollande kein französischer Schröder ist 98,108

04.02.2014 · Frankreich will Unternehmen entlasten. Aber an seine „teuerste Arbeitslosenversicherung der Welt“ geht es nicht ran.
Von CHRISTIAN SCHUBERT, PARIS



© GETTY Ähnlichkeit? Was ihre Politik betrifft, gibt es zwischen Schröder und Hollande große Unterschiede

Seit der französische Präsident François Hollande zumindest verbal einen neuen Reformkurs eingeschlagen hat, ziehen etliche Beobachter Parallelen zur Agenda 2010 von Gerhard Schröder. Doch die Gemeinsamkeiten sind etwa so zahlreich wie die zwischen Seine und Spree oder Eiffelturm und Brandenburger Tor. Als kürzlich das Gerücht aufkam, dass der frühere VW-Vorstand Peter Hartz Hollande beraten werde, ging ein Aufschrei durch das linke politische Lager. Allein das beleuchtet, warum die französische Regierung eine andere Strategie sucht.

Schon die Ausgangspunkte sind unterschiedlich: Die Agenda 2010 kam erst, nachdem Schröder mehrere Jahre mit Gewerkschaften und Arbeitgebern erfolglos ein „Bündnis für Arbeit, Ausbildung und Wettbewerbsfähigkeit“ schmieden wollte. Hollande befindet sich heute dagegen noch mitten in der Abstimmung mit den Sozialpartnern. Ohne diese Konsenssuche sei in Frankreich kein Wandel möglich, sagte der Präsident, als er die Reform des Arbeitsmarktes vorstellte, die vor allem eine Erleichterung von Lohnstopps vorsieht wie auch flexiblere Arbeitszeiten. Doch das reicht vermutlich nicht, um die Wirtschaft zu beleben und das Heer der Arbeitslosen abzubauen. Daher bietet der Präsident den Arbeitgebern jetzt Abgabenerlastung in Milliardenhöhe gegen konkrete Versprechungen für Neueinstellungen.

Anders als im Fall der deutschen Hartz-Reformen aber plant Frankreich keine Einschnitte der Sozialleistungen. „Ich will die staatliche Sozialversicherung erhalten, denn sie befindet sich im Herzen unseres republikanischen Paktes“, sagte Hollande auf seiner Pressekonferenz am 14. Januar. Dies bestätigen die derzeit laufenden Verhandlungen um die Arbeitslosenversicherung, die von Arbeitgebern und Gewerkschaften verwaltet wird. Sie ist mit Schulden von 18 Milliarden Euro nicht der größte Gefahrenherd im Sozialversicherungssystem, doch sie beleuchtet die Zaghaftheit des französischen Reformprozesses.

1,2 Milliarden aus der Arbeitslosenkasse

Die Arbeitslosenversicherung steckt besonders deshalb im Minus, weil zwei einflussreiche Empfängergruppen jeden Wandel seit Jahren blockieren: die Zeitarbeiter mit wechselnden Anstellungen sowie die Mitarbeiter des Kulturbetriebs, darunter Künstler, Bühnenarbeiter und Kameraleute. Seit Jahren zahlen die Beschäftigten des Kultursektors Beiträge von rund 240 Millionen Euro im Jahr, erhalten aber 1,2 Milliarden Euro aus der Arbeitslosenkasse. Aufgrund ihrer unregelmäßigen Beschäftigung müssen sie in einem Zeitraum von rund zehn Monaten nur etwa 3,5 Monate arbeiten, um danach für fast acht Monate Arbeitslosengeld zu kassieren. „Ein

Drittel des Defizits der Arbeitslosenversicherung Unedic geht auf drei Prozent der Arbeitslosen zurück“, erzürnte sich unlängst der französische Rechnungshof.

Doch voraussichtlich wird sich daran nichts ändern, heißt es in Paris. Kein französischer Politiker hat vergessen, dass beim letzten Reformversuch 2003 das prestigeträchtige Theaterfestival von Avignon wegen Streik abgesagt werden musste. Die Arbeitslosenversicherung gilt als Vehikel, um den ganzen Kulturbetrieb zu subventionieren. Zudem stehen viele Künstler eher den Sozialisten als den Konservativen nahe. Selbst der Arbeitgeberverband Medef verzichtet aus taktischen Gründen auf einen Reformaufruf. Ohne die Sonderregime des Kulturbetriebs und der Zeitarbeiter würde die Arbeitslosenversicherung einen Überschuss erwirtschaften.

Das Basisregime für den Großteil der Beschäftigten im Privatsektor sei im internationalen Vergleich insgesamt sogar nicht besonders großzügig, berichtet der Ökonom Bruno Coquet in einer Studie für das arbeitgebernahe Institut de l'Entreprise – zumindest, wenn man den langen Betrachtungszeitraum von fünf Jahren zugrunde legt. Das Arbeitslosengeld wird zwar zwei Jahre (für über Fünfzigjährige drei Jahre) lang auf gleicher Höhe ausgezahlt, doch danach sinkt die Zuwendung stark: So erhält eine Durchschnittsfamilie mit zwei Kindern und einem Einkommen etwa zwei Jahre lang rund 70 Prozent des letzten Bruttoeinkommens aus der Arbeitslosenkasse; danach fällt sie auf die Sozialhilfe oder eine andere Beihilfe von nur noch gut 50 Prozent zurück.

Subventionierung der Geringverdiener

Immer wieder werden in Frankreich auch die hohen Zuwendungen für frühere Spitzenverdiener kritisiert. Sie können zwei Jahre lang bis fast 7000 Euro aus der Arbeitslosenkasse erhalten – mehr als das Dreifache des deutschen Maximums –, wenn sie zuvor etwa das Doppelte verdienten. Doch man braucht sie aufgrund ihrer üppigen Beitragszahlungen (von 2,4 Prozent des Gehalts für die Arbeitnehmer und vier Prozent für die Arbeitgeber bis zur hohen Bemessungsgrenze von monatlich gut 12.000 Euro), denn sie sollen die Geringverdiener subventionieren. Bei niedrigem Gehalt beträgt das Arbeitslosengeld rund drei Viertel des letzten Bruttoeinkommens – eine deutlich höhere Ersatzrate als bei den Spitzenverdienern.

Der Ökonom Coquet nennt das französische System die „teuerste Arbeitslosenversicherung der Welt“, weil Arbeitgeber und Arbeitnehmer im Schnitt jährlich die hohe Summe von einem Netto-Monatsgehalt als Beiträge einzahlen. Staatliche Zuschüsse aus Steuermitteln gibt es in Frankreich kaum, gleichzeitig zahlen weder Beamte noch Staatsunternehmen oder später privatisierte Unternehmen ins System ein. Kritik wird auch an den geringen Anreizen zur Annahme einer Arbeit laut. Manche fordern eine schrittweise Absenkung des Arbeitslosengeldes.

Der zweijährige Anspruch ist doppelt so lang wie seit den Hartz-Reformen in Deutschland, allerdings nicht länger als im EU-Durchschnitt. Auffallend ist, dass viele Arbeitslose in Frankreich kurz vor Ablauf der zwei Jahre wieder eine Stelle annehmen. Die Arbeitsämter üben wenig Druck aus: Offiziell müssen Arbeitslose nach sechs Monaten im Umkreis von 30 Kilometern eine neue Stelle akzeptieren, auch wenn nur 85 Prozent des früheren Lohns bezahlt wird. Doch wer dies ablehnt, hat in der Praxis kaum mit Konsequenzen zu rechnen.

Geldpolitik

Der gespaltene EZB-Rat 98,110

04.02.2014 · Den Ländern der Währungsunion geht es unterschiedlich gut. Das wirkt sich auch auf ihre Vertreter in der Führung der gemeinsamen Notenbank aus. Leider.

Von PHILIP PLICKERT



© WOHLFAHRT, RAINER  Der Sitzungssaal in Frankfurt: Mit Beginn der Staatspapier-Käufe tat sich ein Graben im EZB-Rat auf

In der Schönwetterperiode der Währungsunion, also ungefähr in den ersten zehn Jahren nach 1999, gab es wenig Streit im Rat der Europäischen Zentralbank. Meistens herrschte Einstimmigkeit im wichtigsten Beschlussgremium, dem die Chefs der nationalen Notenbanken und die sechs Direktoren angehören. Es wurde die Illusion verbreitet, dass im EZB-Rat nationale Erwägungen keine Rolle spielten. Mit dem Ausbruch der Euro-Krise ist diese Fiktion zerplatzt. Die EZB wagte immer unorthodoxere Maßnahmen, um die heterogene Eurozone zusammenzuhalten und wackelnde Staatsfinanzen zu entlasten.

Mit Beginn der EZB-Käufe vornehmlich südeuropäischer Staatspapiere tat sich ein Graben im EZB-Rat auf: Die stabilitätsorientierten nordeuropäischen Zentralbankchefs, vorneweg die Bundesbank-Vertreter, waren tief skeptisch und opponierten. Ihre südeuropäischen Kollegen fanden Geschmack an den Nothilfen. Das Sein bestimmt das Bewusstsein. Sie nickten auch zu den fadenscheinigen Erklärungen, der Kauf der Staatsanleihen sei geldpolitisch geboten. Die erleichterte Staatsfinanzierung schätzten sie als angenehmen Nebeneffekt.

Ganz anders die mittel- und nordeuropäische Sicht von Notenbankern und Ökonomen, die mit Sorge den schrittweisen Übergang der Währungs- in eine Haftungsunion verfolgten. Denn wenn die EZB den Marktzins für Peripherieländer drückt, lässt dort der Druck nach, die notwendigen Reformen durchzuziehen. Aber diese Einwände wurden im EZB-Rat überstimmt. Nun quält sich das Bundesverfassungsgericht schon seit mehr als einem Jahr mit der Frage, ob das Anleihekaufprogramm eine verbotene monetäre Staatsfinanzierung bedeute. Es ist sehr zu hoffen, dass die Richter endlich eine klare Antwort finden.

Konjunktur verläuft unterschiedlich

Auch ohne die Käufe bleibt der Euroraum gespalten, weil die Konjunktur so unterschiedlich läuft. In Deutschland ist die Wirtschaft relativ gut ausgelastet und sie wird im Jahresverlauf noch kräftig an Schwung gewinnen. Angetrieben von der starken Binnennachfrage und geschoben von den außerordentlich günstigen Zinsen, brummt die Konjunktur hierzulande. Nächstes Jahr dürften die Kapazitätsgrenzen erreicht werden. Ein Leitzinsniveau nahe null Prozent ist da viel zu niedrig, es drohen Überhitzungen und Blasenbildungen. Betriebe die Bundesbank noch eine eigenständige Geldpolitik, hielte sie wohl ein Leitzinsniveau von 2 bis 3 Prozent in Deutschland für angemessen.

Doch in Südeuropa sieht es konjunkturell weiterhin düster aus. Mit Mühe haben die Krisenländer (bis auf Griechenland) die lange Rezession gestoppt. Doch nach dem tiefen Fall geht es nur mit winzigen Schritten aufwärts. Die Arbeitslosigkeit bleibt erschreckend hoch, die Löhne stagnieren, die Nachfrage ist schwach. Auch die weiter schrumpfende Kreditentwicklung zeigt, dass eine echte Erholung noch dauern wird. In diesem

Umfeld ist die Teuerung natürlich sehr gering. Hinzu kommt, dass der Ölpreis niedriger liegt als vor einem Jahr.

Berüchtigte Rotationsregel

So wird die Inflationsrate, die zuletzt auf 0,7 Prozent gesunken ist, wohl noch auf längere Zeit sehr niedrig bleiben. Darauf bereitet sich die EZB vor. Es könnte aber sein, dass sie ihre Inflationsprognose im März noch weiter nach unten korrigieren muss, weiter weg vom mittelfristigen Zielwert von 2 Prozent. Spätestens dann werden die „Tauben“ im EZB-Rat auf eine weitere Zinssenkung dringen, wenngleich ein Schritt von 0,25 auf 0,15 oder 0,1 Prozent eigentlich nur noch kosmetische Wirkung hätte. Viel wichtiger ist, dass die laufende Bilanzprüfung das ganze Ausmaß der faulen Kredite in Südeuropas Banken ans Licht bringt. Nur dann – nach einer durchgreifenden Rekapitalisierung – kann Vertrauen zurückkommen und die Wirtschaft sich erholen.

Die in der Krise offenbarte Spaltung des EZB-Rates bedeutet nichts Gutes für die Zukunft der europäischen Geldpolitik. Nationale Notenbankchefs orientieren sich eben doch nicht am europäischen Gemeinwohl, sondern schielen auf die Lage in ihren Heimatländern. So dürften die Südeuropäer noch lange niedrigere Zinsen präferieren, wenn der Durchschnitt und besonders Deutschland schon ein höheres Niveau erforderten.

Noch heikler wird die Situation, wenn der Eurozone im nächsten Jahr als 19. Mitglied Litauen beitrifft. Dann greift die berüchtigte Rotationsregel. Die nationalen Notenbanken verlieren dann monatsweise ihr Stimmrecht im EZB-Rat. Die Bundesbank wird alle fünf Monate keine Stimme mehr haben. Allerdings bleibt der EZB-Rat groß, weil jeder sein Sitz- und Rederecht behält. Die Regelung ist somit eine Farce, denn die erhoffte größere Effizienz der Entscheidungsfindung bleibt aus. Vielmehr könnten die Entscheidungen sprunghaft werden, je nachdem wer gerade Stimmrecht hat und welche Koalitionen sich bilden.

Schon das bisherige Prinzip ist hochproblematisch, dass jedes Land genau eine Stimme hat. Zwergstaaten wie Malta oder Zypern haben formal genauso viel Stimmgewicht wie Deutschland, obwohl die Bundesbank 27 Prozent des EZB-Kapitals bereitstellt und entsprechend haftet, wenn etwas schiefgeht bei der Geldpolitik. Eigentlich wären nach Größe gestaffelte Stimmrechte angemessen. Doch das wird die Südschiene nie zulassen.

FEBRUARY 3, 2014, 1:13 PM 1 Comment

Hedge Fund Chief Makes a Lonely Bet Against Portugal's Debt 98,112

By **LONDON THOMAS JR.**



Hugo Correia/Reuters Demonstrators in Lisbon protested austerity measures taken by the Portuguese government.

David Salanic cuts a lonely figure among the Manhattan power brokers eating breakfast at the [Loews Regency Hotel](#) restaurant on Park Avenue. Sure, he runs a hedge fund, but with \$50 million, his fund may represent a year of commissions for some of the heavy hitters in the room.

None of the big shots stopped by his table either, and the hostess, having messed up his table reservation, was not at all rattled by the snafu.

Still, while he may not bring with him the buzz of billionaire hedge fund moguls like Daniel S. Loeb and William A. Ackman, Mr. Salanic, the chief executive of Tortus Capital, has his own target — Portugal — and it is bigger in size than any of the major corporations that have come under attack by his larger peers.

Putting it bluntly, he said he believed that the country, despite accolades for its economic reform efforts, would soon default on its private sector bonds — in the same way Greece did in 2012.



David Salanic

“Portugal’s debt is just not sustainable,” Mr. Salanic said, as he tucked into a heaping plate of eggs and potatoes. “In fact, it is even more unsustainable than Greece.”

Unlike the vast majority of hedge fund investors, Mr. Salanic is straightforward and nonsecretive. He has no public relations team and there is no elaborate ritual before the interview over which parts of the conversation are to be on, or off, the record. He states openly that he is betting against, or shorting, Portugal’s bonds and that he has set up a website that sets forth [his investment thesis](#) in the form of a rigorous, 64-page PowerPoint presentation.

His thesis is that Portugal, with one of the slowest growth rates of any country in Europe, is in no position to make good on its debt, which, at 128 percent of gross domestic product, is on the verge of passing Italy to become the second-largest in the euro zone after Greece.

Moreover, Mr. Salanic said he believed that the country's debt was understated and that if you added in debts guaranteed by the state, as well as other off-balance-sheet transactions that state-owned corporations have put in place with foreign banks, the true figure approaches 150 percent of economic output.

All of which may be true, and in conversation or on paper, Mr. Salanic advances his arguments with precision and authority.

The problem is, no one seems to be listening.

Portugal's 10-year bonds, once seen as virtually toxic, have been on a tear, with yields plunging from above 16 percent in 2012 to current levels of 4.9 percent. In fact, the most recent rally came soon after Mr. Salanic made public his bear case for the country about a month ago.

So, how does that make him feel?

Mr. Salanic smiled indulgently.

"I feel great about our position," he said. "In fact, we have been increasing it."

Brave words, no doubt. Especially as Mr. Salanic, in predicting a Portuguese default, is, in effect, taking on Chancellor [Angela Merkel](#) of Germany and [Mario Draghi](#) at the [European Central Bank](#), both of whom have said in no uncertain terms that the restructuring of Greek debt was a unique case that was not to be repeated.

In fact, Europe has already rejected suggestions by the [International Monetary Fund](#) that it be more open to the idea of debt restructuring in the euro zone. Any chance that it might be either cowed or influenced by Mr. Salanic seems slim indeed.

Moreover, the Portuguese government recently announced that it had met its 2013 budget deficit target of 5.5 percent set by its creditors and in the past six months has successfully sold its bonds to international investors.

That is a point that Isabel Castelo Branco, the secretary of state for the Treasury in Portugal, made sure to emphasize in a recent interview.

"The Portuguese economy has surprised on the upside, and foreign investors see this," she said. "Now, you can see that the yield of our 10-year bond is below 5 percent."

Ms. Branco would not say in an interview whether she had read Mr. Salanic's report, although she did say, a bit dismissively, that she had read about it in the Portuguese media.

"Investors are free to have their own views," she said. "On both the long and the short end of the market."

Europe : ce qui oppose Daniel Cohn-Bendit et Alain Finkelkraut 98,114

LE MONDE | 01.02.2014 à 09h04 • Mis à jour le 04.02.2014 à 11h33 | Propos recueillis par Nicolas Truong



Qu'est-ce que l'identité européenne ? Et à quel moment en avez-vous pris conscience ?

Alain Finkelkraut L'Europe m'est d'abord apparue comme la construction d'une entité nouvelle – ni nation ni empire – destinée, après deux guerres effroyables, à garantir la paix sur le Vieux Continent. Que l'Europe ait aussi une identité et que cette identité soit indissociable de l'identité nationale, que l'Europe, autrement dit, s'atteste dans la diversité de ses profils, ce sont les intellectuels tchèques, hongrois et polonais qui m'en ont fait prendre conscience.

J'ai pour toujours en mémoire le récit déchirant qui ouvre l'article de Milan Kundera sur la tragédie de l'Europe centrale : en septembre 1956, le directeur de l'agence de presse de Hongrie envoya par télex dans le monde entier ce message sur l'offensive russe déclenchée contre Budapest et qui allait écraser son bureau : « *Nous mourrons pour la Hongrie et pour l'Europe.* »

Lire aussi l'analyse : [Quelle identité européenne ?](#)

L'autre Europe, comme on disait alors, me révélait que j'appartenais à une civilisation précieuse et périssable. Mais aussi admirative qu'elle fût de l'héroïsme des dissidents, mon Europe ne voulait pas – et ne veut toujours pas – entendre ce discours. Au sortir du XX^e siècle, elle s'est engagée, pour conjurer définitivement ses propres démons, dans la voie de la désincarnation par l'économie, la morale et le droit.

Daniel Cohn-Bendit Je suis né en 1945, alors que mes parents étaient cachés en France en raison des persécutions antijuives. J'ai été apatride pendant quatorze ans, puis j'ai choisi la nationalité allemande pour ne pas faire mon service militaire. Pour moi, l'Europe a toujours été une évidence.

Je crois que, s'agissant de l'identité européenne, nous sommes aujourd'hui à un moment historique décisif. Nous sentons que les Etats-nations s'essouffent ; qu'ils veulent défendre une idée de civilisation, de culture, qui est malmenée parce que le monde change à une vitesse incroyable...

Construire l'identité européenne, c'est dépasser l'identité nationale, tout en protégeant les moments de progrès civilisationnel développés par chaque nation. L'identité européenne est en devenir et ne peut correspondre qu'à une identité de nature post-nationale. Dans la mesure où celle-ci n'a rien à voir avec une identité figée, elle est sans doute moins confortable pour les individus.

A la limite, être européen, c'est ne pas avoir d'identité prédéterminée. Ce qui ne veut pas dire qu'elle porterait atteinte aux spécificités nationales. Au contraire, celle-ci doit coexister, pour ne pas dire s'affirmer en tant que garante du pluralisme identitaire européen.

Notre identité singulière est d'ailleurs plurielle et en évolution permanente. Depuis une quarantaine d'années, la construction européenne s'ajoute à toutes nos autres identités et les transforme. Il n'y a donc pas un mode d'être européen univoque, mais des Européens. Tout comme il n'existe pas plus, pour moi, un mode d'être français mais des Français.



A. F. Des Européens, des Français certes, mais une Europe et une France. Frappée d'opprobre aujourd'hui par les élites intellectuelles de la nation, l'identité nationale n'est rien d'autre que la modalité française de la civilisation européenne. Et cette identité, nous ne la fabriquons pas, elle nous est donnée.

Entre Dieu et nous, il y a cette différence que rappelle très justement Régis Debray : « *Nous, nous sommes contraints, nous produisons du neuf, oui, mais à partir de ce que nous avons reçu.* » Défions-nous comme de la peste de la présomption identitaire, mais soyons assez humbles aussi pour reconnaître notre dette, et, quand il le faut, pour l'acquitter.

L'identité, c'est la marque de la finitude. Lorsque des inondations ravagent la Sardaigne, c'est le président du conseil italien qui décrète un jour de deuil national. On n'a pas pris le deuil à Bruxelles.

D. C.-B. C'est faux ! Il y a eu, par exemple, une minute de silence au moment du tremblement de terre en Italie. Sept cent cinquante députés européens se sont levés et en ont fait un deuil européen.

A. F. Dont acte. Mais ce geste n'a eu aucune répercussion à Paris, à Berlin ou à Copenhague. La nation, c'est l'espace où ce qui arrive aux autres vous arrive à vous. Malgré la « téléprésence » du monde, il n'est au pouvoir de personne d'enrepousser les frontières. Et c'est dans cet espace circonscrit que la démocratie prend sens.

D'où l'incrédulité et la fureur que suscite la gouvernance européenne quand elle entreprend de rééduquer les peuples. Un exemple parmi d'autres : saisie par une mère finlandaise qui habite maintenant l'Italie, la Cour européenne de justice a ordonné aux autorités de ce pays de retirer les crucifix des salles de classe, alors même que la présence de ces objets n'est plus culturelle, mais purement patrimoniale.

D. C.-B. La Cour suprême allemande a fait la même chose.

A. F. Oui, mais elle l'a fait en Allemagne et pour l'Allemagne. Deuxième exemple : Viviane Reding comparant la politique française vis-à-vis des Roms aux déportations de masse de la seconde guerre mondiale. Des commissaires qui ne savent pas de quoi ils parlent se croient autorisés à faire de l'Europe une maison de redressement pour nations délinquantes.

D. C.-B. Viviane Reding n'a fait que rappeler l'une des « *caractéristiques identitaires essentielles* » de l'Union européenne et qui est aussi, si je ne m'abuse, revendiquée haut et fort par la France, à savoir, l'universalité des droits de l'homme. N'oublions pas que dans l'espace européen, vivent de 300 000 à 400 000 Roms, et qu'ils ont des droits. Ce sont des Roms roumains, bulgares, hongrois...

En tant que garante des traités signés par tous les gouvernements, la Commission européenne a fait ce qu'elle devrait faire systématiquement, c'est-à-dire dénoncer le traitement inadmissible de certains citoyens européens par un Etat pour faire en sorte que les droits de tous les Européens soient effectivement respectés. Et contrairement à ce que vous disiez juste avant, l'idée de réaliser une démocratie européenne reste non seulement valable, mais constitue à mon sens le premier des impératifs politiques.

Quand on voit qu'en France, l'on a pu croire que le nuage radioactif de Tchernobyl reconnaîtrait les frontières de l'Hexagone pour épargner le pays, on se dit que la Commission européenne aurait mieux fait de se mêler de ce qui, à vous écouter, ne la regardait pas, pour que les Français puissent prendre les mêmes précautions que leurs voisins européens.

Aujourd'hui, avec la dégradation climatique, la plupart des catastrophes n'arrivent pas dans un seul pays. Et on a vu ces derniers temps qu'il existait un sentiment de solidarité des Européens.

Et puis j'en ai assez que l'on me parle de l'identité nationale, de la démocratie française. Quand est-ce que la France est devenue une démocratie ? Tout le monde se réfère à 1789, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme point de départ de la civilisation française.

En réalité, la France n'est devenue une démocratie effective que cent cinquante ans plus tard. Avec le droit de vote des femmes, en 1945. La démocratie n'est donc réalisée qu'avec l'actualisation du principe d'égalité. Avant, et aussi longtemps que subsistent les discriminations dans les faits, c'est une démocratie en construction.

Ne serait-ce pas cela, l'identité européenne, un ensemble de valeurs supranationales qui nécessitent un transfert de souveraineté ?

D. C.-B. La construction européenne repose sur deux valeurs fondamentales : la lutte contre le fascisme et le nazisme et la lutte contre le communisme et le stalinisme. C'est-à-dire l'antitotalitarisme. La construction européenne, c'est la construction d'un espace politique qui veut se protéger contre une partie de l'histoire de l'Europe, celle des totalitarismes et du colonialisme.

Le transfert de souveraineté se fait là où les Etats-nations ne peuvent plus, en tant que tels, répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés. Dans le contexte contemporain, l'Europe doit donc se structurer afin de démocratiser la mondialisation et veiller à la réalisation effective de ses valeurs démocratiques au profit de tous les Européens.

A. F. A l'âge de la technique planétaire, il serait, en effet, stupide de nier l'existence de défis méta-nationaux. Quand la terre s'abîme et que les ressources s'épuisent inexorablement, une communauté de destin rassemble tous les hommes.

Mais est-ce vraiment faire face au péril que d'assurer en tout lieu la primauté de la concurrence, comme le veut le marché unique européen ? L'espace ainsi constitué fragilise les services publics et ne protège en rien contre les catastrophes à venir.

D. C.-B. Mais l'idéologie libérale ne tombe pas du ciel ! Si elle a pris le dessus en Europe, c'est parce qu'elle est défendue par des gouvernements élus qui font l'Europe. Le projet politique européen, précisément parce qu'il ne correspond à rien de préexistant, n'est pas par essence néolibéral.

Prenons le cas de la politique agricole commune. Elle fut mise en place pour pallier la déficience des pays qui ne pouvaient assurer seuls leur souveraineté alimentaire. Le fait que l'on puisse, à juste titre, critiquer la

manière dont elle a été mise en œuvre ne veut pas dire que l'idée de communautariser l'agriculture n'était pas pertinente.

Mais ce n'est pas l'Europe qui s'est trompée : ce sont les Etats-nations ! L'industrialisation de l'agriculture, ce sont la France et l'Allemagne qui l'ont poussée. Et aujourd'hui, ce qui est intéressant, c'est qu'au niveau européen, il existe une remise en cause de l'idéologie nationale de l'agriculture intensive. Revenons aux services publics.

Le problème n'est pas l'espace européen en soi, mais les politiques menées dans celui-ci. Ce sont les citoyens qui ont voté pour des forces politiques aux tendances néolibérales, qui remettent en cause une certaine forme de service public. S'il y avait une autre majorité en Europe, elle ferait une autre politique.

N'est-on pas aujourd'hui face à une « Europe postdémocratique », qui s'affranchit de la souveraineté des peuples ?

D. C.-B. Jürgen Habermas parle d'une Europe postdémocratique certes, mais qui doit continuer sa construction démocratique. C'est exactement dans cet esprit que je dis de la France qu'elle a mis cent cinquante ans à devenir une démocratie. Les problèmes de la construction européenne sont le miroir des difficultés démocratiques des Etats-nations.

A. F. Il reste que la France se fait passer un savon par le président de la Commission européenne en personne quand elle se hasarde à défendre l'exception culturelle.

D. C.-B. Le Parlement européen a voté contre la Commission là-dessus, et nous avons gagné : l'exception culturelle ne figure pas dans les négociations avec les Américains !

A. F. Tant mieux, mais nous ne nous sentirons jamais représentés par les institutions européennes. La nation est et restera l'habitable de la démocratie parce que celle-ci – régime de discussion sur l'organisation du vivre ensemble – suppose une langue commune, des prémices communes, un avenir commun et un attachement à un même passé.

Si la France décide de freiner les flux migratoires pour se donner les moyens de résoudre la crise de l'intégration et que le Parlement de Bruxelles s'y oppose, cette instance ne sera pas perçue comme la maison du peuple européen, mais comme une pièce du Château, au sens kafkaïen du terme. Les élections n'y changent rien. L'Europe cesse d'être démocratique dès lors qu'au lieu d'associer les nations, elle se substitue à ces dernières.



L'identité européenne est-elle menacée par l'immigration, ou l'est-elle plutôt par le repli sur son essence supposée ?

D. C.-B. Je refuse de rentrer dans l'espace des phobies. Il ne faut pas confondre la libre circulation, qui concerne les citoyens européens, et le problème de l'immigration. Sur ce point, malheureusement, l'Europe a aujourd'hui une politique de forteresse qui ne fonctionne pas.

Regardez le drame de Lampedusa. Les Européens, poussés par la France, l'Allemagne, et tous ceux qui disent vouloir réguler l'immigration – c'est une manière euphémique de parler – ont rejeté les migrants à la mer.

Nous nous sommes battus, au Parlement, pour que l'agence européenne chargée de refouler les migrants aux frontières, Frontex, sauve les naufragés plutôt que de les laisser crever en mer –, ce que les gouvernements avaient jugé « facultatif » en omettant de le mentionner dans la définition du rôle de Frontex.

Je vais vous raconter une histoire merveilleuse, à propos de l'identité française. A Lampedusa, un capitaine de Frontex a sauvé plus de 200 personnes. Un journaliste lui a alors demandé si cela faisait partie de ses fonctions, et il a répondu : « *Non, mais cela fait partie de mes responsabilités en tant qu'humain. C'est ce que j'ai appris dans la marine française.* » C'était très beau. Mais cela rentrait en contradiction avec les directives officielles.

A. F. Tous les garde-côtes qui patrouillent au large de Lampedusa secourent les naufragés. Et loin d'être une forteresse, l'Europe accueille des centaines de milliers d'immigrants chaque année. C'est pourquoi se pose la question de la réduction des flux migratoires et du durcissement éventuel des conditions du regroupement familial.

Mais bien qu'il soit abusif de ne concevoir le droit de vivre en famille que comme le droit à vivre en famille dans un pays européen, cela, la morale européenne officielle ne veut pas l'envisager. Cela, la morale officielle refuse de l'envisager. On peut s'en féliciter.

On peut s'étonner aussi de voir que l'Europe est devenue une destination privilégiée pour les ressortissants des pays qui se sont affranchis du colonialisme européen et qui ne manquent pas une occasion de rappeler son caractère criminel, voire génocidaire.

En exportant leurs populations, certains Etats d'Afrique ou du Maghreb deviennent des économies de transfert. C'est désastreux et pour eux et pour nous, car nous vivons une double crise aujourd'hui.

Crise de la transmission, d'abord : ce n'est plus l'école qui forme les individus, c'est le divertissement. Et la dérision se généralise au détriment de l'admiration pour les belles choses.

Crise de l'intégration, ensuite : on nous parle sans cesse d'un retour des années 1930, mais ce qui distingue notre époque opaque de ces sombres temps, ce sont les territoires perdus de la République où les chauffeurs d'autobus, les professeurs, les commerçants vivent sous la menace constante de l'agression, où les femmes sont tyrannisées et où l'antisémitisme se donne libre cours en même temps que la francophobie.

Et c'est le moment que choisit le Conseil de l'Union européenne pour récuser, au nom de la tolérance, la préséance culturelle de la société d'accueil, en affirmant que « *l'intégration est un processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de la part de tous les immigrants et résidents des Etats membres* ».

D. C.-B. Quand j'entends ce langage sur le regroupement familial et l'immigration, j'en tremble ! Si nous avons aujourd'hui une population d'immigrés, c'est parce que dans les années 1950, nous n'avons pas une force de travail suffisante pour développer notre économie. Et c'est le ministre allemand de droite, et non pas l'Eglise ni les bien-pensants des syndicats, qui a appelé les travailleurs turcs, serbes, yougoslaves en Allemagne. Tout comme il y a eu en France une immigration polonaise catholique, puis en provenance du Maghreb.

On a voulu faire venir cette force de travail, mais un être humain ne vient pas seul. Quand il est resté quelques années dans un pays, il se marie, fait venir sa femme, ils ont des enfants, et c'est comme ça que l'immigration s'est installée et a transformé notre population. Pendant trente ans, nous n'avons pas eu de politique d'intégration, nous avons cru que cela se faisait tout seul. C'est un échec de la politique d'intégration. Un échec de notre capacité à évoluer, à s'adapter.

A. F. Nous évoluons très vite, au contraire, et plutôt que de régler le problème, nous accompagnons le processus. Les experts, les sociologues, les hauts fonctionnaires français mettent même un zèle si ardent

à suivre les directives européennes qu'ils remplacent le concept d'intégration, jugé encore trop normatif, par celui de société inclusive.

Ce qui veut dire qu'au lieu de se replier sur « la célébration de ses archaïsmes », la France doit s'ouvrir à l'Autre et se considérer comme un pays plurilingue où le français n'a plus que le statut de langue dominante. Il est vrai que, pour le moment, les lois sur la laïcité préservent le modèle républicain : mais jusqu'à quand ? J'étais à la dernière audience du procès Baby Loup.

La cour d'appel a confirmé le renvoi de l'employée qui voulait porter le voile à son travail. Selon l'avocat de celle-ci, c'est la directrice de la crèche qui avait elle-même mis le feu aux poudres par une exigence qui heurtait le sentiment majoritaire à Chanteloup-les-Vignes. Or, cette situation n'a rien d'exceptionnel. On peut donc raisonnablement penser que la laïcité sera, tôt ou tard, condamnée à reculer devant la force du nombre.

Le multiculturalisme postcolonial menace-t-il la laïcité à la française, ou à l'europpéenne ?

D. C.-B. Nos sociétés changent. Il y a d'un côté des menaces de régression et certaines sont liées à des replis communautaristes. Mais il y a, de l'autre côté, tout autant d'exemples d'intégration réussie. Pendant cinq ans, j'ai été adjoint au maire de Francfort responsable de l'immigration.

J'ai moi-même organisé la protection de jeunes filles de 13 ans que leurs parents voulaient marier, ce qui est contraire à la loi. Mais en même temps, j'ai pu voir le nombre de couples, de situations où la société multiculturelle fonctionne.

Aujourd'hui, nous devons mener un combat de l'intérieur pour la liberté. Je crois qu'aucun de nous ne définira la révolution séculaire nécessaire dans l'islam. Elle viendra de ceux qui se battent au quotidien de l'intérieur, par leur pratique de l'islam.

L'enjeu pour nous est de savoir comment adapter ou non nos lois. Il m'a fallu très longtemps pour comprendre une différence fondamentale entre la France et l'Allemagne sur ce sujet.

Le débat sur l'intégrisme musulman est de la même intensité dans les deux pays. Mais en Allemagne, dans les écoles, il y a des jeunes filles qui portent le foulard, et cela ne dérange personne. Le débat a émergé à propos des enseignantes. Et sur ce point, la société allemande a dit non.

A. F. On accuse d'islamophobie ceux qui refusent de soumettre la République aux exigences de l'islam. Il ne faut pas se laisser intimider par cette dénonciation calomnieuse. Ce n'est pas rejeter l'islam que lui demande de s'adapter aux lois de la République, c'est le mettre sur un pied d'égalité avec les autres religions et c'est répondre aux aspirations des musulmans laïques.

D. C.-B. La société multiculturelle, c'est un état de fait. A ceux qui ne la veulent pas, je dis toujours que c'est trop tard. Le problème de l'intégration aujourd'hui, c'est que l'idéologie des individus n'est plus seulement définie par leur vécu quotidien, mais aussi par la situation dans le monde.

Avec la circulation des informations à l'échelle mondiale, le mal-être d'un fils d'immigrés au chômage peut facilement se condenser autour des images de la Palestine ou d'ailleurs au point que la personne en vienne à se solidariser avec les victimes.

Il y a donc des contextes où l'identité peut se construire par le rejet radical de l'autre et se structurer à travers la haine. Ce vécu d'insécurité qui peut déboucher sur une idéologie de la haine n'est pas le propre de notre époque. Ce type de haine existait dans les années 1930 chez certains ouvriers français qui se sentaient victimes du capitalisme.

A. F. Les sciences humaines nous ont appris que l'homme ne s'humanisait que dans le cadre d'une culture donnée. Une culture, c'est-à-dire une manière de vivre et de penser, ou, comme l'écrit Robert Legros, « *une compréhension collective du monde* ».

Avec les grandes migrations, les cultures les plus différentes entrent aujourd'hui en contact. Et les sciences sociales, au lieu de nous aider à y voir clair, se retournent contre la grande leçon des sciences humaines : si un sociologue (Hugues Lagrange, en l'occurrence) se risque à parler de « choc des cultures », toute la profession lui tombe dessus !

Les apôtres du multiculturalisme ne reconnaissent aucune réalité à la culture puisqu'ils expliquent par l'inégalité toutes les difficultés du vivre-ensemble. Mais les faits sont têtus : tandis que l'Europe sort de la religion, l'islam se « désécularise ». Il y a, bien sûr, des exceptions. Reste qu'au temps de l'assimilation, les mariages mixtes étaient nombreux. Aujourd'hui on célèbre le métissage et on a le communautarisme.

D. C.-B. La dé-sécularisation ne concerne pas seulement l'islam. A Jérusalem par exemple, le communautarisme juif est très frappant. Et quand je vois ce qui s'est passé en France à propos du mariage pour tous, notamment dans la communauté catholique, je me dis qu'une partie de la société française est aussi concernée par ce retour du religieux.

Il y a des exemples extraordinaires de métissage, mais il y a aussi des réponses orthodoxes et réactionnaires qui viennent de toutes les religions, de toutes les parties de la société.

Si vous deviez citer un auteur ou une idée qui vous aide à penser l'Europe d'aujourd'hui, quel serait-il ?

A. F. Milan Kundera, car il me rappelle que l'Europe s'incarne dans des œuvres, des paysages, des villes, des monuments, et que ce serait faire un trop beau cadeau à Hitler que de laisser ses crimes accaparer notre mémoire.

D. C.-B. Jürgen Habermas, Ulrich Beck, et Hannah Arendt, en raison de son refus de tout nationalisme.

Alain Finkielkraut

Né en 1949, cet essayiste agrégé de lettres modernes et producteur de l'émission «Répliques» sur France Culture, a assuré un enseignement de philosophie à l'Ecole polytechnique jusqu'en 2014. Auteur de « La Défaite de la pensée » (1987), il a dirigé la revue « Le Messenger européen » (1987-1996) et a récemment publié « L'Identité malheureuse » (Stock, 2013).

Daniel Cohn-Bendit

Né le 4 avril 1945 à Montauban, Daniel Cohn-Bendit est eurodéputé. Leader et symbole de Mai 68, il est expulsé vers l'Allemagne. En 1984, il adhère au parti Die Grünen (les Verts) puis est élu en 1994 au Parlement européen où, depuis 2002, il copréside le groupe Verts-ALE. Il est également chroniqueur à Europe 1.